



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DU PAYS D'AIX

Date de Publication : 23/11/2021

N° : 2021/231

Recueil des délibérations du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 novembre 2021

Ressources – Finances

2021 CT2 455

AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Logis Méditerranée pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 29 logements locatifs sociaux dénommée "Petit Coudoux" située Chemin de Boule à Coudoux

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences en matière d'actions en faveur du logement, la Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 29 logements locatifs sociaux dénommée « Petit Coudoux » située Chemin de Boule à Coudoux.

Portée par la SA HLM Logis Méditerranée, cette opération d'un montant total de 4 386 262 euros est financée par un emprunt de 3 460 820 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les caractéristiques financières dudit prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe. Il est précisé que cette convention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de la commune de Coudoux, co-garante, chacune à hauteur de 50 % soit 1 730 410 euros.

La SA HLM Logis Méditerranée a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2019.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération FBPA 034-10110/21/CM du 4 juin 2021 relative à l'approbation du règlement et des conditions d'octroi des garanties d'emprunts ;
- Le contrat de prêt N° 126422 en annexe signé entre la SA HLM Logis Méditerranée et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 novembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Logis Méditerranée a contracté un prêt d'un montant total de 3 460 820 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 29 logements locatifs sociaux à Coudoux ;
- Que la SA HLM Logis Méditerranée a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 50 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- L'analyse financière de la SA HLM Logis Méditerranée ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Logis Méditerranée.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total

de 3 460 820 euros souscrit par la SA HLM Logis Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N°126422.

Ce prêt, constitué de cinq lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 29 logements locatifs sociaux dénommée « Petit Coudoux » située Chemin de Boule à Coudoux.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logis Méditerranée dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée avec accusé de réception de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logis Méditerranée pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de trois logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logis Méditerranée.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 456

Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix - Décision Modificative n°3 – 2021

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire a adopté le 16 novembre 2020 le Budget Primitif 2021 de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix. Des Décisions Modificatives ont été adoptées en Conseil de Territoire les 8 avril et 27 mai 2021. Le Budget Supplémentaire a, quant à lui, été adopté au Conseil de Territoire du 30 septembre 2021.

Il convient aujourd'hui d'adopter la Décision Modificative n°3 afin de procéder à des ajustements de crédits au sein de la section d'investissement et de la section de fonctionnement.

Le Budget Primitif est un document prévisionnel ; il est nécessaire d'ajuster les prévisions en cours d'année.

Les dotations de gestion étant figées pour l'année, le financement des dépenses supplémentaires ne peut être assuré que par des redéploiements de crédits ou par des recettes nouvelles.

1 – Section de Fonctionnement

Il convient de procéder à des ajustements de crédits entre chapitres au sein de la section de fonctionnement.

En dépenses, l'essentiel des mouvements opérés consiste en un transfert de crédits du chapitre 011 « charges à caractère général » vers le chapitre 65 « autres charges de gestion courante » :

Programme	Code	Titre	Crédits	Pré-requis	Co-pré-requis
Sciences de la Vie et de la Terre	SVT001 - Biologie	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT002 - Chimie	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT003 - Physique	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT004 - Mathématiques	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
Sciences de la Vie et de la Terre	SVT005 - Biologie	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT006 - Chimie	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT007 - Physique	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT008 - Mathématiques	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
Sciences de la Vie et de la Terre	SVT009 - Biologie	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT010 - Chimie	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT011 - Physique	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT012 - Mathématiques	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
Sciences de la Vie et de la Terre	SVT013 - Biologie	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT014 - Chimie	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT015 - Physique	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT016 - Mathématiques	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
Sciences de la Vie et de la Terre	SVT017 - Biologie	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT018 - Chimie	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT019 - Physique	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT020 - Mathématiques	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
Sciences de la Vie et de la Terre	SVT021 - Biologie	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT022 - Chimie	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT023 - Physique	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT024 - Mathématiques	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
Sciences de la Vie et de la Terre	SVT025 - Biologie	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT026 - Chimie	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT027 - Physique	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT028 - Mathématiques	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
Sciences de la Vie et de la Terre	SVT029 - Biologie	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT030 - Chimie	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT031 - Physique	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT032 - Mathématiques	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
Sciences de la Vie et de la Terre	SVT033 - Biologie	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT034 - Chimie	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT035 - Physique	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT036 - Mathématiques	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
Sciences de la Vie et de la Terre	SVT037 - Biologie	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT038 - Chimie	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT039 - Physique	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT040 - Mathématiques	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
Sciences de la Vie et de la Terre	SVT041 - Biologie	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT042 - Chimie	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT043 - Physique	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT044 - Mathématiques	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
Sciences de la Vie et de la Terre	SVT045 - Biologie	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT046 - Chimie	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT047 - Physique	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT048 - Mathématiques	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
Sciences de la Vie et de la Terre	SVT049 - Biologie	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT050 - Chimie	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT051 - Physique	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT052 - Mathématiques	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
Sciences de la Vie et de la Terre	SVT053 - Biologie	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT054 - Chimie	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT055 - Physique	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT056 - Mathématiques	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
Sciences de la Vie et de la Terre	SVT057 - Biologie	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT058 - Chimie	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT059 - Physique	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT060 - Mathématiques	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
Sciences de la Vie et de la Terre	SVT061 - Biologie	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT062 - Chimie	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT063 - Physique	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT064 - Mathématiques	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
Sciences de la Vie et de la Terre	SVT065 - Biologie	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT066 - Chimie	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT067 - Physique	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT068 - Mathématiques	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
Sciences de la Vie et de la Terre	SVT069 - Biologie	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT070 - Chimie	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT071 - Physique	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT072 - Mathématiques	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
Sciences de la Vie et de la Terre	SVT073 - Biologie	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT074 - Chimie	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT075 - Physique	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT076 - Mathématiques	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
Sciences de la Vie et de la Terre	SVT077 - Biologie	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT078 - Chimie	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT079 - Physique	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT080 - Mathématiques	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
Sciences de la Vie et de la Terre	SVT081 - Biologie	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT082 - Chimie	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT083 - Physique	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT084 - Mathématiques	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
Sciences de la Vie et de la Terre	SVT085 - Biologie	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT086 - Chimie	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT087 - Physique	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT088 - Mathématiques	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
Sciences de la Vie et de la Terre	SVT089 - Biologie	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT090 - Chimie	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT091 - Physique	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT092 - Mathématiques	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
Sciences de la Vie et de la Terre	SVT093 - Biologie	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT094 - Chimie	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT095 - Physique	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT096 - Mathématiques	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
Sciences de la Vie et de la Terre	SVT097 - Biologie	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT098 - Chimie	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT099 - Physique	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0
	SVT100 - Mathématiques	SVT	Sciences de la vie et de la terre	0	0

Ainsi, il convient d'inscrire des crédits (150.000 €) afin de procéder à des écritures de régularisation au titre de l'exercice 2020. En effet, le contrat de DSP de la SMAC prévoit que la subvention de mise en réseau soit soumise à TVA ; or cela n'a pas été le cas l'an passé et le délégataire n'a pas perçu la TVA.

Cette régularisation, qui donne lieu à l'émission d'un titre et d'un mandat, est neutre budgétairement.

Par ailleurs, des crédits sont inscrits à hauteur de 245.000 € afin de financer le versement des subventions aux clubs de haut niveau individuel pour la saison 2021-2022.

Ces dépenses complémentaires sont financées par des restitutions de crédits.

En recettes, il s'agit d'ajuster les prévisions estimées au moment du budget primitif 2021.

Les mouvements proposés consistent, pour l'essentiel, en des régularisations de recettes déjà réalisées mais n'ayant pas fait l'objet de prévisions.

Les recettes liées aux droits d'entrées des piscines font également l'objet d'un ajustement à la baisse suite à une diminution de fréquentation liée aux fermetures estivales et à la mise en place du pass sanitaire.

Par ailleurs, l'inscription de crédits, à hauteur de 150.000 € au chapitre 77, correspond aux écritures de régularisation évoquées ci-dessus.

Code	Libellé	Quantité	Unité	Montant
0100	Produits agricoles	100	kg	100,00
0200	Produits industriels	200	kg	200,00
0300	Produits de consommation	300	kg	300,00
0400	Produits de construction	400	kg	400,00
0500	Produits de transport	500	kg	500,00
0600	Produits de communication	600	kg	600,00
0700	Produits de culture	700	kg	700,00
0800	Produits de santé	800	kg	800,00
0900	Produits de sécurité	900	kg	900,00
1000	Produits de loisirs	1000	kg	1000,00
1100	Produits de sport	1100	kg	1100,00
1200	Produits de voyage	1200	kg	1200,00
1300	Produits de culture	1300	kg	1300,00
1400	Produits de santé	1400	kg	1400,00
1500	Produits de sécurité	1500	kg	1500,00
1600	Produits de loisirs	1600	kg	1600,00
1700	Produits de sport	1700	kg	1700,00
1800	Produits de voyage	1800	kg	1800,00
1900	Produits de culture	1900	kg	1900,00
2000	Produits de santé	2000	kg	2000,00
2100	Produits de sécurité	2100	kg	2100,00
2200	Produits de loisirs	2200	kg	2200,00
2300	Produits de sport	2300	kg	2300,00
2400	Produits de voyage	2400	kg	2400,00
2500	Produits de culture	2500	kg	2500,00
2600	Produits de santé	2600	kg	2600,00
2700	Produits de sécurité	2700	kg	2700,00
2800	Produits de loisirs	2800	kg	2800,00
2900	Produits de sport	2900	kg	2900,00
3000	Produits de voyage	3000	kg	3000,00
3100	Produits de culture	3100	kg	3100,00
3200	Produits de santé	3200	kg	3200,00
3300	Produits de sécurité	3300	kg	3300,00
3400	Produits de loisirs	3400	kg	3400,00
3500	Produits de sport	3500	kg	3500,00
3600	Produits de voyage	3600	kg	3600,00
3700	Produits de culture	3700	kg	3700,00
3800	Produits de santé	3800	kg	3800,00
3900	Produits de sécurité	3900	kg	3900,00
4000	Produits de loisirs	4000	kg	4000,00
4100	Produits de sport	4100	kg	4100,00
4200	Produits de voyage	4200	kg	4200,00
4300	Produits de culture	4300	kg	4300,00
4400	Produits de santé	4400	kg	4400,00
4500	Produits de sécurité	4500	kg	4500,00
4600	Produits de loisirs	4600	kg	4600,00
4700	Produits de sport	4700	kg	4700,00
4800	Produits de voyage	4800	kg	4800,00
4900	Produits de culture	4900	kg	4900,00
5000	Produits de santé	5000	kg	5000,00
5100	Produits de sécurité	5100	kg	5100,00
5200	Produits de loisirs	5200	kg	5200,00
5300	Produits de sport	5300	kg	5300,00
5400	Produits de voyage	5400	kg	5400,00
5500	Produits de culture	5500	kg	5500,00
5600	Produits de santé	5600	kg	5600,00
5700	Produits de sécurité	5700	kg	5700,00
5800	Produits de loisirs	5800	kg	5800,00
5900	Produits de sport	5900	kg	5900,00
6000	Produits de voyage	6000	kg	6000,00
6100	Produits de culture	6100	kg	6100,00
6200	Produits de santé	6200	kg	6200,00
6300	Produits de sécurité	6300	kg	6300,00
6400	Produits de loisirs	6400	kg	6400,00
6500	Produits de sport	6500	kg	6500,00
6600	Produits de voyage	6600	kg	6600,00
6700	Produits de culture	6700	kg	6700,00
6800	Produits de santé	6800	kg	6800,00
6900	Produits de sécurité	6900	kg	6900,00
7000	Produits de loisirs	7000	kg	7000,00
7100	Produits de sport	7100	kg	7100,00
7200	Produits de voyage	7200	kg	7200,00
7300	Produits de culture	7300	kg	7300,00
7400	Produits de santé	7400	kg	7400,00
7500	Produits de sécurité	7500	kg	7500,00
7600	Produits de loisirs	7600	kg	7600,00
7700	Produits de sport	7700	kg	7700,00
7800	Produits de voyage	7800	kg	7800,00
7900	Produits de culture	7900	kg	7900,00
8000	Produits de santé	8000	kg	8000,00
8100	Produits de sécurité	8100	kg	8100,00
8200	Produits de loisirs	8200	kg	8200,00
8300	Produits de sport	8300	kg	8300,00
8400	Produits de voyage	8400	kg	8400,00
8500	Produits de culture	8500	kg	8500,00
8600	Produits de santé	8600	kg	8600,00
8700	Produits de sécurité	8700	kg	8700,00
8800	Produits de loisirs	8800	kg	8800,00
8900	Produits de sport	8900	kg	8900,00
9000	Produits de voyage	9000	kg	9000,00
9100	Produits de culture	9100	kg	9100,00
9200	Produits de santé	9200	kg	9200,00
9300	Produits de sécurité	9300	kg	9300,00
9400	Produits de loisirs	9400	kg	9400,00
9500	Produits de sport	9500	kg	9500,00
9600	Produits de voyage	9600	kg	9600,00
9700	Produits de culture	9700	kg	9700,00
9800	Produits de santé	9800	kg	9800,00
9900	Produits de sécurité	9900	kg	9900,00
10000	Produits de loisirs	10000	kg	10000,00

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à :

- 72 592.94 euros

2 – Section d'Investissement

Il convient de procéder à des ajustements de crédits au sein de la section d'investissement.

Il s'agit ici de transférer des crédits d'une opération à une autre suivant l'état d'avancement de ces dernières.

[illegible]

La section d'Investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à

0 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,
Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FB 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n°2020_CT2_225 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 16 novembre 2020 approuvant le Budget Primitif 2021 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° FAG 015-9117/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 approuvant le Budget Primitif 2021 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°FBPA 54-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2021_CT2_094 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 avril 2021 adoptant la Décision Modificative n°1 de l'exercice 2021 ;

- La délibération n°FBPA 002-9818/21/CM du Conseil de la Métropole du 15 avril 2021 adoptant la Décision Modificative n°2 de l'exercice 2021 du Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°2021_CT2_183 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 mai 2021 adoptant la Décision Modificative n°2 de l'exercice 2021 ;
- La délibération n°FBPA 002-10097/21/CM du Conseil de la Métropole du 4 juin 2021 adoptant la Décision Modificative n°3 de l'exercice 2021 du Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°2021_CT2_332 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 30 septembre 2021 adoptant le Budget Supplémentaire de l'exercice 2021 pour l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°FBPA 011-10462/21/CM du Conseil de la Métropole du 7 octobre 2021 adoptant le Budget Supplémentaire de l'exercice 2021 du Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est adoptée, par nature, la Décision Modificative n°3 pour 2021 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Mobilité - Déplacements, mobilité, transports et infrastructures

2021 CT2 457

AVIS - Approbation de l'avenant n°1 à la convention avec la Commune de Gardanne relative à l'organisation des transports scolaires

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération MOB 009-867/20/CM du 15 octobre 2020, la Métropole a confié, sous sa responsabilité, la mise en œuvre du service de transport scolaire des élèves des écoles maternelles primaires et collèges, à la commune de Gardanne, dans le cadre d'une convention.

Cette convention prévoit que la Métropole verse à la commune de Gardanne une participation annuelle correspondant à une participation aux charges d'exploitation du service, déterminée au prorata des kilomètres exécutés pour le transport scolaire,

Elle se calcule en divisant les kilomètres réalisés pour les transports scolaires par les kilomètres totaux réalisés par la régie communale.

La crise sanitaire liée à la Covid 19, survenue pendant les années 2020 et 2021 a donné lieu à des périodes de confinement en mars – avril 2020, novembre 2020, avril 2021, et des périodes de couvre-feu avec restriction des activités.

Dans ce contexte, l'activité de transport de la régie communale de Gardanne a été fortement réduite, les kilomètres réalisés en 2020 ayant diminué de 38 %. Pour la même période, la diminution des kilomètres réalisés au titre des transports scolaires s'élève à près de 16%.

Considérant que la baisse des kilomètres totaux réalisés par la régie a été plus importante que la baisse des seuls kilomètres relatifs aux transports scolaires, il s'ensuit mécaniquement un relèvement du taux de participation de la Métropole aux charges d'exploitation du service, passant de 51,3% en 2019 à près de 70% en 2020.

Il est donc proposé de maintenir un taux de participation équivalent à celui de 2019, soit 51,30%, en le figeant contractuellement. Ce dispositif permet ainsi de partager plus équitablement les coûts fixes de la régie pendant la durée de cette crise sanitaire. Le montant de la participation versée à la commune s'établira ainsi pour 2020, à 294 200 € soit 9% de moins qu'en 2019, en cohérence avec la baisse des charges de la régie communale. L'application de ce taux est valable pour l'année 2021 également.

Aussi, il est proposé de conclure un avenant à la convention afin de modifier le mode de calcul de la participation pour les années 2020 et 2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de Métropole N° TRA 001-3625 du 22 mars 2018, approuvant une convention relative à l'organisation des transports scolaires entre la métropole Aix-Marseille- Provence et les communes membres de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de Métropole N° MOB 009-867/20/CM du 15 octobre 2020, approuvant une convention relative à l'organisation des transports scolaires entre la métropole Aix-Marseille- Provence et la commune de Gardanne ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 novembre 2021.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant 1 à la convention pour l'organisation du transport scolaire ci-annexé, entre la Métropole et la commune de Gardanne, qui modifie, pour les années concernées par la crise sanitaire, le calcul de la participation de la Métropole au financement des transports scolaires des primaires et maternelles réalisés par la commune de Gardanne.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe transport 2021 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section de fonctionnement nature 6287, sous politique C220.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 458

AVIS - Information sur la stratégie de facilitation de déploiement d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Suite à la délibération MOB 001-9841/21/CM portant « *approbation de la nouvelle stratégie métropolitaine des services de recharge pour véhicules électriques* » du 15 avril 2021, la Métropole s'est orientée vers un schéma d'autorisations d'occupation du domaine public pour les infrastructures de recharge pour véhicules électriques.

La délivrance de ces autorisations d'occupation du domaine public relève du Conseil de Territoire Marseille Provence, compétente en matière de voirie, sur le territoire de ses communes.

Par ailleurs, la délivrance de ces autorisations d'occupation du domaine public demeure une compétence communale sur les autres territoires de la métropole.

Afin de concilier rapidité du déploiement, diversité de l'offre et prise en compte des progrès technologiques, il convient de permettre une délivrance rapide des autorisations d'occupation du domaine pour l'implantation d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques, tout en veillant à ne pas instaurer le monopole d'un opérateur.

C'est la raison pour laquelle la Métropole a engagé une procédure de mise en concurrence en vue de

l'attribution d'un accord-cadre à trois opérateurs différents. Chacun de ces opérateurs sera, dans un premier temps, attributaire d'un groupe d'une quarantaine d'infrastructures dans le cadre d'une convention d'occupation du domaine public d'une durée de 10 ans.

Cette première « génération » de trois conventions permettra le déploiement très rapide de 120 points de charges environ sur le territoire de Marseille Provence.

L'accord-cadre permettra ensuite de consulter à nouveau, dans des délais très courts, les trois opérateurs retenus et de délivrer rapidement les conventions ultérieures d'occupation pour les infrastructures suivantes. En effet, les opérateurs ainsi sélectionnés pourront ensuite être remis en concurrence entre eux pour attribution des points de charges suivants sans qu'une nouvelle publicité ne soit nécessaire.

Cette procédure simplifiée assurera une réactivité permettant une réponse rapide aux besoins très évolutifs dans ce domaine.

Dans l'hypothèse où le niveau de concurrence apparaîtrait insuffisant, la Métropole conserverait la possibilité d'attribuer des conventions d'occupation à d'autres opérateurs en procédant à une nouvelle procédure de publicité et de mise en concurrence. L'accord-cadre stipule en effet qu'il ne confère aucune exclusivité aux trois opérateurs qui en sont titulaires.

Hors voirie métropolitaine cet accord cadre pourra être également utilisé par d'autres opérateurs Les dispositions du code général de la propriété des personnes publiques qui imposent à l'autorité compétente la mise en œuvre d'une procédure de publicité pour la délivrance des autorisations d'occupation du domaine prévoient en effet une dérogation lorsque cette délivrance « *s'insère dans une opération donnant lieu à une procédure présentant les mêmes caractéristiques* » ou encore « *s'inscrit dans le cadre d'un montage contractuel ayant, au préalable, donné lieu à une procédure de sélection* » (article L.2122-1-2 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques).

L'accord-cadre attribué par la Métropole après une procédure de publicité et de sélection préalable pourra ainsi être utilisé pour que d'autres personnes publiques, situées sur le territoire métropolitain. En accord avec la Métropole, ces derniers pourront délivrer, à l'issue de la mise en compétition des trois opérateurs préalablement retenus, des autorisations d'occupation de leur domaine pour l'installation d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques.

Cet accord-cadre sera également à la disposition des autres communes de la Métropole pour la délivrance, d'autorisations d'occupation de leur domaine pour l'installation d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques.

Le dispositif mis en place par la Métropole a pour objectif de concilier efficacement rapidité du déploiement, diversité de l'offre et prise en compte des progrès technologiques grâce à un outil au service de l'ensemble de son territoire sur la base du volontariat pour les autres personnes publiques et les communes des territoires autres que Marseille Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités ;
- La délibération n° TRA001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis des Conseils de Territoire.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'afin de concilier rapidité du déploiement, diversité de l'offre et prise en compte des progrès technologiques, il convient de permettre une délivrance rapide des autorisations d'occupation du domaine pour l'implantation d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques.
- Qu'à cet effet une mise en concurrence a permis de conclure un accord-cadre avec trois opérateurs bénéficiant chacun d'une convention d'occupation pour une quarantaine de point de charge et de la possibilité d'être remis en compétition entre ces derniers sans nouvelle procédure de publicité.
- Que cette possibilité de remise en compétition rapide et simplifiée sera ouverte à d'autres personnes publiques désirant, en accord avec la Métropole et sur son territoire, délivrer des autorisations d'occupation du domaine pour l'implantation d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques.

Délibère**Article unique :**

Il est proposé de prendre acte de la stratégie de facilitation de déploiement d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 459

AVIS - Approbation de l'avenant n°18 au contrat de concession relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Méjanès, Signoret, Carnot, Pasteur, Mignet, Bellegarde et Cardeurs et du stationnement payant en surface à Aix-en-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par contrat de concession conclu le 29 décembre 1986, la ville d'Aix-en-Provence, à laquelle s'est substituée la Métropole Aix-Marseille-Provence en ce qui concerne la gestion des parcs de stationnement, a confié à la société d'économie mixte SEMEPA, anciennement SEMEVA, la gestion des parcs de stationnement Méjanès, Signoret, Carnot, Pasteur, Mignet, Bellegarde et Cardeurs ainsi que le stationnement payant en surface à Aix-en-Provence. Le contrat arrivera à échéance le 29 décembre 2021.

Des contraintes exceptionnelles liées à un incendie et des problématiques de sécurité ont conduit le délégataire à engager des travaux de mise en sécurité et de préservation des ouvrages. En effet, des travaux de remise en état des dalles coupe-feu prescrits par les services de sécurité dans le parking Méjanès sont réalisés par le délégataire et à ses frais. Ces dalles séparent les parties privative et publique du bâtiment.

Le financement est partagé entre les copropriétaires public et privés pour un montant total de 4 049 k euros HT. La part incombant au délégataire est de 2 400 k euros HT.

Aussi, afin de garantir la continuité du service public et la réalisation des travaux susvisés, il apparaît nécessaire de prolonger la durée du contrat d'un an et 6 mois, durée nécessaire pour permettre l'amortissement total, et porter ainsi son terme au 29 juin 2023 à minuit.

De plus, par délibération MOB 007-9847/21/CM, la Métropole a décidé de l'installation d'un dispositif permettant l'accueil des vélos dans les parcs de stationnement métropolitains sur la commune d'Aix-en-Provence concédés à la SEMEPA. Cette décision, d'une durée d'un an prise pour motif d'intérêt général et à titre expérimental, a fait l'objet d'une modification unilatérale au contrat.

Il a été décidé d'entériner cette modification au contrat.

Enfin, la Métropole souhaite intégrer au contrat la prise en compte de franchises de stationnement au bénéfice des usagers lors de manifestations ponctuelles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de concession du 29 décembre 1986 relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Méjanès, Signoret, Carnot, Pasteur, Mignet, Bellegarde et Cardeurs à Aix-en-Provence ;
- L'avenant n°1 du 20 novembre 1987 au contrat de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n°2 du 2 décembre 1987 au contrat de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n°3 du 6 janvier 1989 au contrat de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n°4 du 6 février 1989 au contrat de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n°5 du 24 novembre 1989 au contrat de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n°5bis du 21 janvier 1991 au contrat de concession du 29 décembre 1986 ;

- 1986 ;
- L'avenant n°5ter du 25 octobre 1993 au contrat de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n°5quater du 14 décembre 1998 au contrat de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n°6 du 22 décembre 1989 au contrat de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n°7 du 9 juillet 1990 au contrat de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n°8 du 4 juin 1991 au contrat de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n°9 du 2 août 1991 au contrat de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n°10 du 16 novembre 1993 au contrat de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n°11 du 28 octobre 1994 au contrat de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n°12 du 24 avril 1996 au contrat de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n°13 du 27 octobre 1997 au contrat de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n°14 du 1^{er} septembre 1999 au contrat de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n°15 du 14 avril 2004 au contrat de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n°16 du 30 août 2004 au contrat de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avenant n°17 du 30 août 2005 au contrat de concession du 29 décembre 1986 ;
- L'avis favorable de la Commission Concession du
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que des circonstances exceptionnelles ont entraîné la mise en œuvre d'un programme d'investissements et de remise en état et de préservation des ouvrages ;
- Qu'il convient par conséquent de prolonger la durée du contrat de 18 mois jusqu'au 29 juin 2023 à minuit, afin de permettre au délégataire de réaliser ces travaux et de compenser leur financement et son manque à gagner ;
- Qu'il convient aussi d'entériner le dispositif permettant l'accueil des vélos dans les parcs de stationnement métropolitains

concedés à la SEMEPA ;

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite intégrer au contrat des franchises de stationnement ponctuelles au profit des usagers horaires.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°18 au contrat de concession relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Méjanes, Signoret, Carnot, Pasteur, Mignet, Bellegarde et Cardeurs à Aix-en-Provence ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix - chapitre 011 - Nature 6288 - Fonction 020.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 460

AVIS - Approbation de l'avenant n°2 à la convention relative au financement des travaux de la 2ème phase de modernisation de la ligne ferroviaire Marseille-Gardanne-Aix-en-Provence, en vue de l'électrification partielle de la ligne - CPER 2015-2020

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La seconde phase de modernisation de la ligne ferroviaire Marseille-Gardanne-Aix-en-Provence

(MGA2) achevée depuis peu, va conduire à une amélioration significative de l'offre en Transport en Commun et à sa fiabilité. En effet, à compter de décembre 2021, l'offre sera augmentée de 3 à 4 TER/h/s en heure de pointe, avec un cadencement au quart-d'heure entre les principaux pôles : Aix-en-Provence, Gardanne, Simiane, Marseille (St-Antoine, St Charles).

Afin de satisfaire aux exigences en matière d'amélioration de la qualité de l'air, sujet particulièrement sensible sur le territoire métropolitain, répondre aux attentes de la population et aux préoccupations des acteurs locaux, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, en tant qu'Autorité Organisatrice des Transports ferroviaires, s'est engagée dans la recherche de solutions alternatives aux trains diesel et à l'électrification totale de la ligne Marseille-Aix-en-Provence. La solution retenue, de substituer les rames bi-modes diesel-électrique par des rames électrique-batterie, accompagnée d'une électrification partielle de la ligne, conduirait à une réduction significative de près de 94% des impacts en émission carbone.

Cette solution mérite des études approfondies. L'avenant n°1 à la convention de financement des travaux de modernisation de la ligne ferroviaire Marseille-Gardanne-Aix-en-Provence, signée en décembre 2020, précisait le contenu de ces études ainsi que les modalités de financement. Il s'agissait notamment de :

- Démontrer la faisabilité d'une électrification partielle de la ligne, et sa compatibilité avec le mode d'exploitation envisagé ;
- Proposer un chiffrage de l'opération ainsi qu'un planning de travaux permettant d'exploiter les opportunités de financement partiel du projet les fonds européens FEDER.

L'étude de niveau Avant-Projet/Projet lancée en 2020 pour un montant réévalué en juin 2021 à 1,975 M€ courants (contre une première estimation de 1,5M€ courants ayant fait l'objet de l'avenant n°1), avait pour objectifs de :

- Démontrer la faisabilité d'une électrification partielle 1500 Vcc de la ligne 905000 compatible avec l'exploitation souhaitée,
- Proposer un chiffrage de l'opération et un rétro-planning de travaux permettant d'exploiter les opportunités de financement partiel du projet (fond européen FEDER), en tenant compte des contraintes de planning imposées pour l'accès à ce financement (fin de travaux en Décembre 2022).

L'avenant N°2 a pour objet de modifier la convention de financement signée le 29 août 2017 et son avenant n°1 afin de compléter les éléments techniques des études Avant-Projet/Projet d'électrification frugale entre Marseille et Aix-en-Provence, et compléter en conséquence le besoin de

financement de ces études, portant ce montant de 1 500 000 euros à 1 975 000 euros (courant), soit une augmentation de 475 000 euros.

Les Parties ont validé le principe de financer ces études sur les économies potentielles des travaux MGA2 et, qu'en l'absence d'économies suffisantes, les Parties prendraient en charge le complément financier à concurrence du montant défini pour ces études (soit 1,975 M€ courants)

Le programme complémentaire des études porte sur les points suivants :

- Réalisation d'un diagnostic technique et d'exploitation du besoin de renforcement électrique dans les technicentres (Marseille, Avignon), les lieux de remisage (Pautrier, Guibal), et les zones de garage en cas d'aléas
- Etudes d'optimisation/analyse pour réduire l'impact sur l'infrastructure et optimiser les besoins de renforcement électrique.

La présente délibération vise à approuver l'avenant n°2 à la convention de financement des travaux de la 2^{ème} phase de modernisation de Marseille – Gardanne – Aix-en-Provence et les modalités de financement des études d'avant-projet et projet pour l'électrification frugale de la ligne.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est modifié comme suit :

Financeurs	Taux de participation %	Montant en € courants
Etat	32,20867 %	636 121,23 €
Région	29,54893 %	583 591,37 €
Département des Bouches-du-Rhône	19,12120 %	377 643,70 €
Métropole Aix-Marseille-Provence	19,12120 %	377 643,70 €
TOTAL	100,00000 %	1 975 000 €

La participation de la Métropole serait ainsi de 377 643.70 euros pour 286 818,00 euros prévu initialement à l'avenant 1, soit 90 826 euros supplémentaires, étant entendu que le coût des études sera financé en priorité sur les économies générées par l'opération de travaux de MGA2. Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération TRA 004-1926/17/BM du 18/05/2017 approuvant la convention relative au financement des travaux de la 2ème phase de modernisation de Marseille – Gardanne – Aix-en-Provence signée le 29 août 2017 ;
- La décision n° 20/394/D du 29/05/2020 approuvant l'avenant n°1 à la convention relative au financement des travaux de la 2ème phase de modernisation de Marseille – Gardanne – Aix-en-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 novembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les conclusions de l'étude de faisabilité de solutions alternatives à l'électrification par caténaire conduite par la Région présentent la solution de trains à batteries comme étant celle disposant du meilleur bilan environnemental, comparée aux autres solutions;
- Que cette technologie présente une opportunité d'application sur Marseille-Aix moyennant des investissements d'électrification partielle de la ligne,
- Que le coût des études d'avant-projet/projet menées par SNCF Réseau pour l'électrification frugale de la ligne Marseille-Aix s'élève désormais à 1,975 million d'euros courants;
- Qu'il a été validé en comité de pilotage du 6 décembre 2019 le principe d'utiliser les potentielles économies des travaux en cours de modernisation Marseille-Gardanne-Aix, phase 2, pour financer les études d'avant-projet/projet pour l'électrification frugale de la ligne Marseille-Aix ;
- Qu'il a été validé en comité de pilotage du 6

décembre 2019 le principe qu'en cas d'insuffisance d'économies aux travaux de modernisation Marseille-Gardanne-Aix phase 2 pour financer les études d'électrification frugale, les partenaires cofinanceurs hors SNCF Réseau s'engagent à prendre en charge le besoin de financement complémentaire à concurrence du montant total des études soit à ce jour 1,975M d'euros.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°2 à la convention de financement des travaux de la 2ème phase de modernisation de Marseille – Gardanne – Aix-en-Provence, ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant ainsi que tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en fonction investissement sur l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix au budget Principal Métropolitain 2022 et suivants- opération N° DI662AP2 Nature 204.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Intervention* de Monsieur Georges CRISTIANI, Maire de Mimet, et vote à l'unanimité du Conseil de Territoire sur la conservation par les Communes de la compétence voirie

* L'intervention de Monsieur CRISTIANI est retranscrite in extenso à la fin du présent compte-rendu.

2021 CT2 461**AVIS - Approbation de l'avenant n°2 à la convention d'occupation du domaine public ferroviaire non constitutive de droits réels en gare de Pertuis**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Autorité Organisatrice de la Mobilité sur son territoire assure la gestion du pôle d'échange de Pertuis situé avenue Pierre Sépard sur du foncier appartenant à Gares & Connexions et SNCF Réseau, nouvelle dénomination de Réseau Ferré de France.

Dans ce cadre, deux conventions d'occupation temporaire du domaine public ferroviaire ont été conclues pour l'exploitation du pôle d'échange :

- Le 10 mai 2012, par délibération n°2012_B178 avec Gares & Connexions, pour la mise à disposition de terrain d'une superficie de 1 300 m2 environ pour une durée de 18 ans, à savoir du 26 février 2014 au 25 février 2032
- Le 15 mars 2012, par délibération n°2012_A044 avec Réseau ferrée de France pour la mise à disposition de terrain d'une superficie de 8 000 m2 pour une durée ferme de dix ans, à savoir du 2 janvier 2012 au 1^{er} janvier 2022. Ladite convention a été modifiée par l'avenant n°1 en date du 20 décembre 2017 afin d'autoriser la construction d'un parking en R+1. Cette convention a été transférée à SNCF Gares & Connexions en date du 1^{er} janvier 2020.

La convention conclue le 28 janvier 2013 arrivant bientôt à échéance, il est proposé à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'approuver l'avenant n°2 afin de prolonger la convention de SNCF Réseau, à présent transféré à SNCF Gares & Connexions, de 10 ans. De ce fait la convention initiale qui prenait effet à compter du 2 janvier 2012 se terminera le 1^{er} janvier 2032 minuit.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'acquittera d'une redevance d'occupation fixée par Gares et Connexions d'un montant annuel de 5 070,00 euros HT, soit 6 084 euros TTC, indexée à chaque échéance annuelle sur la variation de l'indice des loyers des activités tertiaires publié par l'INSEE.

Au titre des impôts et taxes, la Métropole sera redevable d'un montant annuel de 507 euros HT.

Cependant, par dérogation à l'article 22 des conditions générales, la Métropole pourra dénoncer la convention et ses avenants à tout moment en prévenant Gares & Connexions au moins 6 mois à l'avance par pli recommandé avec accusé réception.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2012_B178 du 10 mai 2012 avec Gare et Connexion pour la mise à disposition d'un terrain pour la création d'un pôle d'échanges à Pertuis ;
- La délibération n°2012_A044 du 15 mars 2012 avec Réseau ferrée de France pour la mise à disposition d'un terrain pour la création d'un pôle d'échanges à Pertuis ;
- L'avenant n°1 du 20 décembre 2017 relatif à la convention délibérée le 15 mars 2012 avec Réseau ferrée de France pour la mise à disposition d'un terrain pour la création d'un pôle d'échanges à Pertuis ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 novembre 2021.

Où le rapport ci-dessus**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,****Considérant**

- Que la convention d'occupation du domaine public ferroviaire non constitutive de droits réels relative au pôle d'échange de Pertuis, conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et SNCF Réseau, nouvelle dénomination de Réseau Ferré de France, arrivera à échéance le 1^{er} janvier 2022 ;
- Qu'il convient de conclure un avenant n°2 à la convention avec SNCF Réseau, pour prolonger la durée de la convention initiale jusqu'au 1^{er} janvier 2032 minuit ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence continuera de s'acquitter d'une redevance d'occupation fixée par Gares & Connexions d'un montant annuel de 5 070,00 € HT pendant la période de prolongation définie ;
- Que la Métropole sera aussi redevable d'un montant annuel de 507 € HT au titre des impôts et taxes ;

Délibère**Article 1 :**

Est approuvé l'avenant n°2 ci-annexé à la convention d'occupation temporaire concernant l'exploitation du pôle d'échange de Pertuis, établie entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Gares & Connexions modifiant l'article 7 de la convention « date d'effet – durée ».

De ce fait la convention initiale qui prenait effet à compter du 2 janvier 2012 se terminera le 1^{er} janvier 2032 minuit. Les autres clauses et conditions de la convention conclues entre les parties du 2 janvier 2012 restent inchangées.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Transports 2021 de la Métropole - Sous-chapitre C240 - Nature 6137-

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Mobilité - Entrées de ville et voiries communautaires

2021 CT2 462

Approbation du programme de travaux et d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Métropole et la Commune de Pertuis pour l'aménagement de l'entrée de ville de Pertuis « Route d'Ansouis »

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence facultative relative aux « Entrées de Ville », le Territoire du Pays d'Aix s'est engagé à mettre en œuvre les aménagements visant à assurer la cohérence des entrées de ville et de village sur son territoire.

En 2021, le Territoire du Pays d'Aix a réalisé les études de faisabilité et établi le programme de l'opération d'entrée de ville de Pertuis « Route d'Ansouis ».

Il est aujourd'hui proposé de valider le programme de l'entrée de ville de Pertuis « Route d'Ansouis », défini ci-après.

Programme:

L'opération d'aménagement s'étend depuis le carrefour avec l'Ancien Chemin d'Ansouis jusqu'à la rue des Eglantiers, sur environ 1 100 m.

Le projet prévoit l'aménagement de cheminements piétons et cycles sur l'ensemble du linéaire, et tend à améliorer la qualité et la sécurité de cette entrée de ville.

Le programme des travaux comprend :

Voirie

- Calibrage de la chaussée en 2x1 voie de largeur 6m ;
- Création d'une voie verte de ;
- Aménagement de plateaux traversants ;
- Adaptation des arrêts de bus au nouvel aménagement ;
- Adaptation de la signalisation horizontale et verticale.

Réseaux

- Adaptation du réseau pluvial au nouvel aménagement, y compris aménagement de volumes de rétention
- Adaptation de l'éclairage public.

Espaces verts

- Création d'une noue végétale entre la voie verte et la chaussée.

Le coût prévisionnel des travaux s'élève à 1 350 000 €HT soit 1 620 000 €TTC.

Le coût global de l'opération, y compris études et travaux, s'élève à 1 450 000 €HT soit 1 740 000 €TTC.

Transfert de maîtrise d'ouvrage :

Compte tenu du nombre croissant d'aménagement d'entrée de ville, le Bureau Communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 25 septembre 2014 a décidé d'approuver le recours au transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation des aménagements d'entrée de ville lorsque les Communes en feront la demande. Ces transferts de maîtrise d'ouvrage doivent se concrétiser par l'intermédiaire de conventions, soumises à la validation du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Cette possibilité de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage est régie par l'article L.2422-12 du livre IV

du Code de la commande publique relatif au transfert de maîtrise d'ouvrage publique. Il prévoit que lorsque la réalisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ceux-ci peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe le terme.

La Commune de Pertuis se propose d'assurer la maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de cet aménagement.

Il est donc proposé aujourd'hui de valider la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays d'Aix et la Commune de Pertuis dont les caractéristiques sont définies ci-après :

Modalités de la convention :

La Commune de Pertuis assurera la totalité de la maîtrise d'ouvrage de cette opération en respectant les compétences de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Financement de la convention :

La Métropole Aix-Marseille-Provence assure le financement de la totalité des frais engagés sur cette opération.

La Commune de Pertuis percevra une avance de 600 000€ TTC à la notification de la convention. Elle procédera ensuite à des appels de fonds dûment justifiés au fur et à mesure de l'avancement de l'opération et ce dans la limite de l'enveloppe allouée. La Commune ne percevra aucune rémunération à raison des missions réalisées en qualité de maître d'ouvrage temporaire de l'opération.

Missions confiées à la Commune pour la réalisation de cette opération :

- Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera étudié et exécuté ;
- Préparation du choix du maître d'œuvre, signature du contrat de maîtrise d'œuvre, et gestion du contrat de maîtrise d'œuvre ;
- Approbation de l'avant-projet et du projet, avec consultation de la Métropole.
- Préparation du choix de l'entrepreneur, signature du contrat de travaux, et gestion du contrat de travaux ;
- Validation des décomptes mensuels, validation du service fait et paiement de la rémunération des titulaires des marchés concourant à la réalisation de l'opération ;
- Réception de l'ouvrage et accomplissement de tous actes afférents aux attributions mentionnées ci-dessus ;
- Mise en œuvre des procédures de levée de réserve et suivi de la garantie de parfait achèvement.

Il est donc aujourd'hui proposé une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage afin de formaliser les modalités de cet accord.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de la commande publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2014-B531 du Bureau communautaire de la CPA du 25 septembre 2014 offrant la possibilité aux Communes de recourir aux transferts de maîtrise d'ouvrage pour leurs opérations d'entrée de ville ;
- La délibération n°HN 040-173/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 approuvant l'intégration de l'AP Globale des Entrées de Villes pour un montant de 76M€ ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Mobilité et Infrastructures de Transports du 25 octobre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de procéder à l'aménagement de l'entrée de ville « Route d'Ansouis » sur la Commune de Pertuis.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme d'aménagement de l'entrée de ville « Route d'Ansouis » sur la Commune de Pertuis pour un montant de 1 740 000 €TTC.

Article 2 :

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la requalification de l'entrée de ville « Route d'Ansouis » par la Commune de Pertuis pour un montant de 1 740 000 €TTC.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre le Territoire du pays d'Aix et la Commune de Pertuis.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 458116250 nature 4581, fonction 518, autorisation de programme DI50AP12.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 463

Approbation du programme de travaux et d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Métropole et la Commune d'Eguilles pour l'aménagement de l'entrée de ville d'Eguilles «Les plantiers »

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence facultative relative aux « Entrées de Ville », le Territoire du Pays d'Aix s'est engagé à mettre en œuvre les aménagements visant à assurer la cohérence des entrées de ville et de village sur son territoire.

En 2021, le Territoire du Pays d'Aix a réalisé les études de faisabilité et établi le programme de l'opération d'entrée de ville d'Eguilles « RD18 Les Plantiers ».

Il est aujourd'hui proposé de valider le programme de l'entrée de ville d'Eguilles « RD18 - Les Plantiers », défini ci-après.

Programme :

L'opération d'aménagement s'étend sur la RD18 entre le giratoire avec la RD10 et l'intersection avec le chemin des Plaideurs.

Le projet prévoit l'aménagement de cheminements piétons et cycles sur l'ensemble du linéaire, et tend à

améliorer la qualité et la sécurité de cette entrée de ville.

Le programme de travaux comprend :

Voirie

- Calibrage de la chaussée en 2x1 voie de largeur 6.20m ;
- Création de trottoirs et pistes cyclables monodirectionnelles de part et d'autre de la chaussée ;
- Réduction de la longueur de la voie de stockage du tourne-à-gauche et amélioration de la sécurité du carrefour avec la rue Serpentine ;
- Aménagement de plateaux traversants ;
- Adaptation de l'arrêt de bus « Les Plantiers » au nouvel aménagement ;
- Adaptation de la signalisation horizontale et verticale.

Réseaux

- Adaptation du réseau pluvial au nouvel aménagement ;
- Adaptation de l'éclairage public.

Espaces verts

- Création d'espaces verts entre les itinéraires mode doux et la chaussée.

Le coût prévisionnel des travaux s'élève à 1 400 000 €HT soit 1 680 000 €TTC.

Le coût global de l'opération, y compris études et travaux, s'élève à 1 500 000 €HT soit 1 800 000 €TTC.

Transfert de maîtrise d'ouvrage :

Compte tenu du nombre croissant d'aménagement d'entrée de ville, le Bureau Communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 25 septembre 2014 a décidé d'approuver le recours au transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation des aménagements d'entrée de ville lorsque les Communes en feront la demande. Ces transferts de maîtrise d'ouvrage doivent se concrétiser par l'intermédiaire de conventions, soumises à la validation du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Cette possibilité de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage est régie par l'article L 2422-12 du livre IV du Code de la Commande Publique relatif au transfert de maîtrise d'ouvrage publique. Il prévoit que lorsque la réalisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ceux-ci peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe le terme.

La Commune d'Eguilles se propose, de disposer de la maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de cet aménagement.

Il est donc proposé aujourd'hui de valider la convention transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays d'Aix et la Commune d'Eguilles dont les caractéristiques sont définies ci-après :

Modalités de la convention :

La Commune d'Eguilles assurera la totalité de la maîtrise d'ouvrage de cette opération en respectant les compétences de la Métropole.

Financement de la convention :

La Métropole Aix-Marseille-Provence assure le financement de la totalité des frais engagés sur cette opération.

La Commune d'Eguilles percevra une avance de 600 000€ à la notification de la convention. Elle procédera ensuite à des appels de fonds dûment justifiés au fur et à mesure de l'avancement de l'opération et ce dans la limite de l'enveloppe allouée. La Commune ne percevra aucune rémunération à raison des missions réalisées en qualité de maître d'ouvrage temporaire de l'opération.

Missions confiées à la Commune pour la réalisation de cette opération :

- Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera étudié et exécuté ;
- Préparation du choix du maître d'œuvre, signature du contrat de maîtrise d'œuvre, et gestion du contrat de maîtrise d'œuvre ;
- Approbation de l'avant-projet et du projet, avec consultation de la Métropole ;
- Préparation du choix de l'entrepreneur, signature du contrat de travaux, et gestion du contrat de travaux ;
- Validation des décomptes mensuels, validation du service fait et paiement de la rémunération des titulaires des marchés concourant à la réalisation de l'opération ;
- Réception de l'ouvrage et accomplissement de tous actes afférents aux attributions mentionnées ci-dessus ;
- Mise en œuvre des procédures de levée de réserve et suivi de la garantie de parfait achèvement.

Il est donc aujourd'hui proposé une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage afin de formaliser les modalités de cet accord.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de la commande publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2014-B531 du Bureau communautaire de la CPA du 25 septembre 2014 offrant la possibilité aux Communes de recourir aux transferts de maîtrise d'ouvrage pour leurs opérations d'entrée de ville ;
- La délibération n°HN 040-173/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 approuvant l'intégration de l'AP Globale des Entrées de Villes pour un montant de 76M€ ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Mobilité et Infrastructures de Transports du 25 octobre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de procéder à l'aménagement de l'entrée de ville « RD18 - Les Plantiers » sur la Commune d'Eguilles.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme d'aménagement de l'entrée de ville « RD18 - Les Plantiers » sur la Commune d'Eguilles pour un montant de 1 800 000 €TTC.

Article 2 :

Est approuvé le transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour l'aménagement de l'entrée de ville « RD18 - Les Plantiers », sur la Commune d'Eguilles pour un montant de 1 800 000 €TTC.

Article 3 :

Sont validés les termes de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour l'aménagement de l'entrée de ville « RD18 - Les Plantiers », sur la Commune d'Eguilles.

Article 4 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Métropole et la Commune d'Eguilles.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 458116250,

nature 4581, fonction 518, autorisation de programme DI50AP12.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Habitat et aménagement du territoire - Habitat

2021 CT2 464

Attribution de subventions nominatives dans le cadre de l'accession à coût maîtrisé

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le soutien à l'accession à coût maîtrisé à la propriété est un des enjeux forts sur le Territoire du Pays d'Aix.

C'est pourquoi, depuis 2009, un dispositif destiné aux primo accédants (sous conditions de ressources) pour l'acquisition d'un logement dans le neuf ou dans l'ancien a été mis en place sur le Territoire du Pays d'Aix.

Ce dispositif se décline en deux types d'aides :

- **Une aide directe à la personne**
D'un montant de 2 500 € dans le neuf ou 4 000 € dans l'ancien (logements de plus de 5 ans), cette aide est portée par le notaire de l'opération : l'aide doit être mentionnée dans l'acte notarié qui devra intégrer des clauses anti spéculatives et préciser que l'aide sera restituée en cas de vente du logement sans motif légitime dans les 5 ans ayant suivi son achat.

- **Un prêt « bonifié »**

Aujourd'hui, mis en œuvre par la CEPAC, partenaire bancaire du Pays d'Aix, ce prêt, d'une durée de 20 ans, s'élève à 28 000 € pour une acquisition dans le neuf et à 47 000 € pour une acquisition dans l'ancien. Ce prêt complète un (ou des) crédit(s) immobilier(s) principal(aux) : le prêt à l'accession sociale (si le ménage est éligible) ou un prêt classique dans le cadre d'une offre globale de financement.

Ces deux types d'aides, non cumulables entre elles, sont attribuées aux primo-accédants répondant aux critères d'éligibilité définis par le Pays d'Aix.

Les bénéficiaires doivent notamment :

- Ne pas être propriétaire de leur résidence principale depuis plus de deux ans ;
- Acheter un bien au titre de leur résidence principale sur l'une des 36 Communes du Pays d'Aix ;
- Résider ou travailler sur le Territoire du Pays d'Aix ;
- Respecter les plafonds de ressources du Prêt Accession Sociale (PAS) en vigueur (revenus fiscaux de référence de l'année n-2) ;
- Être bénéficiaire du Prêt à Taux Zéro (PTZ) ;
- Être issu en priorité du parc locatif social (public ou privé conventionné social).

En application de ce qui précède, et après examen des dossiers, il est proposé d'attribuer 17 aides à la personne, soit un montant total de 53 000 euros pour :

- Aides directes :
- 10 aides dans le neuf, soit 25 000 euros
- 4 aides dans l'ancien, soit 16 000 euros
- Prêts bonifiés CEPAC :
- 3 achats dans l'ancien soit un montant maximum de 12 000 euros

Toutes les aides proposées à l'approbation du Conseil de Territoire sont décrites dans les tableaux ci-annexés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de la construction et de l'habitation et notamment l'article L.312-2-1 ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015_A252 du Conseil communautaire de la CPA du 12 novembre 2015 relative au dispositif d'aide à l'accession à la propriété ;
- La délibération n°2019_CT2_582 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019 relative à la définition de nouvelles modalités et approbation d'une convention avec la CEPAC ;
- La délibération n° FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, Urbanisme et Aménagement du 19 octobre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'accession à coût maîtrisé est une des priorités du Territoire en matière de politique locale de l'Habitat.

Délibère,

Article 1 :

Est approuvé dans le cadre des aides à la personne, le versement de subventions d'un montant total de **41 000 euros** aux primo-accédants mentionnés dans le tableau ci-annexé par le biais de leurs notaires.

Article 2 :

Est approuvé, dans le cadre de la convention de partenariat avec la CEPAC, le versement d'une subvention maximale de 12 000 euros pour la mise en œuvre de 3 prêts bonifiés correspondant au projet d'acquisition des accédants cités dans le tableau ci-annexé.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces afférentes à ces dossiers.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : Opération Budgétaire 4581182735, Nature 4581, Fonction 553, Autorisation de Programme DI735AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Habitat et aménagement du territoire - Politique de la ville / Cohésion sociale

2021 CT2 465

AVIS - Demande de subventions auprès de l'Etat - Programmation contrats de ville et dispositifs politique de la ville 2021

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la Ville et la Cohésion sociale a défini les nouvelles orientations de la Politique de la Ville.

Cette politique de cohésion urbaine et sociale vise à améliorer les conditions de vie des habitants des quartiers les plus défavorisés, définis comme quartiers prioritaires. Pour la seule Ville de Marseille, 235 000 habitants sont directement concernés par cette action publique. Les Contrats de Ville constituent le cadre de mise en œuvre de la Politique de la Ville pour la période de 2015 à 2020.

Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, les Contrats de Ville ont pour objectif de formaliser les engagements pris par l'Etat, la Métropole, les collectivités territoriales, les communes concernées et les autres partenaires de la Politique de la Ville (CAF 13, Association Régionale des Organismes HLM...) au bénéfice des quartiers définis comme prioritaires.

L'Etat et les collectivités territoriales consacrent ainsi des moyens spécifiques pour la mise en œuvre des Contrats de Ville en complément de la mobilisation

de leurs politiques de droit commun.

La loi de finances pour 2019 ayant confirmé la prolongation des contrats de ville jusqu'en 2022, une réactualisation des contrats, sur la base d'une évaluation à mi-parcours, a permis d'intégrer les priorités gouvernementales. Cette réactualisation a pris la forme, pour chaque contrat de ville, d'un avenant portant protocole d'engagements réciproques et renforcés de l'ensemble des signataires du Contrat de Ville.

Conformément à la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Politique de la ville et d'équilibre social de l'habitat.

La Métropole Aix-Marseille-Provence assure ainsi avec des équipes dédiées le pilotage stratégique et opérationnel des Contrats de Ville et des dispositifs spécifiques de la Politique de la Ville : les Ateliers Santé Ville (ASV) et les Programmes de Réussite Educative (PRE).

Dans ce cadre, l'Etat apporte une contribution financière à la Métropole pour la couverture des frais de fonctionnement induits par le portage de ces dispositifs.

Madame la Préfète déléguée pour l'Egalité des Chances a, par courrier du 8 septembre 2021, notifié le montant total de ces aides de l'Etat à hauteur de 807 224 euros pour l'année 2021.

Pour l'exercice 2021, les crédits de fonctionnement consacrés par l'Etat à la poursuite du Contrat de Ville sur le territoire métropolitain correspondent à une enveloppe globale de 457 224 euros.

De la même manière pour l'exercice 2021, les crédits d'appui consacrés par l'Etat au fonctionnement des équipes Ateliers Santé Ville correspondent à une enveloppe de 200 000 euros, déclinée de la façon suivante :

- En faveur du Territoire de Marseille Provence pour une enveloppe de 120 000 euros sur 4 postes. 3 postes de coordonnateur Atelier Santé Ville, et 1 poste de coordonnateur métropolitain.
- En faveur du Territoire du Pays d'Aix pour une enveloppe de 30 000 euros sur un poste de coordonnateur Atelier Santé Ville
- En faveur du Territoire du Pays Salonais pour une enveloppe de 20 000 euros sur un poste de coordonnateur Atelier Santé Ville
- En faveur du Territoire Istres-Ouest-Provence pour une enveloppe de 30 000 euros sur un poste de coordonnateur Atelier Santé Ville

Poste ASV 2021	Montant prévisionnel en euros	Montant réel en euros
ASV 13/14	0	0
ASV Huveaune	0	0
ASV 15/16	30 000	30 000
ASV centre-ville	30 000	30 000
ASV santé mentale	30 000	30 000
Coordination métropolitaine des ASV	30 000	30 000
ASV Aix	30 000	30 000
ASV Salon-Berre	20 000	20 000
ASV Istres-Miramas	30 000	30 000
TOTAL	200 000	200 000

Enfin, le plan de cohésion sociale du 30 juin 2004 et la loi de programmation du 18 janvier 2005 ont apporté des moyens et des outils complémentaires à ceux déjà existants pour accompagner les jeunes de 2 à 16 ans (et dans certains cas de 16 à 18 ans) qui ne bénéficient pas d'un environnement social, familial et culturel favorable à la réussite scolaire et éducative. Le dispositif « Programme de Réussite Educative » vise à remédier à un ensemble de difficultés rencontrées par des enfants et des jeunes, dans le cadre d'un suivi individualisé (le parcours de réussite éducative).

Le Conseil de Territoire du Pays Salonais déploie ce dispositif sur les quartiers prioritaires des villes de Salon de Provence et de Berre l'Etang. Au titre de l'exercice 2021, l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT) contribue financièrement pour un montant de 150 000,00 euros.

La Métropole Aix-Marseille-Provence doit effectuer les démarches administratives nécessaires pour le versement de ces subventions. Il convient donc d'autoriser Madame la Présidente à solliciter les subventions et à signer les actes qui en découleront.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La notification des crédits politique de la ville 2021 adressée à la Métropole Aix-Marseille-Provence par l'Etat ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- Les avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence, du Conseil de territoire du Pays d'Aix, du Conseil de territoire du Pays Salonais, et du Conseil de territoire Istres-Ouest Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Politique de la Ville.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence affecte des équipes à la mise en œuvre des dispositifs de la Politique de la Ville (Contrat de Ville, Programme de Réussite Educative et Atelier Santé Ville).
- Que l'Etat contribue à la couverture des charges de fonctionnement de la Métropole pour le portage des dispositifs Contrat de Ville, Programme de Réussite Educative et Atelier Santé Ville.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à effectuer les demandes de subventions auprès de l'Etat pour les dispositifs Contrat de Ville, Atelier Santé Ville et Programme de Réussite Educative à hauteur des montants indiqués ci-dessus.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les contrats, actes ou conventions correspondants.

Article 3

Les recettes correspondantes sont constatées au Budget Principal 2021 de la Métropole Aix-Marseille-Provence Sous –Politique E110 – Nature 74718 – Fonction 52

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Habitat et aménagement du territoire - Gens du voyage

2021 CT2 466

AVIS - Tarification Métropolitaine des aires d'accueil des Gens du Voyage 2021/2022

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'Aménagement, d'Entretien et de Gestion des Aires d'Accueil des Gens du Voyage :

- Depuis le 1^{er} janvier 2016 pour 4 Conseils de Territoire (Le Conseil de Territoire Marseille Provence, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et le Conseil de Territoire du Pays de Martigues)
- Depuis le 1^{er} janvier 2018, pour l'intégralité de la Métropole (Les Conseils de Territoire du Pays Salonais et d'Istres Ouest Provence).

Les aires permanentes d'accueil de la Métropole telles que définies par la loi du 5 juillet 2000 modifiée et mentionnées comme telles dans le Schéma départemental sont les suivantes :

Territoires	Secteurs	Modus de gestion	Structures d'accueil cadastrées	Capacité d'accueil
Marseille Provence	Marseille / Aix-M / Plan-de-Croix	Régie métropolitaine	Saint-Marcel	24 places familles
Pays d'Aix	Aix-en-Provence	Délégation de Service Public	Le Réalier	80 places familles
	Bouc-Bel-Air / Serrano-collonges	Délégation de Service Public	La Malie	30 places familles
	Founteville	Délégation de Service Public	Rives-Hautes	23 places familles
Pays Salonais	Salon de Provence / L'Isle-sur-Loire / Pélissier	Délégation de Service Public	La Garenne	25 places familles
Pays d'Aubagne et de l'Etoile	Aubagne	Mairie Publique	Valon des Vaux	25 places caravanes
Istres Ouest Provence	Ménas / Saint-Charles	Régie métropolitaine	Les Malloires	47 places caravanes
Pays de Martigues	Martigues	Régie métropolitaine + Martigues	La Bergeronnette	18 places caravanes

Outre les aires permanentes d'accueil telles que précitées, il convient aussi de mentionner le terrain de grand passage situé à Istres et inscrit dans le Schéma départemental.

La Métropole Aix-Marseille-Provence gère aussi la structure d'accueil de Mazargues-Eyraud d'une capacité de 40 places, sise 47 bd de Lattre de Tassigny dans le 9^{ème} arrondissement de Marseille, où les familles se sont sédentarisées depuis de très

nombreuses années et qui a fait l'objet dans sa plus grande partie « d'auto-constructions ».

La tarification des 8 aires permanentes d'accueil et de l'aire de grand passage a été instaurée à partir de 2 principes avec :

- pour les équipements dotés de comptages dissociés pour les fluides (électricité / eau potable) :
- Une caution d'entrée restituée à la fin du séjour ou retenue en cas de dégradation ou de non-paiement de la quittance.
- Une redevance forfaitaire par jour et par place qui correspond notamment :
 - au droit de stationner sur la place,
 - à l'accès aux services de gestion dispensés sur l'Aire d'Accueil,
 - à la mise à disposition des bâtiments sanitaires,
 - à la collecte des ordures ménagères,
 - à l'accès aux réseaux d'assainissement et d'évacuation des eaux usées,
 - aux frais de maintenance et d'entretien général de l'aire d'accueil,
 - aux paiements des fluides (eau/électricité) consommés, à prix coûtant (abonnements et taxes comprises)

- pour les équipements techniques dépourvus de comptages dissociés :
- une caution d'entrée restituée à la fin du séjour ou retenue en cas de dégradation ou de non-paiement de la quittance.
- une redevance globale et forfaitaire par jour et par place qui comprend aussi les consommations d'eau et d'électricité.

Quant à la tarification de la structure d'accueil de Mazargues-Eyraud, compte tenu de ses spécificités, elle s'opère avec :

- une caution d'entrée restituée à la fin du séjour ou retenue en cas de dégradation ou non-paiement de quittance.
- une redevance mensuelle par place
- le paiement de l'eau à un prix forfaitaire/m3 appliqué à la consommation réelle, le titulaire de l'emplacement devant contracter un abonnement d'électricité auprès d'un fournisseur d'énergie.

Ces tarifications n'évoluent que très rarement compte tenu du caractère social de ces équipements, et sont issues soit de tarifications communales avant leur transfert à la Métropole, de nouveaux règlements intérieurs délibérés (l'insertion de la tarification dans ces documents ayant un caractère obligatoire) - soit d'une délibération métropolitaine.

Il convient également d'approuver certaines données telles que le montant de la caution de l'aire de grand passage d'Istres.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La Loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'Egalité et la citoyenneté ;
- La Loi 2000-614 du 05 Juillet 2000 relative à l'Habitat et à l'Accueil des Gens du Voyage ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis des six Conseils de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de regrouper et de clarifier l'ensemble de la tarification des Aires d'Accueil des gens du Voyage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées, les tarifications, telle que pratiquées conformément aux règlements intérieurs de chacune des aires permanentes/structure d'accueil des gens du voyage et terrains de grands passages tels que :

- **Aires permanentes d'accueil des gens du voyage**

- Aires « le Realtor » (Aix en Provence), « la Malle » (Bouc Bel Air), « Rives hautes » (Fuveau), « la Garenne » (Salon de Provence) actuellement gérées via une Délégation de Service Public :

Caution/dépôt de garantie : 100 euros
 Redevance forfaitaire par jour et par place famille : 3,3 euros
 Coût consommation eau et électricité : au prix coûtant (abonnements et taxes comprises)

- Aire de « saint-Menet » (Marseille) :

Caution/dépôt de garantie : 100 euros
 Redevance forfaitaire par jour et par place famille : 2 euros
 Coût consommation eau et électricité : au prix coûtant (abonnements et taxes comprises)

- Aire « les Molières » (Miramas/ Saint Chamas) :

Caution/dépôt de garantie : 100 euros
Redevance globale forfaitaire par jour et par place caravane : 9 euros consommation d'eau et d'électricité incluse.

- Aire « Le Bargemont » (Martigues) :

Caution/dépôt de garantie : 80 euros
Redevance forfaitaire par jour et par place caravane : 2,6 euros
Coût consommation eau et électricité : au prix coûtant (abonnements et taxes comprises)

- Aire du « Vallon des Vaux » (Aubagne) :

Caution/dépôt de garantie : sans objet
Redevance forfaitaire par jour et par place caravane : 2 euros
Coût consommation eau et électricité : à la consommation réelle au prix de
Eau : 3,45 euros/m³
Electricité : 0,10 €/KWh

● **Aire de grand passage :**

Aire de grand passage d'Istres

Caution/dépôt de garantie par caravane : 100 euros
Redevance forfaitaire par jour et par caravane : 5,5 euros (consommation eau et électricité incluse)

● **Structure d'accueil des gens du voyage :**

Structure de Mazargues-Eyraud (Marseille) :

Caution/dépôt de garantie : 150 euros
Redevance forfaitaire par mois et par caravane : 95 euros
Coût consommation eau : à la consommation réelle au tarif de 3,00 euros/m³, le titulaire de l'emplacement devant contracter un abonnement d'électricité auprès d'un fournisseur d'énergie.

Article 2 :

Toute évolution de la tarification de chaque aire, devra être délibérée par la Métropole Aix-Marseille-Provence préalablement à l'adoption du règlement intérieur portant mention de ces nouveaux tarifs.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 467

AVIS - Rapports annuel d'activités et des comptes de résultat de l'exercice 2020 du délégataire de service public pour l'animation et la gestion des aires d'accueil des Gens du Voyage du Territoire du Pays d'Aix et du Pays Salonais

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'objet de cette Délégation de Service Public (DSP), confiée à l'association ALOTRA dans le cadre d'une convention d'affermage, a trait à la gestion, à l'organisation ainsi qu'à la mise en œuvre de l'animation et des actions socio-éducatives des Aires d'Accueil Métropolitaines pour les Gens du Voyage, du Réaltor (Aix en Provence), des Rives Hautes (Fuveau/Meyreuil), de La Malle (Bouc-Bel-Air/Simiane-Collongue) et La Garenne (Salon-de-Provence).

Cette délégation de service public a pris effet au 1^{er} juin 2019.

Afin de permettre la vérification optimale du fonctionnement, des conditions financières et des dispositions techniques de ce service délégué, le délégataire doit fournir à l'autorité délégante, au plus tard le 1^{er} mai de chaque exercice, les rapports d'activités idoines. Ceux-ci se composent notamment des comptes-rendus techniques, des comptes de résultats financiers, ainsi que tout élément permettant une analyse précise de cette délégation.

Par souci de détail et de lisibilité, pour chacune des périodes précédemment mentionnées concernant 2020, les rapports d'activités consolidés joints à cet exposé et spécifiques aux quatre Aires d'Accueil, sont accompagnés de leurs synthèses respectives et de deux Rapports d'Activités synthétiques globaux.

Conformément à la législation en vigueur, l'Aire d'Accueil d'Aix en Provence, Le Réaltor, agréée Centre Social par la C.A.F, l'Aire d'Accueil de Fuveau/Meyreuil, Rives Hautes, l'Aire d'Accueil de Bouc Bel Air/Simiane Collongue, La Malle et l'Aire d'Accueil de Salon de Provence/Lançon-Provence/Pélissanne, La Garenne, poursuivent leurs multiples missions auprès des voyageurs tout en assurant des relations constantes avec les services Métropolitains,

les partenaires institutionnels et les services publics de proximité.

Dans le domaine de la gestion sociale, les animations, les actions en matière de santé et de scolarisation, ainsi que les mesures de soutien et d'accompagnement des familles, mises en œuvre sur les quatre Aires d'Accueil dans le cadre des Projets Sociaux contractualisés, traduisent de réelles avancées. Elles sont sommairement énumérées ci-après pour chacun des axes concernés.

- Accueil et suivi des familles : accompagnements socio-éducatif et administratif, domiciliations, instructions des dossiers RSA et des prestations sociales, accès à l'emploi et à la formation, etc.
En 2020, dans ce secteur ont été engagés 3492 entretiens et interventions auprès des familles résidant sur ces quatre Aires d'Accueil. (+ 12%).

- Santé et prévention : consultations médicales, prévention et dépistages, sensibilisation aux violences, sensibilisation en faveur de l'hygiène et de l'éducation à la santé, etc.
Bien que les permanences PMI aient été suspendues par les services concernés, 238 personnes ont participé aux actions engagées en 2020 sur les quatre sites, dans les domaines de la santé et de la prévention (- 5 %).

- Scolarisation et soutien scolaire : inscriptions en établissements scolaires, cours de soutien, liaisons avec le CNED et le CASNAV, ateliers d'alphabétisation et de soutien à la parentalité, etc.
En 2020, 258 enfants ont bénéficié des actions publiques en faveur de la scolarisation et du soutien scolaire (-38 %).

- Animation et accès à la culture : organisation d'ateliers ludiques, créatifs, éducatifs et culturels, organisation de sorties, participation aux manifestations des communes (carnaval d'Aix en Provence, Salon du livre ...) développement de projets spécifiques (débat, vidéo, spectacles, sports) etc.
En 2020, 2476 actions ont été engagées auprès des populations résidant sur les quatre Aires d'Accueil, dans les secteurs de l'animation et de la culture (+ 8 %).

Dans le domaine de la gestion locative la fréquentation globale est équivalente à l'année précédente avec -2% de taux d'occupation annuel. Il faut noter que l'aire d'Accueil Le Réaltor qui regroupe 80 places familles, progresse en matière de fréquentation avec taux d'occupation de plus de 8%. Cette stabilité est générée par la forte attractivité de ce nouvel Equipement Public qui voit sa durée moyenne de séjour s'établir à 44 jours par famille.

En 2020, ces quatre Aires d'Accueil Métropolitaines, toutes périodes confondues, ont accueilli 2273 personnes, (-8%), soit 1037 caravanes (- 6%). Les taux d'occupation annuels respectifs se fixent à 60 % pour Le Réaltor, à 65 % pour Rives Hautes, à 72 % pour La Malle, et à 70 % pour La Garenne, confirmant ainsi la pertinence de ces équipements

avec une moyenne globale de 67%

Ainsi, pour ces mêmes périodes, malgré un environnement parfois particulièrement défavorable, l'occupation globale annuelle des quatre Aires d'Accueil s'est maintenue à 35 788 journées/caravanes, représentant seulement -3 % par rapport à 2019.

Cette fréquentation a produit une recette totale perçue auprès des usagers de 320 281 € TTC, soit + 4% par rapport à 2019. Les produits totaux des budgets d'exploitation atteignent 1 328 655 € TTC, alors que les dépenses globales idoine s'établissent à 1 162 289€ TTC, dégageant ainsi un résultat global excédentaire de 166 366 € TTC.

Il est à noter que le rapport R/D, soit : Recettes directes perçues auprès des voyageurs/Dépenses totales d'exploitation, qui caractérise toute Délégation de Service Public se fixe à 27,55%. Sur le plan juridique pour ce type d'activité non commerciale, ce taux est parfaitement compatible avec la nature contractuelle de la DSP Métropolitaine.

Ce bilan économique pourrait être plus favorable si ces Aires d'Accueil n'avaient pas à connaître régulièrement la proximité de nombreux stationnements illicites, de voyageurs s'installant en dehors des équipements prévus à cet effet ou de populations sédentarisées. Ces occupations génèrent des charges supplémentaires (vols de fluides, dégradations, ...etc), et réduisent fortement l'attractivité des Aires d'Accueil. Ces états de fait créent des difficultés de gestion et posent de véritables problèmes de sécurité, de tranquillité et d'hygiène publiques.

Néanmoins pour ce qui concerne la gestion déléguée de ces quatre Aires d'Accueil, il est à constater qu'au fil du temps, pour un service rendu en réelle amélioration, tant quantitative que qualitative, la participation financière de la Métropole et le coût global restant à sa charge, se sont particulièrement optimisés. En 2020 la Contribution Financière forfaitaire (CFF) globale de gestion versée par la Métropole au délégataire s'est fixée à 517.000 € TTC soit 0,62 € TTC / Personne Accueillie / Jour.

Il convient de préciser aussi que l'année 2020 fut une année particulière avec la crise sanitaire liée au Covid 19 assortie de 2 périodes de confinement et que le délégataire s'est inscrit dans les actions sociales menées par la Métropole Aix Marseille Provence (plateau repas, chèques repas, mise en place de la gratuité des fluides pendant la première période de confinement...) et a su mettre en œuvre un plan de continuité de service public.

Les propos techniques et financiers qui précèdent démontrent que ces quatre aires remplissent parfaitement leur rôle d'accueil auprès des Gens du Voyage. Elles sont un lieu de ressources où les familles trouvent des avantages multiples : tissu économique important, situation sur des axes de passages, proximité des Equipements Publics,

diversité des prestations, etc.

Malgré tout, les voyageurs font globalement part de leur satisfaction quant à l'accueil, la gestion, les services et les animations proposées. Ils souhaitent voir se développer sur la Métropole Aix-Marseille-Provence d'autres équipements de qualité, semblables à ces Aires d'Accueil incluses dans cette DSP.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et de procédures publiques ;
- La loi n° 2000-614 du 05 juillet 2000 relative à l'Habitat et à l'Accueil des Gens du Voyage ;
- La délibération n° DEVT 004-6009/19/CM du Conseil de Métropole du 16 mai 2019 relative à l'approbation du délégataire ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la CCSPL du 15 novembre 2021 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis des Conseils de Territoire du Pays d'Aix et du Pays Salonais.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Qu'il convient de prendre acte des rapports d'activités annuels des délégataires.

Délibère

Article unique :

Il est pris acte des Rapports d'Activités annuels, ci annexés, pour l'exercice 2020, de la Délégation de Service Public inhérente à l'animation et la gestion des Aires d'Accueil des Gens du Voyage d'Aix-en-Provence (Le Réaltor), de Fuveau / Meyreuil (Rives hautes), de Bouc Bel Air / Simiane Collongue (La Malle) et de Salon-de-Provence / Lançon-Provence /

Pélissanne (La Garenne).

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Habitat et aménagement du territoire - PLU, PLUi et urbanisme

2021 CT2 468

AVIS - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de Projet Urbain Partenarial avec la Commune de Meyreuil et la Société SAS Carerre et SCI Terra Lumia (îlot 4Sud) sur l'EcoQuartier Ballon

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération du 3 juillet 2017, le Conseil Municipal de Meyreuil a approuvé le dossier de Projet Urbain Partenarial (ci-après PUP) Ballon, actualisé par délibération en date du 12 décembre 2017.

Ce dossier comporte notamment le programme des équipements publics à mettre en place dans la zone 5AU de Ballon, afin de permettre le développement de son urbanisation. Conformément à l'article L.332-11-3 du Code de l'urbanisme, le montant des participations du PUP a été calculé en répartissant le coût des travaux selon les principes de proportionnalité et de nécessité.

Ces participations sont adossées à la surface de plancher générée par chaque projet :

- 80€/m² de sdp pour les logements locatifs sociaux,
- 180€/m² pour les logements en accession en collectifs ;

- 200€/m² pour les maisons individuelles groupées en accession ;
- 250€/m² pour les lots à bâtir (120 m² de sdp par lot).

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses Communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les Communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce de plein droit, en lieu et place de Communes membres, les compétences en matière d'aménagement de l'espace métropolitain. Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente depuis le 1er janvier 2018 en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU).

En conséquence du transfert de compétence portant sur le PLU, la Métropole est habilitée, à compter du 1er janvier 2018, à conclure des conventions de projet urbain partenarial en application de l'article L.332-11-3 du Code de l'urbanisme.

Par délibération, en date du 22 mars 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé la poursuite par les Communes de la mise en œuvre des PUP dont les périmètres et les conventions ont été approuvés avant le 1er janvier 2018. Il a également décidé de conclure des conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage dans les périmètres des PUP qui comprennent des équipements publics dont la maîtrise d'ouvrage relève de la Métropole et des Communes.

Ces conventions ont pour objectif d'établir un interlocuteur unique en confiant aux Communes à la fois la maîtrise d'ouvrage des travaux de réalisation des équipements publics situés dans le périmètre du PUP et la perception des participations versées par les aménageurs et constructeurs en les affectant à la réalisation de chaque catégorie d'équipements (ceux relevant de la compétence des communes et ceux relevant de la compétence de la Métropole).

La convention de TTMO relative au PUP de l'Ecoquartier Ballon a donc été approuvée par le Conseil de la Métropole lors de cette même séance du 22 mars 2018, puis par la Commune lors du Conseil municipal du 30 mars 2018.

Cette convention prévoit donc, dans son plan de financement les participations du PUP liées aux équipements relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole ainsi que leur perception par la Commune de Meyreuil.

Le PUP EcoQuartier Ballon, divisé en 7 îlots, est réalisé en deux phases. La première phase aujourd'hui terminée a fait l'objet de trois

conventions, qui concernaient des opérations de construction sur les îlots 1, 2, 3 et 5. La deuxième phase du PUP a fait l'objet de la signature d'une convention sur les îlots 4, 6 et 7 avec la société SAS Carrere et la SCI Résidence le Domaine Sainte Victoire, constituées en Société solidaire. Les travaux de cette phase sont en cours.

L'aménagement de la deuxième partie de l'îlot 4, dénommé îlot 4 Sud a fait l'objet d'une convention de PUP, approuvée par le Conseil de la Métropole du 18 février 2021 avec les sociétés SAS CARRERE et SCI Résidence le Domaine de Sainte Victoire. Une première convention de PUP avait déjà été signée avec ces sociétés pour la réalisation d'une première opération immobilière sur la partie nord de l'îlot. Le programme, objet de cette délibération, portait sur la réalisation de 30 logements en accession, pour 1 920m² de sdp en R+2, et un local commercial de 155 m² de sdp en rez de chaussée. Le montant de la participation s'élevait à 358 000€. Cette convention signée en juin 2021 a fait l'objet de mesures de publicité conformément aux articles R.332-25-1 et R.332-25-2 du Code de l'urbanisme.

Depuis la signature de la convention, le programme de l'opération a été affiné, et son optimisation permet de créer 323 m² de surface de plancher supplémentaire, soit 3 logements de plus. La surface du local commercial est quant à lui légèrement réduit à 122 m².

Ainsi et conformément à l'article 7 de la convention, un avenant permet d'ajuster le montant de la participation qui s'élève désormais à 413 500€ et qui sera directement perçu par la Commune.

Par ailleurs, l'opérateur a décidé de créer la SCI Terra Lumia, dédiée à la réalisation de cette opération immobilière et qui se substitue à la SCI le Domaine de Sainte Victoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L.332-11-3 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 001-3517/18/BM du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018, approuvant de nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ou de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation par les Communes d'équipements relatifs aux compétences

Eau et Assainissement et aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage ;

- La délibération n°URB 012-3646/18C/CM du Conseil de la Métropole du 22 mars 2018 sur le Projet Urbain Partenarial et la poursuite des opérations engagées par les Communes ;
- La délibération n°URBA 015-9665/21/CM du Conseil de la Métropole du 18 février 2021 approuvant la convention de Projet Urbain Partenarial avec la Commune de Meyreuil et la Société SAS Carerre et SCI Résidence le Domaine de Sainte Victoire (ilot 4Sud) sur l'EcoQuartier Ballon ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 novembre 2021.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité d'ajuster le montant de la participation de la convention de PUP avec la Commune de Meyreuil et la Société SAS Carerre et SCI Résidence le Domaine de Sainte Victoire.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention de Projet Urbain Partenarial avec la Commune de Meyreuil et la Société SAS Carerre et SCI Terra Lumia.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces avenants et tous les documents afférents.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 469

AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Peyrolles-en-Provence – Modification simplifiée n°1 – Engagement

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolie Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n° URB 002-3560/18/CM en date du 15 février 2018 le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

La délibération cadre n° FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020, définit la délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Il est rappelé que le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Peyrolles-en-Provence a été approuvé par délibération n°DE 2017-03-039 du Conseil municipal du 9 mars 2017.

Ce PLU a fait l'objet, par la suite, d'une modification n°1 approuvée par délibération n°URB 016-4175/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018.

La Commune de Peyrolles-en-Provence a sollicité l'engagement d'une procédure de modification simplifiée n°1 de son Plan Local d'Urbanisme afin d'apporter des adaptations réglementaires au chapitre relatif aux dispositions applicables à la zone UD du règlement écrit de son Plan Local d'Urbanisme, et plus précisément de modifier l'article UD6 du règlement écrit concernant le traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions.

Les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification simplifiée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer

au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- Le Code de l'environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°URB 002-3560/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération cadre n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Le PLU approuvé de la Commune de Peyrolles-en-Provence en vigueur.
- La sollicitation de la Commune de Peyrolles-en-Provence pour l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix en date du 09 novembre 2021.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Commune de Peyrolles-en-Provence a sollicité l'engagement d'une procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme afin d'apporter des adaptations réglementaires au chapitre

relatif aux dispositions applicables à la zone UD du règlement écrit de son PLU et ainsi modifier l'article UD6 concernant le traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions.

- Que les adaptations du Plan Local d'Urbanisme envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification simplifiée.
- Que ces adaptations du Plan Local d'Urbanisme de Peyrolles en Provence feront l'objet d'un examen au cas par cas de l'autorité environnementale afin de déterminer si une évaluation environnementale est nécessaire.

Délibère

Article 1 :

Le Conseil de la Métropole sollicite de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Peyrolles-en-Provence.

Article 2 :

Les modalités de la mise à disposition du public seront précisées par délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2021 et suivants de l'Etat Spécial du Territoire à la ligne budgétaire SC##DM0127.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 470

AVIS - Actualisation de la Commission Locale des Sites Patrimoniaux Remarquables de la Commune d'Aix-en-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine et son décret d'application n°2017-456 du 29 mars 2017 instituent les sites patrimoniaux remarquables en lieu et place des secteurs sauvegardés, des aires de mises en valeur de l'architecture et du patrimoine et des zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager.

De même, ces textes modifient la composition des anciennes commissions locales du secteur sauvegardé.

Parallèlement, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce désormais depuis le 1^{er} janvier 2018 la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Le législateur ayant reconnu la spécificité de l'organisation spatiale du territoire métropolitain divisé en Territoires sur la base de l'article L.5218-3 du Code général des collectivités territoriales, il a été tenu compte de cette particularité pour organiser les nouvelles Commissions Locales des Sites Patrimoniaux Remarquables de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'échelle des Territoires de la Métropole.

Dans ce contexte, une nouvelle Commission Locale des Sites Patrimoniaux Remarquables spécifique à la Commune d'Aix-en-Provence a été créée par délibération n°URB 004-4622/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 18 octobre 2018 pour le périmètre de son centre historique identifié par l'ancien secteur sauvegardé d'Aix-en-Provence, ainsi que pour l'ancienne zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager d'Entremont Saint Donat.

En application de l'article D.631-5 du Code du patrimoine, cette délibération prévoit que la Commission Locale des Sites Patrimoniaux Remarquables d'Aix-en-Provence est composée :

. de membres de droit, s'agissant :

- du Président de la Commission, à savoir la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, laquelle peut déléguer la présidence de la Commission au Maire de la Commune d'Aix-en-Provence ;
- du Maire de la commune d'Aix-en-Provence ;
- du Préfet ;
- du Directeur Régional des Affaires Culturelles ;
- et de l'Architecte des Bâtiments de France.

. et de neuf membres titulaires et neuf membres

suppléants, nommés par le Conseil de la Métropole et répartis selon les trois collèges suivants :

- un collège d'élus ;
- un collège des représentants d'associations ayant pour objet la protection, la promotion ou la mise en valeur du patrimoine ;
- et un collège d'experts.

Suite au renouvellement du Conseil de la Métropole, et conformément au règlement intérieur de cette Commission, les membres de la Commission Locale des Sites Patrimoniaux Remarquables de la Commune d'Aix-en-Provence ont été renouvelés par délibération n°URBA 023-8694/20/CM du Conseil de la Métropole du 15 octobre 2020.

Ainsi, ont été nommés au sein de la Commission Locale des Sites Patrimoniaux Remarquables de la Commune d'Aix-en-Provence les neuf membres titulaires et neuf membres suppléants suivants :

Collège des élus

- Monsieur Jean-Louis VINCENT (Conseiller de la Métropole Aix-Marseille-Provence, adjoint au Maire d'Aix-en-Provence) ; suppléant Monsieur Stéphane PAOLI (Conseiller de la Métropole Aix-Marseille-Provence, adjoint au Maire d'Aix-en-Provence)

- Madame Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE (Conseillère de la Métropole Aix-Marseille-Provence, adjointe au Maire d'Aix-en-Provence) ; suppléant Monsieur Jean-Christophe GRUVEL (Conseiller de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Conseiller municipal d'Aix-en-Provence)

- Madame Sophie JOISSAINS (Vice-Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Conseillère de la Métropole Aix-Marseille-Provence, adjointe au Maire d'Aix-en-Provence) ; suppléant Madame Sylvaine DI CARO (Conseillère de la Métropole Aix-Marseille-Provence, adjointe au Maire d'Aix-en-Provence)

Collège des associations

- Monsieur Pierre DUSSOL (Président de l'Association pour la Restauration du Patrimoine Aixois) ; suppléant Monsieur Philippe COUTIAUX (membre de l'Association pour la Restauration du Patrimoine Aixois)

- Madame Marie-Ange RATER-CARBONEL (Délégue régionale de l'Association Vieilles Maisons Françaises) ; suppléant Madame Odile DE PIERREFEU (membre de l'Association Vieilles Maisons Françaises)

- Madame Sabine SECHIARI (Délégue régionale de l'Association Demeure Historique) ; suppléant Monsieur Emmanuel DE FORESTA (membre de l'Association Demeure Historique)

Collège des experts

- Madame Nuria NIN (archéologue) ; suppléant Monsieur Michel FRAISSET (directeur de l'office du tourisme d'Aix-en-Provence)
- Monsieur Régis ROUDIL (architecte) ; suppléant Monsieur Patrick COHEN (architecte du patrimoine)
- Monsieur Denis COUTAGNE (conservateur honoraire du patrimoine, commandeur des arts et des lettres, ancien directeur du musée Granet) ; suppléante Madame Marie-Christine GLOTON (docteur en histoire de l'art)

Or, suite à l'élection de Madame Sophie JOISSAINS en tant que Maire d'Aix-en-Provence en date du 24 septembre 2021, celle-ci devient membre de droit de la Commission Locale des Sites Patrimoniaux remarquables de la commune d'Aix-en-Provence et il convient donc de désigner un autre membre au sein du collège des élus.

Il est donc proposé au Conseil de la Métropole de nommer au sein du collège des élus en remplacement de Madame Sophie JOISSAINS le membre titulaire et le membre suppléant suivants :

- Madame Karima ZERKANI-RAYNAL (conseillère de la Métropole Aix-Marseille-Provence, adjointe au Maire d'Aix-en-Provence) ; suppléante Madame Sylvaine DI CARO (conseillère de la Métropole Aix-Marseille-Provence, adjointe au maire d'Aix-en-Provence).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- Le Code du patrimoine ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- Le décret n°2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables ;
- L'arrêté ministériel du 17 décembre 1964 portant création du Secteur Sauvegardé d'Aix-en-Provence ;
- L'arrêté préfectoral du 8 août 1998 portant création de la Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager d'Entremont Saint-Donat ;
- Le Plan de Sauvegarde et de Mise en

valeur d'Aix-en-Provence approuvé par arrêté préfectoral du 27 juin 2012 ;

- La délibération n°URB 004-4622/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 portant création de la Commission Locale des Sites Patrimoniaux Remarquables de la Commune d'Aix-en-Provence pour le périmètre de son centre historique identifié par l'ancien secteur sauvegardé d'Aix-en-Provence, ainsi que pour l'ancienne zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager d'Entremont Saint Donat ;
- La délibération n°URB 0023-8694/20/CM du Conseil de la Métropole du 15 octobre 2020 portant renouvellement de la Commission Locale des Sites Patrimoniaux Remarquables de la Commune d'Aix-en-Provence ;
- La délibération n°DL.2021-759 du Conseil municipal d'Aix-en-Provence du 24 septembre 2021 désignant Mme Sophie JOISSAINS, Maire d'Aix-en-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 novembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que suite à l'élection du Maire de la Commune d'Aix-en-Provence, il convient de procéder à l'actualisation des membres du collège des élus de la Commission Locale des Sites Patrimoniaux Remarquables de la Commune d'Aix-en-Provence.

Délibère

Article 1 :

Sont désignées membres du collège des élus de la Commission Locale des Sites Patrimoniaux Remarquables d'Aix-en-Provence en remplacement de Madame Sophie JOISSAINS le membre titulaire et le membre suppléant suivants :

- Madame Karima ZERKANI-RAYNAL (conseillère de la Métropole Aix-Marseille-Provence, adjointe au Maire d'Aix-en-Provence) ; suppléante Madame Sylvaine DI CARO (conseillère de la Métropole Aix-Marseille-Provence, adjointe au maire d'Aix-en-Provence).

Article 2 :

Les autres membres du collège des élus, les membres du collège des associations et les membres du collège des experts demeurent ceux désignés par la délibération n°URB 0023-8694/20/CM du Conseil de la Métropole du 15 octobre 2020 portant renouvellement de la commission locale des sites patrimoniaux

remarquables de la commune d'Aix-en-Provence.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 471

Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Bouc-Bel-Air - Modification n°2 – Abrogation de la délibération initiale portant sur l'ouverture à l'urbanisation de deux secteurs « San Baquis Est » et une partie de « Montauray » - Nouvelle justification de l'ouverture à l'urbanisation d'une partie du secteur « Montauray »

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolé Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB 001-3559/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences à respecter dans le cadre d'une procédure dite de modification de documents d'urbanisme (Plans d'Occupation des Sols et Plans Locaux d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

La délibération cadre n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020, définit

la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Le PLU de la Commune de Bouc-Bel-Air a été approuvé par délibération du 20 décembre 2012 et a subi des évolutions successives :

- Modification n°1 approuvée par délibération du Conseil municipal du 14 octobre 2013,
- Révision partielle n°1 approuvée par délibération du Conseil municipal du 19 février 2014,
- Modification n°2 approuvée par délibération du Conseil municipal du 26 janvier 2015,
- Modification n°3 approuvée par délibération du Conseil municipal du 19 octobre 2015,
- Révision générale approuvée par délibération du Conseil municipal du 13 juillet 2016,
- Mise à jour n°1 par arrêté du Maire du 5 septembre 2016,
- Mise à jour n°2 par arrêté de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 18 février 2019 des annexes du PLU relatives aux Servitudes d'Utilité Publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel, ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques instaurées par arrêté préfectoral du 12 décembre 2018,
- Mise à jour n°3 par arrêté de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 22 juillet 2019 des annexes du PLU relatives à la révision du Règlement Local de Publicité,
- Modification n°4 correspondant à la modification n°1 de la Révision Générale du PLU, approuvée par délibération du Conseil de la Métropole Aix-en-Marseille du 12 décembre 2019.
- Mise à jour n°4 par arrêté de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 26 juin 2020 des annexes du PLU relatives au Plan de Prévention des Risques Inondations.

Par délibération n°URB 005-7897/19/CM en date du 19 décembre 2019, le Conseil de la Métropole a sollicité de la Présidente, l'engagement d'une procédure de modification n°2 de la Révision Générale du PLU de la Commune de Bouc-Bel-Air.

Par délibération n°2021_CT2_075 en date du 11 février 2021, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a approuvé la justification de l'ouverture à l'urbanisation du secteur « San Baquis Est » et d'une partie du secteur « Montauray » au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle des projets dans ces zones.

Pour rappel, le projet de la modification n°2 du PLU de la Commune de Bouc-Bel-Air prévoit l'ouverture à l'urbanisation de deux secteurs classés en zone à urbaniser non réglementés (2AU) et concernés par des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP). Ces zones à urbaniser « San Baquis Est » et une partie du quartier « Montauray » sont des secteurs à vocation mixte (habitat –

économique – équipement public) dont les objectifs sont les suivants :

Concernant le secteur « San-Baquis Est » :

- l'aménagement d'un bouclage de voirie sécurisé entre la route de Calas / RD60 et l'avenue de la Croix d'Or / RD8n. Dans le prolongement des travaux récemment opérés sur la RD8n, il est nécessaire de créer cette jonction afin de dévier les flux du carrefour accidentogène actuel « RD60 / RD8n » et de fluidifier les déplacements sur ces deux voies structurantes ;
- la réalisation des Logements Locatifs Sociaux (LLS) nécessaires à la Commune pour réduire son déficit et répondre aux objectifs de production triennaux qui lui sont fixés par l'État ;
- un confortement encadré des tissus économiques du secteur, conformément aux dispositions de l'orientation-cadre n°4 du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD).

Concernant une partie du secteur « Montauray » :

- la réalisation d'équipements publics structurants : un nouveau collège et un troisième gymnase ;
- la réalisation des Logements Locatifs Sociaux (LLS) nécessaires à la Commune pour réduire son déficit et répondre aux objectifs de production triennaux qui lui sont fixés par l'État.

Suite à la décision n°CU-2021-2890 de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale après examen au cas par cas, le projet de la modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Bouc-Bel-Air est soumis à la réalisation d'une Evaluation Environnementale avec des objectifs spécifiques au secteur « San Baquis Est ».

La réalisation d'une Evaluation Environnementale sur le secteur « San Baquis Est » impacte fortement le calendrier de la procédure ayant pour conséquence de retarder la production de logements (notamment de Logements Locatifs Sociaux) et la réalisation d'un collège sur le secteur de « Montauray ».

Il a donc été convenu avec la Commune de Bouc-Bel-Air d'abandonner l'ouverture à l'urbanisation du Secteur « San Baquis Est » et de se concentrer sur l'ouverture à l'urbanisation d'une partie du secteur « Montauray ».

Ainsi, il est nécessaire d'abroger la délibération n°2021_CT2_075 en date du 11 février 2021 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix concernant la justification de l'ouverture à l'urbanisation et de procéder à une justification de l'ouverture adaptée au projet modifié.

JUSTIFICATION DE L'OUVERTURE A L'URBANISATION AU REGARD DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE L.153-38 DU CODE DE L'URBANISME

Pour rappel, dans le cadre de la révision générale du PLU approuvée le 13 juillet 2016, la Commune s'est fixée à l'horizon 2030 un objectif démographique de l'ordre de 16 500 habitants soit un taux de croissance annuelle d'environ 0,90%.

Pour répondre à cet objectif démographique, il est nécessaire de produire 1550 logements à l'horizon 2030. Ainsi une production annuelle de 105 logements, dont 90 logements par an en construction neuve est nécessaire pour atteindre l'objectif de 130 habitants par an (source : Rapport de présentation et PADD du PLU en vigueur).

Les zones constructibles du PLU révisé en juillet 2016 ont été dimensionnées et établies en cohérence avec cet objectif démographique et les besoins induits en nouveaux logements. Par ailleurs, la Commune avait fait le choix, dans le cadre de son PLU, de phaser son développement urbain, afin de maîtriser celui-ci. Ainsi, ont été établies quelques zones à urbaniser (AU) potentiellement constructibles pour répondre aux besoins à court terme (zones 1AUD indicées), mais surtout des zones AU « fermées » (zones 2AU) à ouvrir au fur et à mesure des besoins en logements par modification(s) du PLU.

En conséquence, l'ouverture à l'urbanisation visée par la procédure de modification n°2 de la révision générale du PLU s'inscrit pleinement dans l'économie générale du PLU en vigueur, et en cohérence avec les orientations stratégiques retenues dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD). Elle relève ainsi bien d'une procédure de modification du PLU.

Conformément aux dispositions de l'article L.153-38 du Code de l'urbanisme, lorsque le projet de modification prévoit l'ouverture à l'urbanisation d'une zone, il convient de justifier l'utilité de cette ouverture au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones.

« Lorsque le projet de modification porte sur l'ouverture à l'urbanisation d'une zone, une délibération motivée de l'organe délibérant de l'établissement public compétent ou du conseil municipal justifie l'utilité de cette ouverture au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées »

dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones. ».

La production de logements depuis l'approbation de la révision du PLU en 2016

Depuis l'approbation de la révision générale du PLU de Bouc-Bel-Air le 13 juillet 2016, la production de logements de la Commune peut être comptabilisée via le nombre d'autorisations d'urbanisme délivrées par la Commune. Ces autorisations d'urbanisme ont créé 444 nouveaux logements en construction neuve. Rapportés sur la durée de la période (près de 4 ans) cela correspond à une production annuelle de l'ordre de 111 nouveaux logements par an. La production de logements est donc en cohérence avec les objectifs fixés dans le cadre de la révision générale du PLU.

Cette production de nouveaux logements s'est opérée :

- par des opérations d'ensemble sur des fonciers conséquents comptabilisant 332 logements dont 210 logements locatifs sociaux soit depuis l'approbation de la révision générale du PLU 83 logements par an.
- par une densification « ponctuelle » des tissus résidentiels existants (zones Urbaines – U et A Urbaniser hors secteurs 1AUD indicés et zones 2AU) dénombrant 112 logements. Soit près de 28 nouveaux logements par an depuis juillet 2016.

La production de logements s'est donc principalement réalisée ces 4 dernières années dans les zones ouvertes à l'urbanisation (1AU et U). Aujourd'hui les capacités foncières permettant de réaliser des opérations structurantes répondant aux objectifs de productions de logements du PADD sont toutes consommées.

Il n'y a plus de zone 1 AU permettant d'accueillir des opérations d'envergure à l'exception d'un seul foncier susceptible d'être mobilisé : la zone 1AUD-2 / secteur « Plan Marseillais ». Ce secteur est inclus dans l'OAP « Plan Marseillais – Violési », il s'agit d'une ancienne activité économique (menuiserie). Son urbanisation est corrélée à celle projetée à plus long terme au sein de la zone 2AU limitrophe « Plan Marseillais – Violési » (non ouverte à l'urbanisation), notamment en matière d'organisation et de desserte (éviter l'accès direct sur la route départementale, difficultés de raccordement aux réseaux) et ne pourra donc pas intervenir à court terme. De plus, ce foncier est exclusivement privé et n'a pas encore trouvé de porteur de projet susceptible de coordonner la faisabilité opérationnelle.

Ce bilan chiffré démontre que la production de nouveaux logements sur le territoire de Bouc-Bel-Air depuis l'approbation de la révision générale du PLU est en parfaite cohérence avec les objectifs et orientations fixés dans le cadre du document d'urbanisme communal en vigueur. Cette production est principalement réalisée via des opérations structurantes incluant des logements sociaux

locatifs. La part de production dans le tissu résidentiel existant représente un peu moins d'un quart sur la production totale de nouveaux logements. Les capacités foncières des zones encore inexploitées permettant des opérations structurantes ont été consommées et la production dans le tissu résidentiel reste de petite taille et n'est donc pas suffisante pour permettre de répondre aux objectifs démographiques et de production de logements du PLU.

Les capacités de densification dans le tissu urbain existant

Les capacités d'urbanisation encore inexploitées ont été analysées à travers la production théorique de logements neufs dans le tissu urbain existant identifié dans le rapport de présentation du PLU approuvé en 2016.

Ces capacités d'urbanisation théoriques sont calculées au sein des zones U et 1AU à vocation essentiellement d'habitat sur l'ensemble des parcelles libres ou sur les parcelles sur lesquelles au moins un logement supplémentaire pouvait être créé, soit par agrandissement soit par division parcellaire.

Ainsi une capacité théorique mobilisable de 1120 logements a été identifiée dans le rapport de présentation du PLU de 2016.

La production de logements ces 4 dernières années s'élève à 444 logements. De ce fait, la capacité théorique mobilisable de production de logements dans le PLU s'élève à présent à 676 logements soit 68 logements par an sur 10 ans.

L'analyse des autorisations d'urbanisme délivrées sur la période 2016-2020 indique une production de près de 28 nouveaux logements par an dans le tissu résiduel des zones urbanisées. En effet, en zone urbaine, les gisements fonciers susceptibles d'accueillir du logement sont disséminés dans le tissu privatif sous forme de petits tènements, ils ne pourront pas servir à la production de logements affichée par la Commune dans son PLU, ni servir d'assiette pour les projets envisagés sur le secteur proposé à l'ouverture à l'urbanisation. La production de logement dans ces zones se fait sur des petits volumes, sur un foncier « éclaté » et de petite taille dans l'intégralité de la zone urbaine. Il s'agit d'une petite production de logements. Par conséquent, la densification dans ces zones U et 1 AU ne suffirait pas à répondre aux besoins de la population à l'horizon 2030.

Les contraintes liées à la viabilisation, aux risques et à la rétention foncière limitent la poursuite de la densification ponctuelle des tissus résidentiels existants engendrant une faible mobilisation des capacités théoriques de logements.

La production de logements dans le tissu résidentiel existant n'est donc pas suffisante pour répondre aux objectifs de production de logements fixés dans le PLU de la Commune de Bouc-Bel-Air. L'ouverture à l'urbanisation permettra d'atteindre les objectifs de

croissance démographique que s'est fixée la Commune dans le PLU approuvé en 2016.

De plus, la mobilisation du foncier dans les tissus bâtis existants ne permettra pas de répondre aux objectifs de rattrapage de production de logements sociaux locatifs. Ces tissus ne comportent pas de potentiels fonciers mobilisables pour permettre la réalisation, à court terme, de nouvelles opérations de logements d'une échelle suffisante pour induire la production de Logements Locatifs Sociaux (LLS). Malgré la mise en place d'outils pour favoriser les opérations de logements sociaux locatifs les difficultés persistent. Cette ouverture à l'urbanisation permettra également de répondre en partie aux prochains objectifs triennaux de réalisation de logements locatifs sociaux. Le nombre de logements programmés est identique aux OAP établis sur lesdits secteurs.

C'est donc une capacité de production totale de près de 80 nouveaux logements dont à minima 42 LLS qui sera réalisable au sein de ce secteur ouvert à l'urbanisation sur la période 2020-2023 (avant l'approbation du PLUi qui permettra que d'autres zones soient ouvertes à l'urbanisation et puissent faire l'objet d'autorisations d'urbanisme pour la production de logements).

Au-delà de la production de logements (notamment sociaux), l'ouverture à l'urbanisation projetée au niveau du secteur « Montauray » est fondée sur la réalisation d'infrastructures ou d'équipements publics structurants répondant à des besoins identifiés précis et spatialement localisés.

Plus précisément la partie du secteur « Montauray » permettra la réalisation d'équipements publics structurants par la réalisation d'un nouveau collège (l'actuel n'étant plus aux normes et présentant une capacité insuffisante) et d'un troisième gymnase municipal. Le site retenu pour le nouveau collège est situé à proximité immédiate au Sud de l'actuel (choix établi conjointement avec le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône). Cette localisation est en parfaite cohérence avec les orientations du PADD du PLU en vigueur de la Commune qui établit l'objectif de conforter le pôle d'équipements structurants de « Montauray » (qui compte par ailleurs un groupe scolaire, un complexe sportif avec gymnase et piscine, ainsi qu'un stade).

La réalisation de ces infrastructures et équipements vise à améliorer le fonctionnement actuel de tissus urbains existants et ne peut être envisagée sur d'autres secteurs de la Commune.

Ce secteur à ouvrir à l'urbanisation bénéficie en sa périphérie immédiate d'une desserte existante (voirie et réseaux) adaptée et dimensionnée à l'urbanisation qu'il devra accueillir. Ce secteur sera donc pleinement constructible dès son ouverture à l'urbanisation.

De plus, une part importante de la zone à ouvrir à l'urbanisation est d'ores et déjà maîtrisée par la

Commune et le syndicat Intercommunal du Grand Vallat (SIGV).

L'urbanisation future du secteur est précisément encadrée par une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) établie dans le cadre du PLU de la Commune garantissant une cohérence d'ensemble et une adéquation avec les orientations du PADD du document d'urbanisme en vigueur.

En conclusion, l'ouverture du secteur permettra de produire les nouveaux logements en adéquation avec les orientations du PLU approuvé en 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°URB 001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan Local d'Urbanisme et Plan d'Occupation des Sols) entre le Conseil de Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération n°URB 005-7897/19/CM du Conseil de la Métropole en date du 19 décembre 2019, relative à l'engagement de la procédure de modification n°2 du PLU de la Commune de Bouc-Bel-Air ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Le PLU de la Commune de Bouc-Bel-Air et ses évolutions successives approuvés en vigueur.
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat, urbanisme et Aménagement du 19 octobre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'abroger la délibération n°2021_CT2_075 en date du 11 février 2021 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix concernant la justification de l'ouverture à l'urbanisation du secteur « San Baquis Est » et d'une partie de « Montauray » et de procéder à la justification de

l'ouverture adaptée au projet modifié portant uniquement sur l'ouverture à l'urbanisation d'une partie du secteur « Montauray ».

- Que la modification n°2 a pour objet l'ouverture à l'urbanisation de la zone classée en 2AU d'une partie du secteur « Montauray ».
- Que l'ouverture à l'urbanisation est justifiée au regard des capacités foncières inexploitées insuffisantes pour accueillir la production de logement identifiée dans le cadre de la révision générale du PLU de la Commune de Bouc-Bel-Air approuvée en juillet 2016.
- Que l'ouverture à l'urbanisation est justifiée au regard de la faisabilité opérationnelle dans les zones déjà urbanisées et du fait de la présence en périphérie immédiate d'une desserte suffisante, adaptée et dimensionnée (réseaux et voirie).
- Que l'ouverture à l'urbanisation doit permettre de satisfaire l'installation d'équipements publics structurants répondant aux besoins de la population communale (collège, gymnase).
- Que l'ouverture à l'urbanisation doit permettre la production de logements locatifs sociaux.

Délibère

Article 1 :

La délibération n°2021_CT2_075 en date du 11 février 2021 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix concernant la justification de l'ouverture à l'urbanisation du Secteur de « San Baquis Est » et d'une partie du secteur « Montauray » est abrogée.

Article 2 :

Conformément à l'article L.153-38 du Code de l'urbanisme, est justifiée ci-dessus l'ouverture à l'urbanisation d'une partie du secteur « Montauray » au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle des projets dans cette zone.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi - Zones d'activités

2021 CT2 472

AVIS - Approbation de l'avenant n°2 à la convention d'avance de trésorerie avec la SPLA Pays d'Aix Territoires pour la concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté des Vergeras

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2013-B406 du 26 septembre 2013, la Communauté du Pays d'Aix a approuvé le contrat de concession relatif à l'aménagement de la ZAC des Vergeras à Saint-Estève-Janson, concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires. Cette concession d'aménagement a été reprise de droit par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la date de sa création le 01/01/2016.

Pour permettre à la SPLA Pays d'Aix Territoires de faire face aux dépenses de l'opération dans l'attente des recettes définitives de la vente des terrains, la Métropole a consenti en 2016 et 2017, conformément à l'article L.1523-2 du Code général des collectivités territoriales, une avance de trésorerie s'élevant à 1 000 000 €, devant être entièrement remboursée avant le 20 octobre 2023.

A ce jour, les travaux d'aménagement de cette zone d'activités de 6 hectares sont terminés et plusieurs lots sont désormais vendus. Quelques chantiers de constructions sont en cours. Les premières entreprises devraient être en activités d'ici la fin de l'année 2021.

Malgré un rythme de commercialisation soutenu, l'opération a été confrontée à divers aléas qui ont retardé la signature effective de certains actes de ventes et donc le versement des recettes attendues associées devant permettre le remboursement de l'avance de trésorerie.

Par ailleurs, la crise sanitaire liée à la pandémie de la COVID-19 a également impacté certaines entreprises qui ont retardé de quelques mois leur projet d'implantation et donc l'acquisition des lots concernés. Ce qui a amené la Métropole à prolonger la durée de la concession de trois années, soit jusqu'au 20 octobre 2026, par un avenant n° 4 au traité de concession approuvé lors du Bureau de la Métropole du 7 octobre 2021.

Aussi, pour faire face à ces difficultés et au contexte sanitaire exceptionnel rencontré, la SPLA Pays d'Aix Territoires a sollicité la Métropole afin de décaler le

remboursement de l'avance de trésorerie de trois années, soit au 20 octobre 2026, modifiant l'article 2 de la convention d'avance de trésorerie.

Le montant de l'avance de trésorerie reste inchangé. L'avenant n°2 à la convention d'avance de trésorerie entre la Métropole et la SPLA Pays d'Aix Territoires est joint en annexe à ce rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2013-B406 du Bureau communautaire de la CPA du 26 septembre 2013 confiant l'aménagement de la ZAC des Vergeras à la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°1189/16/BM du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant la convention d'avance de trésorerie remboursable avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°ECO 022-2141/17/BM du Bureau de la Métropole du 13 juillet 2017 approuvant l'avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie pour la concession d'aménagement de la ZAC des Vergeras ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Bureau de la Métropole du 7 octobre 2021 approuvant l'avenant n°4 à la concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- L'avenant n°2 à la convention d'avance de trésorerie ci-joint ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 novembre 2021.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de prolonger de trois années la durée de la convention d'avance de trésorerie afin de faire face aux différents

aléas rencontrés lors de la commercialisation.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°2, ci-annexé, à la convention d'avance de trésorerie avec la SPLA Pays d'Aix Territoires pour la concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté des Vergeras à Saint-Estève-Janson.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant ainsi que tout document y afférent.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021_CT2_473

AVIS - Réhabilitation de la zone d'activités de Plan de Campagne – Modification du programme de travaux et approbation de l'avenant n°2 à la convention d'aménagement du chemin des Rigons avec la SPLA Pays d'Aix Territoires

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la réhabilitation de la zone d'activités de Plan de Campagne, la Communauté du Pays d'Aix (ci-après CPA), aujourd'hui Métropole Aix-Marseille-Provence, a aménagé, au Sud-Est de la zone, au droit du chemin des Rigons, un nouveau passage inférieur sous l'autoroute A51 et la voie ferrée (action n°8 du schéma directeur d'aménagement de Plan de Campagne). Cet ouvrage accueille aujourd'hui une nouvelle voie de circulation à double sens ouverte aux véhicules légers, aux bus et aux véhicules de secours,

permettant ainsi :

- d'améliorer l'accessibilité des usagers et de la zone,
- d'améliorer la rapidité d'intervention des services de secours sur la zone, ainsi que l'évacuation de la zone (plan ORSEC de l'Etat),
- de rendre possible la mise en place d'une voie de bus à haut niveau de service (BHNS) jusqu'au futur pôle d'échanges.

La réalisation de l'ouvrage sous l'A51 et de la nouvelle voie, entre la RD543 et l'avenue du Barreau Nord-Sud, a été confiée à la société publique locale d'aménagement (SPLA) Pays d'Aix Territoires par le biais d'une convention d'aménagement validée par le Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 et notifiée le 23 décembre 2015. L'enveloppe allouée à la SPLA s'élevait à 6.996.000 € TTC, comprenant les études, l'assistance à la Commune des Pennes-Mirabeau et à la Métropole dans la maîtrise du foncier, les travaux et les honoraires de la SPLA.

Le 20 janvier 2021, un avenant n°1 a été notifié à la SPLA pour augmenter la durée de la convention de 57 à 72 mois. En effet, cette opération nécessitait des acquisitions foncières qui ont été retardées par la crise sanitaire de 2020. Le report de la signature des actes notariés a décalé, par voie de conséquence, le démarrage des travaux.

Aujourd'hui, les travaux d'aménagement du pont autoroutier et de la voie sont en cours d'achèvement. Cependant, la Métropole a été alertée sur la nécessité de remettre en état un bassin de rétention situé dans le prolongement de l'avenue du Barreau Nord-Sud. Il est donc aujourd'hui proposé de modifier le programme de l'opération confié à la SPLA afin d'intégrer la remise en état de ce bassin nécessaire au bon fonctionnement global hydraulique de la zone.

Modification du programme de travaux :

En plus des éléments du programme déjà prévus pour l'aménagement du chemin des Rigons, il est proposé de réaliser la réhabilitation du bassin de rétention comprenant :

- la vidange, le curage mécanique et le nettoyage du bassin,
- le curage manuel du dégrilleur,
- la déshydratation sur site des boues,
- la décantation sur site de l'eau issue de la déshydratation et son analyse,
- l'évacuation des boues vers un centre de traitement agréé,
- le diagnostic génie-civil des parties immergées du bassin (voiles et radier) à l'issue du curage,
- le traitement des fissures des parois et du plafond.

Le montant de ces travaux complémentaires est estimé à 543.000 € HT.

L'estimation initiale des études et des travaux confiés à la SPLA s'élevait à 6.996.000 € TTC (y compris les honoraires de la SPLA). Toutefois, il s'avère que les marchés de travaux pour la réalisation du pont autoroutier ont été attribués en deçà de l'estimation. Ainsi, le coût global de l'opération peut être maintenu à 6.996.000 € TTC.

Avenant n°2 à la convention d'aménagement de la SPLA :

Il est proposé de confier à la SPLA Pays d'Aix Territoires le suivi des travaux de réhabilitation de ce bassin de rétention et de passer un avenant n°2 à la convention signée en 2015 entre la Communauté du Pays d'Aix et la SPLA pour l'aménagement du chemin des Rigons.

Pour assurer cette mission, il convient d'accroître la rémunération de la SPLA de 18.000 € TTC et, ainsi, de la passer de 396.000 € à 414.000 € TTC.

L'enveloppe financière de 6.996.000 € TTC allouée à la SPLA (qui comprend aussi la rémunération de la SPLA) est suffisante pour absorber cette hausse d'honoraires et les dépenses liées aux travaux du bassin. Par conséquent, le montant de la convention reste inchangé à 6.996.000 € TTC.

En revanche, le délai de la convention doit être augmenté de 24 mois afin de permettre la réalisation de ces travaux, suivie de l'année de garantie de parfait achèvement. Il convient donc de modifier l'article 4 « Délais d'exécution et durée de la convention » pour augmenter la durée de 72 à 96 mois.

Cet avenant n°2 porte donc sur :

- la modification du programme de travaux incluant la réhabilitation du bassin de rétention, tout en maintenant le coût global à 6.996.000 € TTC,
- l'augmentation de 18.000 € TTC de la rémunération de la SPLA qui s'élève désormais à 414.000 € TTC,
- l'augmentation de 24 mois de la durée de la convention qui passe à 96 mois.

Le projet d'avenant n°2 est joint en annexe.

Financement :

Pour cette opération, une autorisation de programme de 9 M€ avait été validée par le Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 et permet de financer l'intégralité de cette opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code général des collectivités

- territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2014_A240 du Conseil communautaire de la CPA du 11 décembre 2014 approuvant la création d'une autorisation de programme de 5 M € pour l'opération du chemin des Rigons ;
- La délibération n°2015_A280 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant l'augmentation de l'autorisation de programme, aujourd'hui n°2017-20, pour un montant de 9 M € ;
- La délibération n°2015_A334 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant les termes de la convention d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires pour un montant de 6.996.000 € TTC ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 novembre 2021.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'entreprendre des travaux de réhabilitation du bassin de rétention.
- Qu'il convient d'intégrer les travaux correspondants au programme de l'opération d'aménagement du Chemin des Rigons dont la réalisation a été confiée à la SPLA Pays d'Aix Territoires par une convention d'aménagement dont la durée doit de ce fait être prolongée.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme de travaux de réhabilitation du bassin de rétention pour un montant de 543.000 € HT en complément du programme initial.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°2 à la convention d'aménagement conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SPLA Pays d'Aix Territoires, intégrant ces travaux au programme de l'opération, portant augmentation de la rémunération de la SPLA

s'élevant désormais à 414.000 € TTC, mais sans incidence financière sur l'enveloppe de la convention maintenue à 6.996.000 € TTC, et prolongeant la durée de la convention de 24 mois.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'avenant n°2 et les différentes pièces afférentes à ce dossier.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581162335, nature 4581, fonction 61, autorisation de programme DI 335 AP5.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021_CT2_474

ZAC de la Gare à Aix-en-Provence – Résiliation anticipée de la convention de raccordement électrique avec ERDF - Approbation de l'avenant de résiliation

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la réalisation des infrastructures publiques de la ZAC de la Gare à Aix-en-Provence, la SAPL TERRA 13 avait signé le 20 juillet 2016 une convention de raccordement pour l'alimentation électrique avec la société Electricité Réseau Distribution France (ERDF), devenue depuis ENEDIS.

En effet, le réseau ne permettant pas la desserte en énergie électrique de la ZAC compte tenu de la puissance prévisionnelle à fournir, il était nécessaire

de l'alimenter par la création de deux départs HTA depuis le poste source situé à environ 6 km.

Cette convention devait couvrir l'ensemble des travaux nécessaires pour la création d'un réseau HTA dédié au programme immobilier de bureaux, avec la pose des câbles souterrains, pour une puissance totale de raccordement retenue de 9 905 kW. Il était également prévu l'implantation de 22 postes de distribution publique pour desservir les bâtiments.

La participation financière de l'aménageur aux travaux de raccordement avait été fixée à 1 298 464,64 € HT pour les réseaux extérieurs aux terrains de la ZAC, et à 82 074,72 € HT pour les réseaux intérieurs.

Après la dissolution fin 2016 du Syndicat Mixte d'Etudes, d'Aménagement, d'Equipeement et de Gestion de l'Europôle Méditerranéen de l'Arbois et son intégration dans la Métropole Aix-Marseille-Provence, il a été décidé par délibération du Conseil de la Métropole du 22 mars 2018 la résiliation amiable de la convention publique d'aménagement conclue avec la SAPL « TERRA 13 » sur la ZAC de la Gare.

La Métropole Aix-Marseille-Provence intervient désormais au lieu et place de la société Terra 13 et se trouve substituée dans les droits et obligations nés du contrat en cause.

Au regard du re-questionnement du projet d'aménagement de la ZAC, les travaux de raccordement électriques initialement prévus ne s'avèrent plus désormais nécessaires à court terme. Lorsqu'un nouveau projet sera défini, une nouvelle convention pourra être conclue le cas échéant.

Ainsi et d'un commun accord, les parties se sont accordées pour mettre fin, par avenant, à la convention actuellement en vigueur.

Aujourd'hui, concernant les travaux intérieurs au périmètre de la ZAC, aucune dépense n'a été réalisée.

Concernant les travaux extérieurs au périmètre, deux câbles HTA ont été posés par ENEDIS sur un linéaire d'environ 1600 m le long de la RD65D et du chemin du Rouillet à Calas, en coordination avec les travaux du Département liés au passage à 2x2 voies de la RD9. Les dépenses réalisées s'élèvent à 345 040,91 € HT.

La Métropole réglera en conséquence à ENEDIS une somme globale 345 040,91 € HT (soit 414 049,09 € TTC), avec un 1^{er} acompte de 89 977,12 € HT (soit 107 972,54 € TTC) en 2021 et le solde en 2022 (soit 306 076,55 € TTC), afin de procéder au remboursement du montant des travaux déjà réalisés, suivant les modalités inscrites dans l'avenant de résiliation de la convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire du Pays d'Aix de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°URB 011-3645/18/CM du Conseil de la Métropole du 22 mars 2018 et le protocole n° 18/0364 notifié le 6 juin 2018 relatifs à la résiliation amiable de la convention publique d'aménagement de la « ZAC de la Gare » avec la SAPL « TERRA 13 » ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La convention cadre de raccordement pour l'alimentation électrique de la ZAC de la Gare passée entre ERDF et la SAPL « TERRA 13 » en date du 20 juillet 2016 ;
- Le projet d'avenant et ses annexes, ci-joint ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 22 octobre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'évolution du projet d'aménagement de la ZAC de la Gare et l'abandon des travaux de raccordement au réseau électrique qui avaient été initialement contractualisés avec ERDF, devenu depuis ENEDIS.
- Qu'il convient de procéder à la résiliation, de façon anticipée, de la convention de raccordement électrique conclue avec ERDF, devenu ENEDIS.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé la résiliation anticipée de la convention de raccordement électrique avec ERDF, devenue depuis ENEDIS, pour la ZAC de la Gare à Aix-en-Provence.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention cadre de raccordement pour l'alimentation électrique de la ZAC de la Gare à Aix-en-Provence.

Article 3 :

La Métropole procédera au paiement à ENEDIS des travaux qui ont déjà été exécutés par ses soins dans le cadre de la convention, pour un montant total de 345 040,91 € HT, soit 414 049,09 € TTC, suivant les modalités mentionnées dans l'avenant de résiliation.

Article 4 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer l'avenant de résiliation ainsi que tout document y afférent dès que la présente délibération sera exécutoire.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 0120 de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581182316, nature 4581, fonction 61, autorisation de programme DI316AP ;

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 475**Zone d'activités de Venelles – Acquisition d'une parcelle auprès de l'EPF pour la création d'une voirie nouvelle sur le secteur de Verdon**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la réhabilitation de la zone d'activités de Venelles, le Territoire du Pays d'Aix s'est engagée en 2019 dans des travaux visant à améliorer la desserte de la zone d'activités. En effet, certaines parcelles se situant à l'arrière de la zone sont toujours à ce jour non aménagées. Des projets sont envisagés sur ces terrains, toutefois leur desserte apparaît insuffisante. Pour correctement irriguer le secteur, il a été proposé de travailler sur un bouclage en voirie publique. Le programme de cette opération de création de voirie nouvelle a été approuvé par délibération n°ECO 003-6868/19/BM du Bureau de la Métropole du 24 octobre 2019, pour un montant de 950 000€.

Le projet a fait l'objet d'une convention de maîtrise d'ouvrage Déléguée entre le Territoire du Pays d'Aix

et la Commune de Venelles notifiée le 6 décembre 2019.

L'EPF, intervenant sur le secteur « Verdon » dans le cadre d'une convention d'intervention foncière conclue en 2019 dite « Venelles SUD », a réalisé l'acquisition de plusieurs parcelles pour une superficie d'environ 2,7 hectares. Parmi ces dernières, l'EPF a acquis le 6 octobre 2021 la parcelle BP 124, propriété de la SAS MATOR France, sise 102 Avenue des Logissons, pour une superficie cadastrale de 5339 m², au montant de 125 000€ HT.

La partie sud de la parcelle BP 124 est identifiée pour permettre la réalisation de la voirie de bouclage projetée dans le cadre de la réhabilitation de la zone d'activités. Elle permettra d'organiser un accès cohérent à la zone d'activités tout en permettant d'amorcer une déviation nécessaire à la fermeture du passage à niveau de l'avenue des Logissons envisagée à plus long terme.

Par ailleurs, les services GEMAPI sont intéressés par le résiduel de la parcelle BP 124 dans le cadre de l'aménagement des berges de la Touloubre.

La Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix - souhaite acquérir la parcelle BP 124 pour un montant total de 125 000 € HT auquel s'ajoutent les frais d'acquisition de 1983 € HT supportés par l'EPF et qu'il convient de lui rembourser, soit un montant total de 126 983 euros.

La valeur vénale du bien étant estimé à moins de 180 000€, cette acquisition n'est pas soumise à l'obligation d'évaluation par la Direction de l'Immobilier de l'État. En effet les collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunale ne sont tenus de solliciter l'avis de l'autorité compétente de l'État qu'avant toute acquisition amiable ou par adjudication ou par exercice du droit de préemption (hors ZAD) dès lors que la valeur vénale du bien est supérieure ou égale à 180 000 €.

Cette acquisition sera financée sur l'AP « réhabilitation des Zones d'activités » (n°2021 2 004 00).

Les dispositions et frais relatifs à la signature de l'acte authentique seront pris en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site 13113004.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°ECO 003-6868/19/BM du Bureau de la Métropole du 24 octobre 2019 approuvant une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la Commune de Venelles pour la création d'un barreau de liaison entre l'avenue des Logissons et l'allée du Verdon dans la zone d'activités ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 portant approbation du Règlement Budgétaire et Financier métropolitain ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°ECOR 002-10123/21/CM du Conseil de la Métropole du 4 juin 2021 réévaluant l'AP « réhabilitation des Zones d'activités » n°2021 2 004 00, au montant de 11 M€ ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 22 octobre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de procéder à l'acquisition de la parcelle BP 124 pour la réalisation de la voirie nouvelle.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix de la parcelle BP 124 d'une superficie de 5 339 m² propriété de l'Etablissement Public Foncier PACA et sise 102 Avenue des Logissons, sur la Commune de Venelles pour un prix de 126 983€ HT, telle que ces emprises apparaissent sur le plan ci-annexé.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer tous les documents relatifs à cette acquisition et prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont pris en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget d'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581212004 nature 4581, fonction 61, autorisation de programme 2021200400.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 476

Réhabilitation de la zone d'activités de Plan de Campagne – Acquisition d'une parcelle sur la Commune des Pennes-Mirabeau pour la création d'une voirie nouvelle et constitution d'une servitude de passage au profit de SNCF

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la réhabilitation de la zone d'activités de Plan de Campagne, la Métropole Aix-Marseille-Provence a aménagé, au Sud-Est de la zone, au droit du chemin des Rigons, un nouveau passage inférieur sous l'autoroute A51 et la voie ferrée (action n°8 du schéma directeur d'aménagement de Plan de Campagne). Cet ouvrage accueille aujourd'hui une nouvelle voie de circulation à double sens ouverte aux véhicules légers, aux bus et aux véhicules de secours, permettant ainsi :

- d'améliorer l'accessibilité des usagers et de la zone,
- d'améliorer la rapidité d'intervention des services de secours sur la zone, ainsi que l'évacuation de la zone (plan ORSEC de l'Etat),
- de rendre possible la mise en place d'une voie de bus à haut niveau de service (BHNS) jusqu'au futur pôle d'échanges.

Ces travaux ont fait l'objet d'une convention de financement entre la Métropole et SNCF RESEAU approuvée par le Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018 et notifiée le 3 décembre 2018.

Pour mener à bien cette opération, la Métropole a dû acquérir plusieurs parcelles privées. Deux parcelles appartenant à SNCF RESEAU doivent à présent être régularisées, conformément à l'annexe n°2 de la convention de financement qui précise que « les conditions de mise à disposition et /ou de transfert du foncier feront l'objet de convention(s) ou d'acte(s) spécifique(s) avec le(s) tiers concernés ».

Les deux parcelles concernées sont les suivantes :

- la parcelle AM528 sur laquelle a été réalisé le pont-rail et qui fera l'objet ultérieurement d'une convention de superposition entre la Métropole et SNCF RESEAU,
- la parcelle AM177 sur laquelle a été aménagée la voie de circulation et qui fait aujourd'hui l'objet d'une cession foncière.

Le présent rapport concerne l'acquisition d'une partie de la parcelle cadastrée AM177, dont une emprise de 411 m² est à détacher pour la Métropole.

En juillet 2020, SNCF IMMOBILIER a saisi le Service des Domaines qui a évalué la valeur d'une emprise estimée de 500 m² à 11 500 € (soit 23 € / m²).

Par un courrier en date du 22 juillet 2021, SNCF RESEAU, par l'intermédiaire de son représentant en la personne de la société YXIME, a transmis à la Métropole une notification du droit de priorité, conformément aux dispositions des articles L.240-1 à L.240-3 du Code de l'urbanisme.

Un document d'arpentage portant division de la parcelle AM177 en 827 et 828 a été établi le 25 août 2021 en vue d'être annexé à un acte à publier.

C'est la raison pour laquelle il est proposé aujourd'hui d'acquérir l'emprise de 411 m² à détacher de la parcelle cadastrée AM177 propriété de l'Etat et sous gestion SNCF RESEAU sur laquelle la Métropole a réalisé les travaux d'aménagement du chemin des Rigons. Cette emprise sera désormais cadastrée, section AM n°827, tandis que la parcelle AM828 restera propriété de l'Etat.

Dans l'attente de l'intégration de la parcelle au domaine public routier métropolitain non cadastré, afin de pérenniser l'accès à la plateforme ferroviaire et ses annexes sur la parcelle AM828 et au domaine public ferroviaire par SNCF, la Métropole consentira une servitude de passage pour tous véhicules grevant la future parcelle AM827.

Cette acquisition sera financée sur l'AP n°2018-1 dans le cadre du Projet Urbain Partenarial (ci-après PUP) des Rigons.

Les dispositions et frais relatifs à la signature de l'acte authentique seront pris en charge par la Métropole.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site 13071000T001.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 030-4079/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 approuvant l'ouverture de l'autorisation de programme pour l'opération « Les Pennes-Mirabeau / PUP Les Rigons Plan de Campagne » (DI343AP4/BPMF) pour un montant de 13,7 M€ ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 22 octobre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'acquérir l'emprise foncière sur laquelle la Métropole a aménagé une voie de circulation permettant la mise à double sens du chemin des Rigons sur la zone d'activités de Plan de Campagne

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une superficie de 411 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AM n°177 sise aux Pennes-Mirabeau, pour un montant de 9 453 € HT telle qu'elle apparaît sous l'identification cadastrale AM 827 sur le plan de division ci-joint.

Article 2 :

Est approuvée la constitution d'une servitude de passage piéton et pour tous véhicules sur la future parcelle AM 827 au profit de la future parcelle AM 828 et du domaine public ferroviaire.

Article 3 :

Le Président du Territoire ou son représentant est autorisé à signer tous les documents relatifs à cette

acquisition et prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont pris en charge par la Métropole.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget principal métropolitain, en section d'Investissement : opération budgétaire 2018091000, nature 211, fonction 61, autorisation de programme DI 343 AP4.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 477

Réhabilitation de la zone d'activités de Plan de Campagne – Constitution de servitudes de tréfonds pour l'aménagement d'un collecteur pluvial sur la Commune de Cabriès

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique, la Communauté du Pays d'Aix, aujourd'hui la Métropole Aix-Marseille-Provence, s'est engagée dans la réhabilitation de la zone d'activités de Plan de Campagne et, notamment, dans la remise aux normes des ouvrages hydrauliques du site. A ce titre, elle a aménagé un collecteur d'eaux pluviales pour raccorder le fossé de la RD543 au bassin de rétention créé en 2018 au carrefour de la RD6 et de la RD543. Ces deux ouvrages correspondent à la phase n°3a de l'arrêté préfectoral au titre de la Loi sur l'Eau du 11 avril 2011.

Le programme de travaux de l'antenne de raccordement consistait à poser en tranchée une canalisation de collecte des eaux pluviales enterrée en béton d'un diamètre de 400 mm à une profondeur de 1,50 m en moyenne (fil d'eau) sur 37 mètres linéaires, avec 4 regards de visite pour le piquage de la canalisation neuve sur la canalisation existante.

Ce collecteur pluvial traverse la RD543, ainsi que deux parcelles privées :

- la parcelle cadastrée BW n°115, propriété de Madame Magali MARTIN et de Madame Sylvie MARTIN dans le cadre d'un bail à construction consenti auprès de la société par actions simplifiée (SAS) Les Docks Européens,
- la parcelle cadastrée BY n°68, propriété de Mesdames Magali MARTIN et Sylvie MARTIN.

Pour réaliser ces travaux, la Métropole a dû obtenir l'accord des propriétaires concernés. Elle a ainsi conclu en avril 2021, deux conventions d'occupation temporaire pour la mise à disposition par anticipation des emprises suivantes :

- 15.70 m² sur la parcelle BW115, soit une longueur de 5.5 mètres linéaires, comprenant une zone de non aedificandi et un droit de passage pour l'entretien de 1,50 m de part et d'autre de la canalisation,
- 64.16 m² sur la parcelle BY68, soit une longueur de 24 mètres linéaires, comprenant une zone de non aedificandi et un droit de passage pour l'entretien de 1,50 m de part et d'autre de la canalisation.

Il s'agit aujourd'hui d'instituer, par acte notarié, deux servitudes de passage de réseau pluvial en tréfonds à titre gratuit, conformément au paragraphe 2 des dites conventions. Il est ainsi nécessaire d'autoriser la signature d'un acte authentique.

Financement :

Les dépenses liées à la signature et l'enregistrement des actes de ces servitudes à titre gratuit seront financées par le Territoire du Pays d'Aix sur l'AP « Plan de Campagne – bassin RD6 ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2014-B232 du Bureau communautaire de la CPA du 19 juin 2014 validant le programme de travaux d'aménagement du bassin de rétention au

carrefour de la RD6 et de la RD543 au Nord de la zone d'activités de Plan de Campagne ;

- La délibération n°2014-A129 du Conseil communautaire de la CPA du 3 juillet 2014 approuvant l'ouverture de l'autorisation de programme pour l'opération « Plan de Campagne – Bassin RD6 » (DI335AP3) pour un montant de 1,5 M€ ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 22 octobre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'instituer deux servitudes de passage en tréfonds sur les parcelles impactées par l'aménagement d'un collecteur pluvial sur la zone d'activités de Plan de Campagne.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la constitution d'une servitude de passage en tréfonds d'un collecteur d'eaux pluviales sur la parcelle BW n°115, propriété de Madame Magali MARTIN et de Madame Sylvie MARTIN dans le cadre d'un bail à construction consenti auprès de la SAS Les Docks Européens, au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour une longueur de 5.5 mètres linéaires, comprenant une zone de non aedificandi et un droit de passage pour l'entretien de 1,50 m de part et d'autre de la canalisation, telle qu'elle apparaît sur le plan ci-annexé.

Article 2 :

Est approuvée la constitution d'une servitude de passage en tréfonds d'un collecteur d'eaux pluviales sur la parcelle BY n°68, propriété de Madame Magali MARTIN et de Madame Sylvie MARTIN, au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour une longueur de 24 mètres linéaires, comprenant une zone de non aedificandi et un droit de passage pour l'entretien de 1,50 m de part et d'autre de la canalisation, telle qu'elle apparaît sur le plan ci-annexé.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents relatifs à ces servitudes et prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les frais inhérents à l'établissement des actes authentiques sont pris en charge par la Métropole.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581162335, nature 4581, fonction 61, autorisation de programme DI 335 AP3.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 478

Zone d'activités de Coudourousse - Acquisition de deux parcelles pour le réaménagement du carrefour giratoire sur la RD96 sises sur la Commune de Meyrargues

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences, la Communauté du Pays d'Aix (ci-après CPA), s'est engagée en 2013 dans la réhabilitation de la zone d'activités de Coudourousse conjointement à la réalisation d'un pôle d'échanges multimodal (PEM) au niveau de la gare SNCF située à l'Est de la zone, sur la Commune de Meyrargues.

Des problématiques foncières ont fait évoluer les deux projets, nécessitant la modification du programme de travaux de réhabilitation de la zone d'activités. Ainsi, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 avril 2021 a approuvé un nouveau programme comprenant, notamment, le redimensionnement du carrefour giratoire existant sur la RD96 en vue de permettre la création d'une voie d'accès entre la RD96 et le chemin des Bouches-du-Rhône, ainsi que la giration des poids-lourds.

Pour réaménager ce carrefour, il est nécessaire de procéder à des acquisitions foncières au sud de la RD96. En 2019, le Bureau de la Métropole avait approuvé une proposition d'acquisition sur la base d'une estimation sommaire et globale de la Direction de l'Immobilier de l'État en date de 2018 et d'un plan d'aménagement de l'époque. Depuis, l'implantation du giratoire a été optimisée et cette première délibération est devenue caduque.

La Métropole a donc sollicité, en janvier 2021, un nouvel avis de la Direction de l'Immobilier de l'État qui estime la valeur des terrains non bâtis en zone 1AUE dans ce secteur à 11€/m². Ainsi, la Métropole a engagé auprès de la SCI SODIMEYR, propriétaire des parcelles cadastrées AP 176 et AP 178, une procédure d'acquisition amiable des surfaces indispensables aux travaux, soit 84 m² sur la parcelle AP 176 et 13 m² sur la parcelle AP 178 (voir plan en annexe).

Il est donc aujourd'hui proposé de procéder aux acquisitions auprès de la SCI SODIMEYR de :

- l'emprise de 84 m² à détacher de la parcelle AP 176 pour un montant de 924 €,
- l'emprise de 13 m² à détacher de la parcelle AP 178 pour un montant de 143 €.

Les dispositions et frais relatifs à la signature de l'acte authentique seront pris en charge par la Métropole Territoire du Pays d'Aix. Cette acquisition sera financée sur l'AP n°2017-24 « Meyrargues Nord - Chemin BDR » dont la révision a été approuvée par le Conseil de la Métropole du 15 avril 2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,
Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2005-A143 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2005 approuvant la déclaration d'intérêt communautaire des espaces d'activités de Meyrargues ;
- La délibération n°ECO 040-7281/19/BM du Bureau de la Métropole du 19 décembre 2019 approuvant l'acquisition d'une superficie de 190 m² à détacher de la parcelle AP176 ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- La délibération n°ECOR 002-9816/21/CM du Conseil de la Métropole du 15 avril 2021 approuvant la révision et l'affectation de l'opération d'investissement « ZA de Coudourousse à Meyrargues – Chemin des Bouches-du-Rhône » pour un montant total de 3 700 000 € TTC ;
- L'avis du Domaine n°2021-059V0120 du 25 janvier 2021 pris dans le cadre du projet d'acquisition amiable d'une emprise non bâtie dans le quartier « La Coudourousse » ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 22 octobre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'acquérir les emprises foncières nécessaires au réaménagement du carrefour giratoire situé sur la RD96 à l'entrée de la zone d'activités de Coudourousse sur la Commune de Meyrargues.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n°ECO 040-7281/19/BM du Bureau de la Métropole du 19 décembre 2019 approuvant l'acquisition d'une superficie de 190 m² à détacher de la parcelle AP176.

Article 2 :

Est approuvée l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une superficie de 84 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AP n°176, propriété de la SCI SODIMEYR et sise à Meyrargues, pour un prix de 11€/m², soit un montant estimé à 924 € HT hors frais notariés.

Article 3 :

Est approuvée l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une superficie de 13 m² à détacher de la parcelle cadastrée section AP n°178, propriété de la SCI SODIMEYR et sise à Meyrargues, pour un prix de 11€/m², soit un montant estimé à 143 € HT hors frais notariés.

Article 4 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents relatifs à cette acquisition et prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 5 :

Les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont pris en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix.

Article 6 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'exercice budgétaire 2022 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581162 610, nature 4581, fonction 61, autorisation de programme DI 610 AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 479

Réhabilitation de la zone d'activités de l'Ensoleillée – Acquisition d'une parcelle pour l'aménagement d'un cheminement piéton sur le Chemin des Piboules sur la Commune d'Aix-en-Provence

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique, le Territoire du Pays d'Aix souhaite poursuivre la mise en valeur de la zone d'activités de l'Ensoleillée sur la Commune d'Aix-en-Provence et notamment entamer la réhabilitation de la partie ouest du chemin des Piboules entre le rond-point George Noël et le raccordement avec la rue Maurice Aicardi-Lejard.

La délibération n°2020_CT2_082 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 juillet 2020 portant approbation du programme de travaux pour la réhabilitation du Chemin des Piboules a permis de lancer les études de projets validant notamment le calibrage de la chaussée à 6 mètres en insérant une chaussée à voie centrale banalisée, quelques places de stationnements, l'aménagement d'un trottoir aux normes PMR, la réalisation d'un cheminement cyclable ainsi que des aménagements paysagers.

La réalisation du cheminement piéton aux normes PMR respectant une pente inférieure à 4% nécessite

dans la partie ouest du projet d'aménager un cheminement piéton non rectiligne.
Ce cheminement empiète de 81 m² sur la parcelle N° HY 273.

Ainsi, il est proposé de détacher 81 m² sur la parcelle HY 273 dans le cadre d'une vente amiable au prix de 10€ / m² pour un coût prévisionnel de 810 € HT, auxquels s'ajoutent les frais de notaires (voir plan en annexe).

La valeur vénale du bien étant estimé à moins de 180 000€, cette acquisition n'est pas soumise à l'obligation d'évaluation par le service des domaines. Cette acquisition sera financée sur l'AP globale « Etudes et Travaux des zones d'Activités » n°DI 331 AP.

Les dispositions et frais relatifs à la signature de l'acte authentique seront pris en charge par le Territoire du Pays d'Aix.

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site 13001000T001.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2020_CT2_082 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 juillet 2020 approuvant le programme de travaux de la réhabilitation de la partie ouest du chemin des Piboules à Aix-en-Provence pour un montant de 950 000 € HT ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°ECO 001-10122/21/CM du Conseil de la Métropole du 4 juin 2021 portant le montant de l'Autorisation de programme DI331AP « Etudes et Travaux zones d'Activités » à 10 000 000€ ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 22 octobre 2021.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de procéder à l'acquisition foncière d'une partie de la parcelle HY N°273 (surface de 81 m²) pour la réalisation du projet de réhabilitation du chemin des Piboules.

Délibère**Article 1 :**

Est approuvée l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix d'une superficie de 81 m² à détacher de la parcelle cadastrée section HY n°273 propriété de FONCIERE INEA et sise sur la Commune d'Aix en Provence, au prix de 10€/m², soit un montant total avant division estimé de 810 € HT, telle que cette emprise apparaît sur le plan de division ci-annexée, auquel s'ajoutent les frais de notaire.

Article 2 :

Mme le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents relatifs à cette acquisition et prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont pris en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'exercice budgétaire 2022 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 4581182331, nature 4581, fonction 61, autorisation de programme DI331AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi – Agriculture

2021 CT2 480

Mise en œuvre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) métropolitaine – Intervention sur les Communes d'Aix-en-Provence, Coudoux, Fuveau, Jouques, La Roque d'Anthéron, Les Pennes-Mirabeau et Trets

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Sur la base de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) métropolitaine conclue avec la SAFER, approuvée le 22 mars 2018 par le Bureau de la Métropole et prenant effet au 1er janvier 2019, le présent rapport propose la mise en œuvre d'une action foncière agricole.

Mise en œuvre de la Convention d'Intervention Foncière : rappel

Cette convention prévoit une information quotidienne des Communes concernant le marché foncier en zones agricoles et naturelles. Cette information, via les notifications de vente (Déclaration d'Intention d'Aliéner – DIA), a pour objectif de permettre aux Communes d'appuyer les interventions de la SAFER afin de diminuer les phénomènes spéculatifs sur les terres agricoles et/ou d'empêcher des occupations non conformes à la vocation de ces espaces, notamment par la procédure de révision de prix.

Le fonds d'intervention foncière du Territoire mis en place en contrepartie de ces opérations permet de garantir la bonne fin de l'opération de préemption si le vendeur ne retire pas son bien de la vente et que la SAFER doit acheter au prix notifié ou au prix fixé par le Tribunal en cas de contentieux.

La Métropole s'engage également à prendre en charge les frais de dossier SAFER (500 € HT), lorsque le propriétaire vendeur retire son bien de la vente.

Dans le cas présent, il s'agit d'une opération de préemption concernant 9 ventes de parcelles avec révision de prix sur les Communes d'Aix-en-Provence, Coudoux, Fuveau, Jouques, La Roque d'Anthéron, Les Pennes-Mirabeau et Trets.

- Aix-en-Provence

- Parcelle(s) : Section NE N°182 et 183 ; Surface : 16 ares 22 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 20 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 6 450,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'État, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Coudoux

- Parcelle(s) : Section AP N°49 ; Surface : 1 hectare 71 ares 05 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 30 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 18 100,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'État, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Fuveau

- Parcelle(s) : Section AY N°268 et 271 ; Surface : 47 ares 05 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 18 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 12 950,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'État, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Jouques

- Parcelle(s) : Section B N°763, 764 et 765 ; Surface : 16 ares 36 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 4 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 1 770,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'État, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- La Roque d'Anthéron

- Parcelle(s) : Section E N°372 ; Surface : 27 ares 95 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 8 500,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 4 210,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'État, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Les Pennes-Mirabeau

- Parcelle(s) : Section CL N°158-159 ; Surface : 29 ares 97 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 100 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 21 390,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'État, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Trets

- Parcelle(s) : Section AW N°81 ; Surface : 1 hectare 57 ares 43 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 70 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 36 150,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'État, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Parcelle(s) : Section BV N°48 ; Surface : 20 ares 90 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 65 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 6 680,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'État, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

- Parcelle(s) : Section AT N°144 ; Surface : 16 ares 01 centiare.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 60 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 13 340,00 € plus frais de notaire d'acte de rétrocession, sous réserve de l'avis de la Direction de l'Immobilier de l'État, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 500 € HT conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code rural pris en ses articles L.141-1 et suivants, L.142-1 et suivants, L.143-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n° ENV 007-3564/18/BM du Bureau de la Métropole du 22 mars 2018 approuvant les termes de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) conclue avec la SAFER ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 22 octobre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La demande de validation transmise par la SAFER à la Métropole, relative à son intervention avec révision de prix pour 9 ventes de parcelles sur les Communes d'Aix-en-Provence, Coudoux, Fuveau, Jouques, La Roque d'Anthéron, Les Pennes-Mirabeau et Trets.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'intervention demandée par la SAFER au sujet de 9 préemptions en révision de prix sur les Communes d'Aix-en-Provence, Coudoux, Fuveau, Jouques, La Roque d'Anthéron, Les Pennes-Mirabeau et Trets, dans le cadre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) métropolitaine conclue avec la SAFER.

Article 2 :

La somme de 500 € HT sera versée à la SAFER pour chacune de ces préemptions, au titre de son intervention dans le cadre de la CIF, en cas de notification par la SAFER du retrait de la vente du bien par le propriétaire respectif.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement : chapitre 011, nature 611, fonction 6312.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi - Tourisme et promotion du territoire

2021 CT2 481

Approbation d'une subvention spécifique à l'Office de Tourisme de Gardanne pour le développement de nouveaux outils de communication pour la promotion du Territoire du Pays d'Aix

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le développement de la Filière Tourisme Industriel et Scientifique, et notamment la croissance de l'événement Indus'3days et le partenariat fort engagé avec le pôle Yvon Morandat, est au cœur de la stratégie touristique de l'Office de Tourisme de Gardanne.

Depuis que le Territoire du Pays d'Aix a confié la quatrième filière d'excellence « Tourisme Industriel et Scientifique » (ci-après TIS) à cet Office, ce dernier a fait du chemin, ciblant davantage son champ d'action et s'élargissant même en 2017 au tourisme scientifique. La filière TIS a permis à la structure de se spécialiser sur cette thématique, de créer puis de densifier son offre, de gagner en expertise, d'élargir son spectre d'opération et donc permis de conférer à l'Office de Tourisme de Gardanne une crédibilité et de gagner en responsabilités.

Dans ce cadre, une subvention de 40 000€ a été attribuée à l'Office de Tourisme de Gardanne par la délibération n°2021-CT2-066 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 février 2021 sous convention signée. Afin de mener à bien ses actions, l'avenant n° 1 à cette convention a été approuvé le 27 mai 2021 par délibération n°2021-CT2-241 pour un montant complémentaire de 10 000€.

Un nouvel axe se développe fortement pour cet Office qui sait démontrer une capacité à développer et promouvoir une stratégie de communication innovante.

En effet, en partenariat avec l'Office de Tourisme d'Aix-en-Provence, et grâce au concours de l'ensemble des Communes du Pays d'Aix, l'Office de Tourisme de Gardanne a également construit la brochure « Voyagez chez Nous » visant la promotion de la destination Pays d'Aix. Cette première version, éditée à 7000 exemplaires et rééditée pour l'automne 2021, a reçu un très bon accueil de la part des structures touristiques du Territoire mais aussi des publics cibles pendant la saison estivale.

Au succès de cette première édition, et au vu de la demande croissante des Communes d'un outil annexe de type « carte touristique Pays d'Aix » et d'une brochure dédiée à la filière slow tourisme, complémentaire à la brochure « Poussez les portes » dédiée à la filière de savoir-faire, les travaux de conception et production de ces nouveaux outils de communication ont été délégués à l'Office de Tourisme de Gardanne qui détient une expérience reconnue dans ce domaine. En 2021, son champ d'action s'est donc déployé dans ce domaine afin de renforcer la visibilité et de parler de destination Pays d'Aix sur un terrain où l'on ne l'attend pas.

Par ailleurs, la crise sanitaire liée au virus du covid 19 a mis en exergue l'importance de développer et promouvoir le tourisme local, afin d'augmenter l'attractivité du territoire et les flux touristiques de proximité.

L'élaboration de ces documents qui constituent ainsi un complément pertinent et soulignent la force du Territoire par le biais d'axes originaux et ciblés, occasionne des dépenses imprévues non budgétées en début d'année par l'Office de Tourisme de Gardanne. Afin d'anticiper davantage la réactualisation de la brochure « Voyagez chez Nous » et de réaliser ces autres outils pour le printemps 2022, il est essentiel que l'équipe de l'Office de Tourisme de Gardanne puisse travailler à la réalisation de ces outils Pays d'Aix dès le mois de septembre 2021. C'est pourquoi cet Office a sollicité, par courrier du 10 septembre 2021, une subvention spécifique de 25 000 € pour cette nouvelle action inscrite sous le numéro de Guichet Unique : 2021-01167.

A cet effet, pour prendre en compte cette nouvelle demande, la Commission Développement Economique, Emploi et Agriculture a proposé d'attribuer une subvention spécifique de 15 000€ pour un budget d'action de 50 656,00€ soit un taux de participation de 29,61%.

Ainsi, pour l'année 2021, le soutien financier du Territoire est à hauteur de 65 000 €.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole, pour les actions soumises à convention, il est précisé que le versement de la subvention interviendra en deux temps – un acompte de 80%, après notification de la subvention supplémentaire et le paiement du solde intervenant

dès la production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers.

En dérogation au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, l'action doit commencer en octobre 2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°TVP 001-2841/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant sur les Orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme ;
- La délibération n°TVP-001-4231/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 sur le maintien des offices de tourisme existants dans le cadre de la compétence « promotion du tourisme » ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 22 octobre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt et la nécessité de créer et développer de nouveaux outils de communication.
- L'expertise et la capacité technique de l'Office de Tourisme de Gardanne.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention spécifique de 15 000€ à l'Office de Tourisme de Gardanne pour l'année 2021.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et l'Office de Tourisme de Gardanne.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et tous les documents afférant à l'exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 633.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 482

Approbation d'un avenant n° 2 à la convention de partenariat et de participation financière au comité d'itinéraire de l'eurovélo route n° 8 : « la Méditerranée à Vélo » pour 2019-2022

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le 29 octobre 2015, le Bureau de la Communauté du Pays d'Aix approuvait une convention de partenariat 2016-2018 avec le Comité d'itinéraire de l'Eurovélo route N°8 permettant au comité d'itinéraire d'assurer

la continuité de l'itinéraire, de jalonner l'eurovélo 8 de manière continue de la frontière espagnole à la frontière italienne, de structurer l'offre touristique, qualifier les services et favoriser l'intermodalité et de mettre en œuvre la stratégie de communication et de promotion de l'eurovélo 8.

Le 12 octobre 2016, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2) approuvait l'engagement financier porté à 10 000 € dès 2017, dans le cadre de l'avenant n°1 à la convention de partenariat et de participation financière au comité d'itinéraire de l'eurovélo route n°8.

Un avenant n°2 à la convention de partenariat initiale a été approuvé en Conseil de Territoire le 12 octobre 2017 afin de :

- Permettre à trois nouveaux partenaires de rejoindre le comité d'itinéraire en devenant partie à la convention ;
- Actualiser le plan d'actions de la convention et son budget ;
- Modifier les modalités de versement de la participation financière annuelle des co-financiers.

Le 11 octobre 2018, une nouvelle convention triennale 2019-2021 était approuvée par le Conseil de Territoire.

Le 16 novembre 2020, un premier avenant a été voté afin de permettre à de nouvelles collectivités de rejoindre le comité d'itinéraire, de modifier l'article 1 pour le scinder en deux articles : l'objet de la convention et les objectifs et obligations des parties, d'instaurer un groupement de commande et d'actualiser le plan d'actions et le budget.

Aujourd'hui, il s'agit d'approuver un second avenant permettant :

- A deux nouveaux partenaires de rejoindre le comité d'itinéraire ;
- De substituer le Conseil départemental de l'Hérault à l'Agence départementale de tourisme Hérault Tourisme ;
- De Modifier l'article 4 – Instauration d'un groupement de commande pour autoriser la Région, coordonnatrice du groupement de commande, à régler les dépenses de toute nature du plan d'actions, qu'il s'agisse de marchés publics ou de versements directs à des organismes tiers ;
- De modifier l'article 5 – Plan d'actions 2019-2021 – Dépenses – pour intégrer les incidences financières de l'adhésion de deux nouveaux partenaires, de la prolongation de la durée de la convention et rendre possible l'exécution des dépenses en 2023 et au-delà des marchés prévus au plan d'actions ;
- De modifier l'article 6 – Plan d'action 2019-2021 – Recettes – pour actualiser le budget de la convention, intégrer la prolongation de la durée de la convention et ajouter les participations forfaitaires particulières pour l'année 2022 ;

- De modifier l'article 8 - Durée de la convention pour permettre sa prolongation d'une année jusqu'au 31 décembre 2022 ;
- D'annexer le nouveau Règlement d'usage de la Marque collective « La Méditerranée à vélo », modifié suite aux demandes de corrections de l'Institut National de la Protection Industrielle ;
- De régulariser la numérotation de l'article 6 – Conditions juridiques annexes.

Pour rappel :

Les Eurovélo routes sont de grands itinéraires en projet, parcourant l'Europe sur 70 000 km. Ces véloroutes sont en grande partie aménagées sur des voies dédiées aux cyclistes (voies vertes, pistes cyclables). Ces itinéraires sont un véritable enjeu pour le développement du tourisme et de l'éco-mobilité, qu'ils peuvent fortement stimuler dans les territoires traversés.

L'itinéraire eurovélo 8 :

L'eurovélo 8 traverse l'ex-Région Languedoc-Roussillon et la Région Sud Provence-Alpes Côte d'Azur. Dans sa globalité elle s'étend sur une distance de 5 388 km et reliera à terme Cadix, en Espagne, à Chypre, à travers onze pays du bassin méditerranéen (Chypre, Grèce, Albanie, Monténégro, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Slovénie, Italie, Monaco, France, Espagne), de quoi attirer les clientèles touristiques de plus en plus amatrices d'itinérance à vélo. En France, l'itinéraire s'étend sur 700 km.

Gouvernance :

En février 2015, sous l'impulsion de la Région Sud Provence-Alpes Côte d'Azur, un comité d'itinéraire interrégional constitué de l'État, des Régions maîtres d'ouvrage, des collectivités locales et des acteurs du tourisme est constitué.

L'adhésion au comité d'itinéraire :

Adhérer à un comité d'itinéraire fonde un engagement des collectivités concernées à ce que l'itinéraire soit réalisé dans les meilleurs délais en assurant une cohérence des aménagements cyclables, la signalisation, la qualité des services touristiques ou encore l'image et les supports de communication.

Le comité d'itinéraire permet également de mutualiser les efforts afin d'obtenir des subventions (CPER 2015-2020, financements européens) pour la réalisation d'études, d'aménagements, d'équipements, et des actions communes (charte graphique, plate-forme internet, événementiels, éductours, enquête de fréquentation...).

Enfin, le comité d'itinéraire offre un cadre propice au transfert d'expérience et à l'échange de bonnes pratiques sur des thématiques diverses liées à un itinéraire et qui concernent l'ensemble des partenaires : intermodalité, déplacements quotidiens, services touristiques. Il permet le lancement d'actions de communication en cohérence avec l'identité, les valeurs et les cibles de l'itinéraire.

La participation à un Comité d'Itinéraire requiert un investissement à la fois humain et financier. Ses membres doivent par conséquent intégrer la nécessaire mise à disposition des ressources humaines pour le pilotage et la participation à des comités techniques et comités de pilotage.

Le plan d'actions de la convention concerne cinq volets dont les actions seront détaillées chaque année et revues par le comité de pilotage :

1. Communication / Promotion : augmenter la notoriété de la Méditerranée à Vélo
2. Évaluation : observer la fréquentation, les retombées et la satisfaction
3. Services : renforcer l'offre de services autour de l'itinéraire
4. Intermodalité : améliorer les accès intermodaux à la véloroute (AMO)
5. Infrastructure : assurer la continuité de l'itinéraire, en particulier son jalonnement, et le pérenniser. Objectif 100 % de l'itinéraire en 2025.

Le budget global sur les quatre années est réévalué à 750 200 €, réparti sur les 26 partenaires financiers.

Les deux tiers seront attribués au financement de la communication et de la promotion de l'itinéraire et une coordination générale (assistance à maîtrise d'ouvrage) est établie et inclut la mobilisation/réunions, la veille et l'enrichissement du partenariat.

Les actions sont débattues et validées en Comité de Pilotage chaque fin d'année en fonction des priorités pour l'année suivante et suivant les enveloppes définies.

Le comité d'itinéraire rassemble l'ensemble des partenaires du projet Eurovélo 8 en France. Il comprend les signataires de la convention et les représentants de toute collectivité, association, entreprise ayant un intérêt pour le projet.

La participation financière, à hauteur de 10 000 € pour la Métropole Aix-Marseille Provence, sera exceptionnellement de 6 600 € pour l'année 2022 compte tenu des reliquats des dépenses de 2019-2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2018_CT2_429 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11

octobre 2018 approuvant la nouvelle convention 2019-2021 de partenariat et de participation financière au Comité d'itinéraire de l'Eurovélo route n°8 ;

- La délibération n°2020_CT2_261 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 16 novembre 2020 approuvant l'avenant n°1 à la convention 2019-2021 ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 22 octobre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La progression de la demande d'itinérance à vélo et l'opportunité d'avoir sur le Territoire du Pays d'Aix un itinéraire cyclable européen augmentant l'attractivité de la destination.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les termes de l'avenant n°2 à la convention 2019-2021 de partenariat et de participation financière au Comité d'itinéraire de l'Eurovélo route n°8.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération et notamment l'avenant annexé.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits sur l'État Spécial du Territoire en section de fonctionnement : chapitre 011, nature 6281, fonction 633 sous réserve de l'adoption du budget principal métropolitain et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2022.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Environnement, cadre de vie, développement durable, déchets et cycle de l'eau – Forêt

2021 CT2 483

Réalisation d'un chantier d'insertion professionnelle par l'activité Protection et Valorisation des espaces forestiers sur les Communes de Peynier, Aix-en-Provence et Ventabren

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération du 17 décembre 2001, la Communauté du Pays d'Aix avait décidé de participer à la mise en œuvre de chantiers d'insertion par l'activité économique pour l'entretien et la protection des espaces forestiers communaux sur le territoire du Pays d'Aix. La Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix a décidé de poursuivre cette action en faveur des demandeurs d'emploi en difficulté sociale et économique.

Depuis 2003, 28 Communes du Pays d'Aix ont bénéficié d'un ou plusieurs chantiers forestiers d'insertion. Chaque année, ce sont trois équipes de huit personnes qui interviennent sur les espaces naturels communaux dans le cadre de travaux forestiers.

Aujourd'hui, la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix est sollicitée pour la mise en œuvre d'un chantier d'insertion sur les Communes de Peynier, Aix-en-Provence et Ventabren afin de protéger la forêt contre l'incendie et de valoriser le patrimoine dans les zones sensibles aux départs de feux et/ou fréquentées par le public.

Il est rappelé que ces chantiers sont confiés à l'IE 13, association orientée vers l'Insertion par l'Économie, dans le cadre d'une convention, pour la mise en œuvre de chantiers d'insertion sur le territoire du Pays d'Aix. Il convient également de rappeler que l'IE 13 bénéficie d'une subvention annuelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix pour la mise en œuvre de ces chantiers d'insertion et la couverture d'une partie des frais correspondants à l'exécution des opérations. Le

financement de ces chantiers sera pris sur cette subvention annuelle.

L'IE 13 a en charge la réalisation des travaux (débroussaillage, abattage et façonnage des arbres morts et chablis, élagage des branches basses, broyage des rémanents...), les frais de transports des salariés, la réparation et l'entretien du matériel et les salaires des ouvriers.

La Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix contribuera à l'atteinte de l'objectif d'insertion des personnes en difficulté en permettant aux participants des chantiers de bénéficier d'un terrain de production et de travail entrant dans le cadre de leur programme de formation.

Les Communes de Peynier, Aix-en-Provence et Ventabren apporteront une aide logistique aux travaux comprenant l'accueil des équipes et l'évacuation des déchets qui pourraient être trouvés sur le chantier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2020_CT2_400 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 10 décembre 2020 attribuant une subvention à l'association IE 13 au titre de l'année 2021, pour la mise en œuvre de chantiers forestiers d'insertion sur le Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, cadre de vie, développement durable, déchets et cycle de l'eau du 14 octobre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les conventions pour la réalisation de chantiers d'insertion par l'activité en forêt entre la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix, l'IE 13 et les Communes de Peynier, Aix-en-Provence et Ventabren.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer les conventions et les pièces relatives à ce dossier.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 484

AVIS - Grand Site Concors Sainte-Victoire - Demande de subvention de fonctionnement relative à l'opération Garde Régionale Forestière - année 2022

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix, développe sur le Grand Site Concors Sainte-Victoire une politique d'accueil du public spécifique et de surveillance en saison estivale, du 1^{er} juin au 30 septembre.

Il s'agit d'informer et de faire respecter la réglementation préfectorale relative à l'accès aux massifs forestiers, qui interdit la circulation dans certaines conditions de danger météorologique d'incendie. L'harmonisation des codes couleurs des niveaux de restriction d'accès avec les départements limitrophes a débuté avec l'arrêté préfectoral du 28 mai 2018. La sensibilisation du public à cette codification reste indispensable, que ce soit auprès des touristes de passage ou des promeneurs locaux et demande toujours un travail de pédagogie assidu, en particulier en début de saison et les jours où le niveau de risque interdit l'accès aux espaces naturels.

Le territoire du Grand Site Concors Sainte-Victoire a connu cette année huit jours d'interdiction d'accès au massif Sainte-Victoire et cinq jours pour le massif de

Concors. Concernant les jours en risque jaune, qui contraignent les travaux sans restreindre les activités récréatives, ils ont été de quarante-six pour Sainte-Victoire et quarante-cinq pour le massif de Concors.

L'équipe des gardes nature réalise des patrouilles de surveillance quotidiennes ainsi qu'un affichage spécifique et des points d'information fixes et itinérants en risque de niveau rouge. L'étendue du territoire à parcourir et les contraintes liées à la surveillance particulière des points d'entrée dans les massifs exigent une importante présence sur le terrain, d'au minimum trois patrouilles quotidiennes. L'effectif permanent de huit gardes nature ne permet pas de répondre à ce besoin, malgré un planning, sur cette période, exclusivement consacré aux patrouilles et une restriction des congés. L'information relative à la réglementation estivale est également diffusée par la Maison du Grand Site de Vauvenargues et le kiosque d'accueil de Bimont à Saint-Marc-Jaumegarde, tenus cette année par quatre agents. Sur l'ensemble de la saison touristique, d'avril à fin octobre, ces structures ont accueilli autour de 10 000 visiteurs.

Prenant la suite du dispositif des Assistants Prévention Sensibilisation Incendies de Forêts existant depuis 2004, l'opération estivale de la Garde Régionale Forestière, mesure phare de la nouvelle politique forestière, dite dispositif « Guerre du Feu » de la Région Sud, mise en place en mars 2017, fait partie intégrante du Plan Climat. Composée de plus de 200 jeunes de 18 à 25 ans, elle a ainsi pour mission de :

- Développer la culture du risque incendie auprès de la population résidentielle ou passagère qui fréquente les massifs forestiers et, auprès des jeunes qui participent à l'opération.
- Renforcer les capacités des acteurs régionaux en matière de prévention, d'information, de sensibilisation, et de surveillance du risque incendie aux abords des espaces naturels et forestiers.
- Être en appui des dispositifs de surveillance des massifs existants, agréés par la sécurité civile lors de périodes à risque.
- Jouer un rôle essentiel sur le terrain, notamment grâce au suivi d'une formation préalable à l'exercice de leurs missions (encadrés par des professionnels de la forêt et du feu, ils ont acquis les fondamentaux théoriques et pratiques pour prévenir le risque incendie dans les meilleures conditions).

Au fil des années, l'aide de la Région pour le recrutement de saisonniers dédiés à la prévention du risque incendie, a permis de développer puis de maintenir la capacité de surveillance et de sensibilisation des usagers sur et autour des massifs Concors et Sainte-Victoire.

Au vu du succès de l'opération et du besoin essentiel de diffusion de l'information, il est à nouveau proposé de procéder au recrutement de Gardes Régionaux Forestiers afin de renforcer les équipes permanentes pendant la saison estivale.

Ainsi, il est envisagé que

- Huit Gardes Régionaux Forestiers soient intégrés aux patrouilles quotidiennes de terrain pendant les mois de juillet et août 2022. Six d'entre eux poursuivront les efforts de présence dans les zones fréquentées et sensibles, telles que les versants nord (jusqu'au Prieuré) et sud Sainte-Victoire et le secteur Bibémus-Zola-Bimont. Cependant, la fréquentation sur le site a augmenté depuis la fin du premier confinement et contrairement au public habituel, il s'agit de visiteurs à accompagner dans leur découverte des espaces naturels, en termes de réglementation et de respect. Un renfort spécifique de deux Gardes Régionaux Forestiers permettrait de mettre en place une patrouille supplémentaire avec une présence accrue aux alentours du lac de Bimont et une couverture ponctuelle du nord du territoire (Concors).
- Deux Gardes Régionaux Forestiers viennent renforcer pendant la saison estivale les équipes d'accueil du Grand Site Concors Sainte-Victoire et orientent les visiteurs, assurent leur sensibilisation au kiosque d'accueil de Bimont à Saint-Marc-Jaumegarde, porte d'entrée et point de vue incontournable de la montagne Sainte-Victoire, ainsi qu'à la Maison du Grand Site de Vauvenargues, en versant nord. Ils assureraient leur mission sur quatre mois, de juin à septembre.

Des documents d'information du public sont chaque année édités pour présenter pédagogiquement la réglementation de l'accès aux espaces naturels.

Les dépenses prévisionnelles éligibles au titre de ce programme sont les suivantes :

- salaires et charges, titres restaurant : 59 000 euros
- impression de documents d'information : 2 000 euros

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de la Région SUD Provence Alpes Côte d'Azur pour la Garde Régionale Forestière 2022 et à autoriser la signature de tout document y afférent.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLICITÉS	TAUX SOLICITÉS	MONTANTS SOLICITÉS
Région SUD Provence Alpes Côte d'Azur Dispositif « Guerre du Feu »	80 %	48 800 €
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	12 200 €
TOTAL TTC		61 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les directives européennes 2009/147/CEE dite « directive oiseaux » et 92/43/CEE dite « directive habitats » concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvage ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°AGRI 007-8414/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant la mise à jour des modalités d'organisation et de gouvernance du Grand Site Sainte-Victoire.
- L'information au Conseil du Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Garde Régionale Forestière Grand Site Sainte-Victoire pour l'année 2022.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de l'opération Garde Régionale Forestière Grand Site Sainte Victoire 2022.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits sur le Budget Principal Métropolitain 01 de 2022, en section de Fonctionnement : chapitre 012, natures 64131 et suivantes, fonction 76 sous réserve de l'approbation de ce budget.

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Principal Métropolitain 01 de 2022 et 2023,

en section de Fonctionnement : chapitre 74, nature 7472, fonction 76 sous réserve de l'approbation de ce budget.

Les crédits nécessaires seront également inscrits sur le Budget 06 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix de 2022, en section de Fonctionnement : chapitre 011, natures 60628 et 61526 notamment, fonction 76 sous réserve de l'approbation de ce budget.

La recette correspondante sera constatée sur le Budget 06 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix de 2022 en section de Fonctionnement : chapitre 74, nature 7472, fonction 76 sous réserve de l'approbation de ce budget.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

2021 CT2 485

AVIS - Grand Site Concors Sainte-Victoire - Demande de subvention de fonctionnement Opération Grand Site (OGS) 2022

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'Opération Grand Site (OGS) est la démarche proposée par l'État aux collectivités territoriales, portée localement par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL), pour répondre aux difficultés que posent l'accueil des visiteurs et l'entretien des sites classés de grande notoriété soumis à une forte fréquentation.

Elle poursuit trois objectifs : restaurer et protéger la qualité paysagère, naturelle et culturelle du site, améliorer la qualité de la visite et favoriser le développement socio-économique dans le respect des habitants.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix, sollicite pour l'année 2022, une subvention de fonctionnement « Opération Grand Site » afin de mener à bien la réalisation d'un topoguide de randonnée.

L'opération concerne la réalisation d'un topoguide de randonnée sur la partie nord du territoire labellisé. Le Grand Site Concors Sainte-Victoire a en effet développé depuis 2003 un ensemble de sentiers de randonnée, sous la forme de boucles communales sur les massifs du Concors, Marinas et Vautubière, en collaboration étroite avec les Communes concernées. Il s'agit de promouvoir ces itinéraires par l'édition et la conception de ce topoguide de randonnée et par la fourniture de textes pour leur valorisation sur le site internet.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 33 000 euros TTC.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLICITÉS	TAUX SOLICITÉS	MONTANTS SOLICITÉS
Etat Opération Grand Site	50%	16 500 €
Auto-financement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	50%	16 500 €
TOTAL TTC		33 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence, **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La circulaire NOR:DEVL1027436C du 21 janvier 2011 relative à la politique des Grands Sites ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°AGRI 007-8414/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant la mise à jour des modalités d'organisation et de gouvernance du Grand Site Sainte-Victoire ;
- L'information au Conseil du Territoire du Pays d'Aix.

Où il le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de réaliser un topo-guide de randonnée sur le massif de Concors et de solliciter le concours financier de l'État dans le cadre du programme Opération Grand Site.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter une aide financière de 16 500 euros auprès des services de l'État (DREAL), dans le cadre du programme Opération Grand Site au titre de l'année 2022, et à signer tout document afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la

réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits sur le Budget 06 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix de 2022, en section de Fonctionnement : chapitre 011, natures 611, fonction 76 sous réserve de l'approbation de ce budget.

La recette correspondante sera constatée sur le Budget 06 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix de 2022 en section de Fonctionnement : chapitre 74, nature 7471, fonction 76 sous réserve de l'approbation de ce budget.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

2021 CT2 486

Grand Site Concors Sainte-Victoire - Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage en faveur de la Commune de Beaurecueil en vue de la valorisation paysagère du carrefour de Beaurecueil D17/D46

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La vallée de l'Arc constitue la première ceinture paysagère du versant sud de Sainte-Victoire. Contrairement au site classé, les piémonts ne bénéficient pas d'actions spécifiques de protection ou de mise en valeur du paysage alors qu'ils sont au contact direct de la poussée urbaine et des activités économiques. Ils sont même les plus sujets aux mutations et processus de banalisation paysagère.

Pour répondre aux enjeux paysagers et environnementaux, les Communes de Beaurecueil, du Tholonet, Châteauneuf-le-Rouge, Rousset, Puyloubier et le Conseil de Territoire du Pays d'Aix ont donc confié une étude de diagnostic et conseil au Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement des Bouches-du-Rhône.

Cette étude menée en 2016 a notamment permis d'identifier des points noirs paysagers.

Sur la Commune de Beaurecueil, le carrefour de la D17 dite « Route Cézanne » et la D46 reliant Beaurecueil à Châteauneuf-le-Rouge constitue un des points noirs paysagers mais offre paradoxalement une vue exceptionnelle sur la montagne Sainte-Victoire depuis la « Route Cézanne ».

Une étude Avant-Projet a donc été confiée au CAUE en 2018 afin de requalifier ce carrefour. Elle a été présentée et a reçu la validation du Maire de Beaurecueil.

Cette étude a permis d'aboutir à un projet global comprenant :

- la reprise des abords des deux voies à la suite de l'enfouissement des lignes aériennes (et enlèvement des poteaux) ;
- la fermeture du délaissé routier situé à proximité qui favorise les stationnements temporaires, peu organisés et dangereux ;
- et la réhabilitation des constructions patrimoniales situées à proximité telles la fontaine et les restanques, éléments paysagers non négligeables.

L'évaluation financière de ce projet est la suivante :

	Coûts estimatifs (H.T.)	%
Travaux	160.000 €	92,75
Maîtrise d'œuvre	12.500 €	7,25
Total HT	172.500 €	100,00

Il a été prévu que ces travaux soient portés par la Commune de Beaurecueil.

Une partie de l'opération (maîtrise d'œuvre) étant financée par la Métropole Territoire du Pays d'Aix, il a été nécessaire de conventionner afin que la Métropole procède au transfert temporaire de sa maîtrise d'ouvrage à la Commune de Beaurecueil. Une convention a ainsi été établie à cette fin et notifiée le 9 septembre 2019 (délibération ENV 003-6161/19/BM, convention n°19/0667).

Cette convention prévoyait dans son article 2 « Programme technique et fonctionnel de l'opération – délais » la réalisation d'étude et de travaux à partir du second semestre 2019. Cette étude – et a fortiori les travaux – n'ont pas été lancés, malgré une caducité de la convention au 10 septembre 2021.

Monsieur le Maire de Beaurecueil, sollicité, a exprimé la volonté de la municipalité de prendre le temps de revoir le projet.

Conformément à l'article 3 « Financement », la Métropole a versé un acompte à la Commune équivalent à 80% du montant estimatif des études de maîtrise d'œuvre soit 12 000 € TTC (payés le 29 novembre 2019). La subvention finançant cette opération, ayant un délai d'exécution fixé à 4 ans à compter de la date de déclaration de début d'exécution (en l'espèce le 15 octobre 2020), les travaux prévus peuvent donc encore être exécutés et financés.

Il est donc proposé une nouvelle convention pour permettre la réalisation effective de cet aménagement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° ENV-003-5211/18/BM du Conseil de la Métropole du 18 décembre 2018 portant candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence au renouvellement du Label Grand Site de France de Concors de Sainte-Victoire ;
- La décision de la Ministre de la Transition écologique et solidaire du 23 décembre 2019 de renouveler le label Grand Site de France au massif de Concors Sainte-Victoire ;
- La délibération n°ENV 003-6161/19/BM du Bureau de la Métropole du 20 juin 2019, portant approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage en faveur de la Commune de Beaurecueil en vue de la « valorisation paysagère du carrefour de Beaurecueil D17 D46 » ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°AGRI 007-8414/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant la mise à jour des modalités d'organisation et de gouvernance du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 14 octobre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de poursuivre, avec la Commune de Beaurecueil, Commune du Grand Site Sainte-Victoire - Grand Site de France, le programme de suppression des points noirs paysagers du Territoire conformément aux objectifs définis dans le cadre du renouvellement de la labellisation porté par la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La nécessité d'approuver le transfert

temporaire de maîtrise d'ouvrage en faveur de la Commune de Beaurecueil pour réaliser l'opération de valorisation paysagère du carrefour de Beaurecueil RD17/RD46.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage en faveur de la Commune de Beaurecueil afin de coordonner et regrouper la passation de marchés publics en vue de la valorisation paysagère du carrefour de Beaurecueil RD17/RD46.

Article 2 :

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage en faveur de la Commune de Beaurecueil fixant le rôle de chacune des parties et leur implication financière dans le projet de re-qualification du carrefour D17/D46 (192.000 € à la charge de la Commune de Beaurecueil et 15.000 € à la charge de la Métropole Territoire du Pays d'Aix).

Article 3 :

Madame le Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix ou son représentant, est autorisé à signer ladite convention ainsi que toutes les pièces afférentes.

Article 4 :

Les crédits nécessaires au financement de la maîtrise d'œuvre sont inscrits sur le Budget 0120 État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581162247, nature 4581, fonction 76, autorisation de programme DI2471AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021_CT2_487**Grand Site Concors Sainte-Victoire -
Restauration de la Croix de Provence sur la
Commune de Vauvenargues – Approbation d'une
convention de mise à disposition temporaire de
la parcelle privée CO 604 – Abrogation de la
délibération n°2021_CT2_249**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Croix de Provence est un élément du patrimoine situé à 946 mètres d'altitude, au sommet de la montagne Sainte-Victoire. Sa proximité directe avec le sentier de grande randonnée GR9 en fait un des lieux les plus fréquentés du massif.

En 2004, le Syndicat mixte du Grand Site Sainte-Victoire a fait réaliser des travaux de confortement du socle de la Croix de Provence. Cet édifice, propriété de Madame HUTIN BLAY, est situé sur la parcelle CO 604, sur la Commune de Vauvenargues.

Une inspection, mandatée par le Syndicat Mixte du Grand Site Sainte Victoire en 2014, avait conclu à un bon état général de l'édifice.

Dix-sept ans après les travaux de sauvegarde de la Croix de Provence, une expertise de contrôle a été réalisée en 2020. Elle conclut globalement à un bon état de l'édifice malgré son âge avancé et les conditions météorologiques spécifiques.

Le diagnostic ne constate aucune menace à court et moyen terme. Cependant, il relève des désordres sur le socle, l'embase et les parties sommitales de la Croix et préconise les travaux suivants :

- Socle : mise en cohésion des maçonneries profondes et traitement par micro coulage et brochage des pierres de parement. Certaines pierres trop endommagées pourront être remplacées ;
- Embase de la Croix : mise à neuf de la couverture et renforcement de l'étanchéité des manchonnages de pied ;
- Parties sommitales métalliques : réfection de toutes les « pointes » métalliques (tubes du fût, tétrapode sommital et de traverse, fixation des décors et haubans) et protection globale des ouvrages métalliques (résine anticorrosion).

Dans le cadre de ses compétences en matière de mise en valeur du paysage et du patrimoine, la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix prévoit d'entreprendre des travaux de restauration de la Croix de Provence. Ces travaux font partie intégrante du projet de territoire du Grand Site Concors et Sainte-Victoire, base de la labellisation « Grand Site de France » décernée par décision ministérielle fin décembre 2019.

Le coût global de l'opération est estimé à 130 000 € TTC. Les crédits nécessaires au financement du projet sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du

Pays d'Aix, en section d'investissement sous l'autorisation de programme DI2471AP.

La réalisation des travaux nécessite que la parcelle soit temporairement mise à la disposition de la Métropole. Suite à une erreur matérielle dans la convention approuvée à cet effet par délibération n°2021_CT2_249, il convient d'approuver une nouvelle convention détaillant les modalités de cette mise à disposition entre le propriétaire et le Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°ENV 003-5211/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant candidature au renouvellement du Label Grand Site de France de Concors et Sainte-Victoire ;
- La délibération n°ENV 007-7979/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 approuvant la révision et l'affectation de l'opération d'investissement « Syndicat Sainte-Victoire Valorisation du Territoire » ;
- La décision de la Ministre de la Transition écologique et solidaire du 23 décembre 2019 de renouveler le label Grand Site de France au massif de Concors Sainte-Victoire ;
- La délibération n°AGRI 007-8414/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant la mise à jour des modalités d'organisation et de gouvernance du Grand Site Concors Sainte-Victoire ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 14 octobre 2021.

Où le rapport ci-dessus,**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,****Considérant**

- La nécessité d'engager des travaux de maintien du bon état de la Croix de Provence.

Délibère**Article 1 :**

Est abrogée la délibération n°2021_CT2_249 du Conseil de Territoire du 27 mai 2021.

Article 2 :

Est approuvé l'engagement des demandes d'autorisation préalables aux travaux et plus particulièrement la demande à son propriétaire de mise à disposition temporaire de la parcelle privée sur laquelle est positionnée la Croix de Provence.

Article 3 :

Est approuvée la prise en charge des travaux de restauration de la Croix de Provence, par la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix, pour un coût global estimé à 130 000 euros TTC.

Article 4 :

Est approuvée la convention portant mise à disposition temporaire de la parcelle privée CO 604 entre la propriétaire, Madame HUTIN BLAYE et la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix.

Article 5 :

Madame la Présidente du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 6 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire Syndicat Sainte Victoire Valorisation du territoire, nature 4581, autorisation de programme DI2471AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Environnement, cadre de vie, développement durable, déchets et cycle de l'eau - Collecte et traitement des déchets

2021 CT2 488

AVIS - Approbation des tarifs 2022 d'élimination des déchets appliqués aux clients de l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux de l'Arbois, extérieurs à la Métropole Aix-Marseille-Provence

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux (ISDnD) de l'Arbois ne reçoit que des déchets produits sur le Territoire du Pays d'Aix ou des communes limitrophes. Les résidus qui y sont éliminés sont en grande majorité des déchets des ménages pris en charge financièrement par le service public et pour une partie mineure des déchets des clients extérieurs dont l'élimination est prise en charge par les producteurs.

Il convient de fixer, pour l'année 2022, les tarifs d'élimination appliqués aux clients extérieurs à la Métropole Aix-Marseille-Provence accepté par le Territoire du Pays d'Aix.

La politique tarifaire appliquée sur le site de l'Arbois doit être proportionnée au regard des tarifs constatés sur les sites similaires proches géographiquement afin de ne pas déstabiliser l'offre locale en matière d'élimination des déchets.

L'année 2022 sera à nouveau marquée par une offre de traitement des déchets limitée dans le département des Bouches-du-Rhône du fait notamment des limitations de capacités des centres de stockage impulsées par les services de l'état, et par une hausse marquée de la Taxe Généralisée sur les Activités Polluantes (fiscalité écologique appliquée à toute tonne de déchets traitée). Dans ce contexte, les tarifs 2022 d'élimination des déchets augmenteront.

L'augmentation programmée de TGAP pour l'année 2022 est de + 8€HT/t. Cette évolution de la fiscalité a une incidence de près de 5% sur les prix Hors Taxes supportés par les clients. Le service d'élimination des déchets rendu sur l'ISDnD de l'Arbois concerne, de manière directe ou indirecte, des entreprises du Territoire.

Fort de ce constat et afin de ne pas alourdir les charges supportées par les entreprises locales, il est proposé malgré une hausse probable des tarifs locaux d'élimination des déchets, de ne pas suivre cette tendance.

Ainsi, les tarifs d'élimination hors TGAP appliqués aux déchets des clients extérieurs n'augmenteront pas en 2022, afin de ne pas accentuer les effets de

l'évolution de la TGAP.

La mise en œuvre de ces considérations aboutit aux propositions de tarification suivantes :

	2021		2022		Evolution
	Apporteur <500ton	Apporteur >500 ton	Apporteur <500 ton	Apporteur >500 ton	
Catégories de déchets:	€HT/tonne	€HT/tonne	€HT/tonne	€HT/tonne	%
DIB	127	125	127	125	0 %
OM	127	125	127	125	0 %
Encombrants	127	125	127	125	0 %
Gravats Valorisables	50	50	25	25	+50 %
Gravats Non Valorisables	25	25	50	50	-50 %

* Les tarifs s'entendent hors toutes taxes (TVA + TGAP). La TGAP et la TVA en vigueur en 2022 s'appliqueront aux déchets traités.

Les tarifs proposés devraient permettre au Territoire du Pays d'Aix de bénéficier en 2022 de recettes de plus ou moins de 6.000.000€ par an. Il est à noter que la TGAP sera versée aux douanes via notre prestataire, ces dépenses impacteront donc le budget de fonctionnement.

Il convient de noter que cette politique tarifaire ne modifie pas le montant de la prestation d'enfouissement prévue dans le marché 2017-002U en date du 27 juin 2017 conclu entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société DELTA DÉCHETS pour l'exploitation du site de l'Arbois. La totalité des recettes est intégralement acquise au Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient d'approuver des tarifs d'élimination des déchets pour l'année 2022 appliqués aux clients de l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux de l'Arbois, extérieurs à la Métropole Aix-Marseille-Provence, située sur le Territoire du Pays d'Aix.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la grille tarifaire présentée ci-après qui sera appliquée aux clients de l'Installation de Stockage des Déchets non Dangereux de l'Arbois extérieurs à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

	2021		2022	
	Apporteur <500ton	Apporteur >500 ton	Apporteur <500 ton	Apporteur >500 ton
Catégories de déchets:	€HT/tonne	€HT/tonne	€HT/tonne	€HT/tonne
DIB	127	125	127	125
OM	127	125	127	125
Encombrants	127	125	127	125
Gravats Valorisables	50	50	25	25
Gravats Non Valorisables	25	25	50	50

Article 2 :

Ces tarifs seront applicables au 1^{er} janvier 2022 et seront au préalable notifiés à l'entreprise exploitante de l'Installation de Stockage des Déchets non Dangereux de l'Arbois.

Article 3 :

Les recettes seront constatées sur le Budget Annexe Service Public d'Elimination des Déchets – Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement : nature 70688 fonction 7213 chapitre 70.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

2021 CT2 489

Approbation des quotas 2022 de déchets des clients extérieurs admis sur l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux de l'Arbois

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux (ISDnD) de l'Arbois ne reçoit que des déchets produits sur le Territoire du Pays d'Aix ou des Communes limitrophes. Les résidus qui y sont éliminés sont en grande majorité des déchets des ménages pris en charge financièrement par le service public mais également des déchets apportés par des clients extérieurs dont l'élimination est portée financièrement par les entreprises productrices.

Afin de maîtriser ces apports extérieurs, il convient de fixer, pour l'année 2022, le quota annuel des déchets des clients extérieurs acceptés par le Territoire du Pays d'Aix.

Le volume d'activité annuel de l'ISDnD de l'Arbois est fixé à plus ou moins 160.000 tonnes toute nature de déchets confondue. Le volume maximal de déchets octroyé aux apporteurs extérieurs correspond à la différence entre ce volume d'activité et les prévisions de déchets des ménages à éliminer.

L'année 2022 sera marquée par la diminution des quantités de déchets ultimes produits par le Territoire du Pays d'Aix et éliminés sur l'ISDnD de l'Arbois du fait notamment de la diminution du service de

collecte en porte à porte auprès des professionnels du Territoire, conséquence directe des évolutions réglementaires (Loi de Transition Écologique) en matière de prévention et de valorisation des déchets. Cette action permettra au Territoire d'être vertueux vis à vis des objectifs de prévention des déchets (diminution des quantités collectées) et permettra aux entreprises d'améliorer la valorisation de leurs déchets grâce à des solutions adaptées à leur activité.

Dans ce contexte, le bilan prévisionnel des tonnages dont la collectivité a la charge et qui sont éliminés sur le site de l'Arbois en 2022 devrait être d'environ 120.000 tonnes. Compte-tenu de ces éléments, il est proposé de fixer le quota 2022 aux besoins des clients extérieurs à 40.000 tonnes.

La crise du traitement des déchets, rencontrée au niveau régional, a engendré une forte saturation des unités de traitement des déchets du département des Bouches-du-Rhône. Au-delà d'être l'exutoire privilégié des déchets ménagers produits et collectés par le Territoire du Pays d'Aix, le site de l'Arbois doit également être une solution locale pertinente d'élimination des déchets générés par l'activité économique.

Il est donc proposé de répartir le quota ouvert à l'Arbois de la façon suivante :

1. 20.000 tonnes dédiées aux besoins des producteurs locaux, qu'il est proposé d'attribuer de la façon suivante :
 - a. Refus d'opérations de tri émanant de prestataires travaillant pour le Territoire ;
 - b. Refus de station d'épuration (refus boues de dégrillage) ;
 - c. Refus d'opérations de tri émanant d'opérateurs n'étant pas en contrat avec le Pays d'Aix ;
 - d. Déchets ultimes issus des collectes dans les entreprises.
2. 20.000 tonnes réservées pour les besoins d'élimination des déchets ultimes (après valorisation) produits par les professionnels du Territoire privés de service de proximité (zones d'activité, gros producteurs).

NB : aucune dérogation d'origine ou de nature ne sera octroyée. L'ordre de la liste tient compte de l'ordre de priorité dans l'attribution des droits de tirage.

Il est à noter que ce quota est fixé à un niveau raisonnable correspondant à 25 % de la capacité totale, permettant ainsi de garantir la priorité de l'utilisation de l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux du Territoire pour les besoins propres de celui-ci en terme d'élimination des Ordures Ménagères Résiduelles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission Environnement, déchets et cycle de l'eau du 14 octobre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les quotas 2022 de déchets des clients extérieurs admis sur l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux de l'Arbois et de les fixer à 40.000 tonnes.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les quotas de déchets des clients extérieurs admis sur l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux de l'Arbois fixés à 40.000 tonnes pour l'année 2022.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisée à signer les pièces relatives à ce dossier.

Article 3 :

Les recettes seront constatées sur le Budget Annexe Service Public d'Élimination des Déchets – Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement : nature 70688 fonction 7213 chapitre 70.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021_CT2_490

Déchèterie Professionnelle de Bouc-Bel-Air – Acquisition à titre gracieux auprès du Département des Bouches-du-Rhône, d'un terrain situé sur les parcelles cadastrées CD 309 et 348 sur la Commune de Bouc-Bel-Air, et constitution d'une servitude de passage et de tréfonds sur la parcelle CD 350

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'application de la réglementation en matière de gestion des déchets a rendu inéluctable l'évolution de la prise en compte des déchets professionnels dans le cadre du service public d'élimination des déchets.

Face à une carence d'initiative privée sur le Sud du Territoire en matière de déchèterie destinée aux déchets de professionnels, ainsi qu'aux besoins d'apporteurs professionnels de disposer d'un exécutoire adapté à leurs besoins et afin d'éviter la prolifération des dépôts sauvages, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend favoriser l'émergence d'unités de proximité réservées aux déchets professionnels.

C'est la raison pour laquelle la Métropole Aix-Marseille-Provence a donné à bail emphytéotique administratif trois parcelles cadastrées CD n° 306, 307 et 310 situées dans le quartier des Chabauds à Bouc-Bel-Air en vue de permettre à un exploitant privé de construire et d'exploiter, selon les modalités qu'il définit et sous sa responsabilité, une déchèterie destinée aux apporteurs professionnels.

Pour réaliser cette opération et permettre l'accès à la future déchèterie, il est nécessaire de procéder à deux opérations foncières.

D'une part, il s'agit d'acquérir auprès du Département des Bouches-du-Rhône les parcelles cadastrées CD 309 pour 1010m² et CD 348 (issus de la division de CD305) pour 1588m².

D'autre part, afin de permettre l'accès et la desserte en réseau de la future déchèterie, le Département des Bouches-du-Rhône consent également à la Métropole, une servitude de passage et de tréfonds sur la parcelle CD 350 (issus de la division de la parcelle CD 305) pour permettre l'accès et la desserte en réseau des parcelles CD 306, 307, 310, 309 et 348.

Par accord entre les parties et compte tenu de l'intérêt général de l'opération, il est convenu que cette acquisition du domaine privé du Département et la constitution de servitude interviendront à titre gracieux.

La valeur vénale du bien étant estimée à moins de 180 000€, cette acquisition n'est pas soumise à l'obligation d'évaluation par la Direction de l'Immobilier de l'État. En effet les collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunale ne sont tenus de solliciter l'avis de l'autorité compétente de l'État qu'avant toute acquisition amiable ou par adjudication ou par exercice du droit de préemption (hors ZAD) dès lors que la valeur vénale du bien est supérieure ou égale à 180 000 €.

Les frais relatifs à la signature de l'acte authentique seront pris en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site 13015003.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2018_CT2_445 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018 relative à l'approbation de la feuille de route pour l'établissement d'un règlement de collecte pour la gestion des Déchets d'Activité Économique ;
- La délibération n°DEA 055-7597/19/BM approuvée par le Bureau de la Métropole en date du 20 juin 2019 relative à l'approbation d'une convention de transfert temporaire de Maîtrise d'ouvrage entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Conseil Départemental ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 14 octobre 2021.

Où il rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les discussions engagées avec le Conseil départemental des Bouches-du-Rhône ont abouti à l'accord impliquant la cession à titre gratuit d'une partie de la parcelle CD 305, désormais cadastrée CD 348 pour 1588 m² et de la totalité de la parcelle CD 309.
- Que le Département consent également à la constitution d'une servitude sur une partie de la parcelle CD 305 désormais cadastrée CD 350 pour 1053m² permettant l'accès à la future déchèterie professionnelle au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère**Article 1 :**

Est approuvée l'acquisition à titre gracieux par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la parcelle CD 309 pour une emprise de 1010m² et de la parcelle CD 348 pour une emprise de 1588m² soit une superficie totale de 2598 m², propriétés du Département des Bouches-du-Rhône et sises sur la Commune de Bouc-Bel-Air, quartier des Chabauds, conformément au plan ci-joint.

Article 2 :

Est approuvée la constitution d'une servitude de passage et de tréfonds sur la parcelle CD 350, propriété du Département des Bouches-du-Rhône au profit des parcelles CD n°306, 307, 310, 309 et 348 telle qu'elle apparaît sur le plan ci-annexé.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tous les documents relatifs à cette acquisition et prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont pris en charge par la Métropole.

Article 5 :

Les crédits nécessaires à la signature des actes authentiques sont inscrits sur le budget SPED en section de Fonctionnement : nature 6227, fonction 7213, chapitre 011.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 491**Approbation de la mise à jour du règlement de collecte des déchets du Territoire du Pays d'Aix**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article R.2224-26 du Code général des collectivités territoriales, les règles relatives à la collecte des différentes catégories de déchets sont soumises à l'avis de l'organe délibérant de l'autorité compétente en matière de collecte des déchets et rendues opposables par un arrêté du Président de l'EPCI, ou le cas échéant du Maire pour les Communes s'étant opposées au transfert du pouvoir de police administrative spéciale en matière de déchets.

Ces règles sont fixées pour une durée de 6 années. Sur le Territoire du Pays d'Aix, ces règles sont fixées par un règlement de collecte adopté le 17 décembre 2015 qui arrive à échéance en fin d'année. Il est donc nécessaire pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aix de se prononcer à nouveau pour avis sur un règlement de collecte actualisé, repris par la suite selon l'état du transfert des pouvoirs de police administrative en la matière par arrêté de la Présidente de la Métropole et des Maires demeurés détenteurs de telles prérogatives.

Il est proposé au Conseil de Territoire du Pays d'Aix de donner un avis favorable à ce nouveau règlement de collecte, qui reprend majoritairement les règles fixées par le règlement de collecte de 2015, en actualisant celles-ci au regard des évolutions suivantes, d'ores et déjà délibérées dans leur principe.

1 – Evolution du nouveau règlement de collecte par rapport à la version approuvée en 2015

Au-delà de la prise en compte des évolutions structurelles de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (nombre de Communes, création de la Métropole), des évolutions réglementaires en matière de Prévention et de Gestion des Déchets, des différents documents cadres élaborés (Plan Régional, différents schémas et décisions du Conseil de la Métropole et du Conseil de Territoire), des adaptations techniques et organisationnelles des services de collecte (mise en place de nouvelles consignes de tri, généralisation du principe du BIFLUX, suppression des collectes en caissettes et de la collecte du verre au porte à porte,

adaptation du règlement intérieur des déchèteries de 2018, ...) depuis la dernière mise à jour du règlement de collecte en 2015, les principales évolutions sont détaillées ci-après.

1.1. – Prise d'acte de la suppression de l'exonération de TEOM pour non desserte

Par délibération n°FAG 008-808/16/CM du 19 septembre 2016, le Conseil de la Métropole a décidé de supprimer à compter du 1^{er} janvier 2017, sur l'ensemble du territoire de la Métropole, l'exonération de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères pour les locaux situés dans les parties du territoire métropolitain où ne fonctionne pas le service d'enlèvement des ordures.

Au sein du règlement de collecte actualisé, cette suppression d'ores et déjà actée sera, à titre informatif, traduite comme suit dans la nouvelle version du règlement de collecte de 2021 :

L'article II-5 du chapitre II du règlement de collecte est rédigé comme suit :

« La décision du Conseil de la Métropole du 19 septembre 2016 supprime les conditions d'exonération de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères pour les locaux situés dans les parties du territoire métropolitain où ne fonctionne pas le service d'enlèvement des ordures. »

1.2– Application du principe d'arrêt de la collecte des déchets des professionnels en Zones d'Activité Economique

Dans le cadre des axes du schéma Métropolitain de gestion des déchets, le Conseil de Territoire a décidé par délibération n° 2018-CT2-445 du 11 octobre 2018 d'une feuille de route pour l'établissement d'un règlement de collecte pour la gestion des Déchets d'Activité Économique.

Réglementairement, le service public gère les déchets des ménages (article L.224-13 du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Néanmoins le service public peut prendre en charge d'autres déchets et notamment les déchets des professionnels, s'ils ne requièrent pas la mise en œuvre de sujétions techniques particulières (L.2224-14 et R.2224-28 du CGCT). Ces déchets sont appelés les déchets ménagers assimilés (DMA).

Il revient à la collectivité compétente en matière de collecte des déchets d'apprécier l'existence de sujétions techniques particulières.

En l'occurrence et conformément à la motivation exposée dans la délibération du 11 octobre 2018 précitée, s'agissant des Zones d'Activité Economique, il a été constaté que :

Premièrement, les gisements de déchets présents au sein de celles-ci sont quasi exclusivement produits par des professionnels, de sorte que la collecte de ces zones implique la mise en œuvre de tournées de collecte, qui sont, de fait, quasi exclusivement

dédiées à la collecte de Déchets d'Activité Economique. L'affectation spécifique de moyens humains et matériels de collecte aux ZAE traduit donc une sujétion technique particulière.

Deuxièmement, le gisement de Déchets d'Activité Economique collectés au sein de ces zones se caractérise par la présence d'une forte proportion de déchets recyclables dont des catégories non systématiquement prises en charge par l'intermédiaire des filières de valorisation des collectes sélectives et de tri organisées, par le service public, à destination des ménages. Compte tenu, d'une part, du volume que représentent ces gisements, il en résulte un apport proportionnellement plus important que pour les déchets des ménages à destination des exutoires de traitement des déchets non recyclables utilisés par le Territoire (ISDnD de l'Arbois ou tout autre site) dont la capacité résiduelle est limitée ; d'autre part une inadéquation entre les catégories de déchets recyclables potentiellement présentés au service de collecte et les prestations de tri et filières de recyclages mises en œuvre pour les ménages. La collecte des apporteurs professionnels présente donc le caractère d'une sujétion technique particulière en ce qu'elle contribue fortement, à l'engorgement des exutoires pour les déchets non valorisables et/ou à des catégories de déchets recyclables non forcément compatibles avec la consigne de tri habituelle donnée aux ménages et dont le Territoire peut assurer le recyclage effectif.

Compte tenu de la mise en évidence de ces sujétions techniques particulières, le nouveau règlement de collecte reprend pour application le principe de l'arrêt du service public de collecte des producteurs de déchets qui ne sont pas des ménages sur les Zones d'Activité Economique du Pays d'Aix.

Les déchets des ménages ponctuellement présents au sein de ces Zones d'Activité Economique continuent toutefois à être collectés.

Au regard de cette évolution du service, les articles concernés du règlement de collecte existant ont été mis à jour via une note expliquant les modifications faites et effectives sur le Territoire du Pays d'Aix.

Comparativement à la version approuvée en 2015 et en application des délibérations n°2018_CT2_445 du 11 octobre 2018 et 2021_CT2_030 du 11 février 2021, la rédaction du règlement de collecte du Territoire du Pays d'Aix dans sa version 2021 évoluera comme suit :

- Il convient d'ajouter au chapitre V relatif « aux dispositions pour les déchets non pris en charge par le service public ou pris en charge en parallèle du service public », dans la liste en partie V.1. « Déchets non pris en charge par le service public » la mention suivante :

- « Déchets d'Activité Économique (DAE) situés dans les Zones d'Activité Économique (ZAE) annexées en XIII.6), »

- Il convient d'ajouter une annexe XIII.6. relative à la cartographie des limites des Zones d'Activité Économique (ZAE) où les DAE ne sont pas pris en charge par le service public depuis le 31/12/2019.

- « Annexe XIII.6. Cartographies ZAE_CT2 »

- Il convient d'ajouter en complément au chapitre IV relatif « aux déchets pris en compte dans le cadre du service public/filières de traitement et valorisation associées », en partie IV.6. « Déchets Ménagers et Assimilés » la mention figurant en gras ci-dessous :

« - Les DMA sont collectés *sauf dans les ZAE (annexées en XIII.6) avec les déchets ménagers à partir du moment où cette fraction ne nécessite aucune adaptation particulière de service. La filière d'élimination est identique à celle des déchets ménagers.* »

1.3 – Fixation à 6 000 litres hebdomadaires du seuil quantitatif maximal de desserte des producteurs de DAE en zone intermédiaire

La délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aix n°2018-CT2-445 du 11 octobre 2018 avait acté, en zone dite intermédiaire, le principe de la fixation à 6 000 litres par semaine la quantité maximale de déchets pouvant être prise en charge par le Service Public auprès d'un même producteur n'étant pas un ménage, conformément à la faculté donnée par l'article R.2224-26 du CGCT précité.

Le seuil quantitatif ci-avant rappelé a été fixé au regard des considérations suivantes :

- Il correspond, compte tenu du dimensionnement des tournées de collecte, de leur périodicité et de la capacité technique des moyens affectés sur les zones intermédiaires, à ce qu'il est matériellement possible de collecter à *maxima* auprès des producteurs privés sans dégrader la capacité de collecte des déchets des ménages, en restant dans des quantités prises en charge assimilables aux ménages, sauf à mobiliser des moyens techniques et humains supplémentaires, constitutifs d'une sujétion technique particulière.

- Une collecte quantitativement supérieure de ces déchets amènerait à mobiliser l'ISDnD de l'Arbois ou tout autre site, dédié au traitement des déchets non valorisables et, le cas échéant, les centres de tri pour la part des produits valorisables, pour des quantités ne correspondant pas à leur vocation, alors même que les capacités de traitement des déchets non valorisables notamment, sont réduites. Le niveau quantitatif de collecte retenu correspond donc à ce titre également à celui qu'il est possible de mettre en œuvre sans sujétions techniques particulières.

En conséquence de la fixation de ce seuil de collecte, les articles suivants du règlement approuvé en 2015 seront modifiés comme suit, pour intégrer la nouvelle version du règlement de collecte :

- 1) Il convient d'ajouter au chapitre V relatif « *aux dispositions pour les déchets non pris en charge par le service public ou pris en charge en parallèle du service public* », dans la liste en partie V.1. « *Déchets non pris en charge par le service public* », la mention :

- « *Déchets d'Activité Economique, pour une quantité supérieure à 6 000 litres par semaine pour les établissements situés en Zone Intermédiaire* ».

- 2) Il convient de préciser les contours des Zones INTERmédiaires (ZINTER). Les Zones Intermédiaires (ZINTER) correspondent aux zones du Territoire qui ne sont ni des Zones Urbaines Denses (ZUD) comme précisées au présent rapport ni des Zones d'Activité Economique (ZAE) comme précédemment définies par délibération n°2021_CT2_030 précitée. A cet effet, la cartographie des Zones Urbaines Denses (ZUD ou centre-ville) est ajoutée en annexe. Ainsi,

- Annexe XIII.7. Cartographie ZUD_CT2

- 3) Il convient d'ajouter en complément au chapitre IV relatif « *aux déchets pris en compte dans le cadre du service public/filières de traitement et valorisation associées* », en partie IV.6. « *Déchets Ménagers et Assimilés* » la mention suivante :

- « *En Zone Intermédiaire les Déchets Ménagers Assimilés sont collectés à partir du moment où cette action ne nécessite aucune adaptation technique du service et où les quantités présentées sont inférieures à 6 000 litres par semaine. Les déchets pris en charge sont donc assimilables en quantité et en qualité aux déchets des ménages. Les filières d'élimination restent identiques à celles des Déchets Ménagers* »

2.- Conditions de mise en œuvre

La version intégrale de la nouvelle version du règlement de collecte, intégrant les ajouts et modifications détaillés ci-dessus, sera :

- Pour les Communes du Territoire Pays d'Aix ayant vu leur Maire transférer son pouvoir de police administrative spéciale en matière de déchets à la Métropole, approuvée par arrêté de Madame la Présidente de la Métropole, lequel sera notifié aux Maires des Communes concernées ;

- notifiée, accompagnée de la présente délibération, à l'ensemble des Maires des Communes du Territoire du Pays d'Aix ayant conservé le pouvoir de police spéciale déchets pour être approuvée par ceux-ci par arrêté municipal.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de la santé publique ;
- Le Code pénal ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2011_A206 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 15 décembre 2011 relative à l'approbation du règlement de collecte des déchets ménagers ;
- La délibération n°2015_A351 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 17 décembre 2015 ;
- La délibération n°FAG 008-808/16/CM du 19 septembre 2016 du Conseil de la Métropole ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2018-CT2-445 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 octobre 2018 ;
- La délibération n°2021_CT2_030 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 février 2021 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 14 octobre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de mettre à jour le règlement de collecte suite aux modifications apportées aux règles applicables au service public d'élimination des déchets.

Délibère

Article 1 :

Il est donné un avis favorable sur l'évolution du Règlement de collecte des déchets ménagers du

Territoire du Pays d'Aix détaillé dans le rapport ci-avant.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est chargée de l'exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Madame la Présidente du Conseil de la Métropole, ou son représentant, approuvera par arrêté la nouvelle version du règlement de collecte du Territoire du Pays d'Aix, pour les Communes ayant transféré le pouvoir de police afférent à la réglementation de la gestion des déchets et en informera les communes concernées.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Environnement, cadre de vie, développement durable, déchets et cycle de l'eau - Cycle de l'eau et assainissement

2021 CT2 492

AVIS - Modification des statuts de la Régie des Eaux du Pays d'Aix pour l'extension du périmètre d'exploitation par l'intégration de la Commune de Vitrolles et de la station d'épuration intercommunale Coudoux, Velaux, Ventabren

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle

organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe ») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière d'eau et d'assainissement, ayant eu pour conséquence un transfert des compétences des communes à la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2018.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est, depuis cette date, en charge de la compétence eau potable et de la compétence assainissement des eaux usées sur l'ensemble de son territoire.

Par délibération n°DEA 008-4227/18/CM du 28 juin 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a créé, au 1er janvier 2019, une régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée « Régie des Eaux du Pays d'Aix » dont le siège est fixé à l'adresse suivante : 185, Avenue de Pérouse 13100 Aix-en-Provence.

La Régie a pour mission d'assurer le service public de la distribution d'eau potable sur le périmètre métropolitain défini comme suit :

- Aix-en-Provence,
- Gardanne,
- Saint-Marc-Jaumegarde,
- Saint-Paul-lez-Durance,
- Saint-Estève-Janson,
- Venelles.

Elle a également pour mission d'assurer le service de l'assainissement collectif sur le périmètre métropolitain défini comme suit :

- Aix-en-Provence,
- Châteauneuf-le-Rouge,
- Fuveau,
- Gardanne,
- Saint-Antonin-sur-Bayon,
- Saint-Marc-Jaumegarde,
- Saint-Paul-lez-Durance,
- Saint-Estève-Janson,
- Venelles.

Par ailleurs, la station d'épuration des eaux usées des Communes de Coudoux, Velaux et Ventabren est actuellement gérée dans le cadre d'une convention de délégation de service public passée par l'ancien Syndicat Intercommunal d'Assainissement Coudoux Ventabren (SIA) avec la société des Eaux de Marseille pour la gestion de la station d'épuration. Le contrat a pris effet le 1er novembre 2012, pour une échéance initialement prévue au 1er novembre 2020, portée jusqu'au 31 décembre 2021 par avenant n°1.

Suite à la dissolution du Syndicat Intercommunal d'Assainissement Coudoux Ventabren le 31 décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée dans ce contrat aux droits du syndicat.

De plus, les services publics de l'eau et de l'assainissement de Vitrolles sont actuellement gérés dans le cadre de deux conventions de délégation de service public :

- Une convention de délégation de service public passée par la Commune de Vitrolles avec la société des Eaux de Marseille pour la gestion du service d'eau potable. Le contrat a pris effet le 1er août 2014, pour une échéance prévue au 31 juillet 2022.
- Une convention de délégation de service public passée par la Commune de Vitrolles avec la Société d'Aménagement Urbain et Rural pour la gestion du service d'assainissement. Le contrat a pris effet le 1er août 2014, pour une échéance prévue au 31 juillet 2022.

Par ailleurs, dans le cadre de la fin des contrats de délégation de service public, une analyse juridique et financière sur les modes de gestion a été réalisée. Au regard de l'existence de la Régie des Eaux du Pays d'Aix sur le Territoire, une mutualisation des moyens permettra de maintenir la qualité du service rendu aux usagers tout en leur proposant une tarification financièrement avantageuse sur une facture moyenne annuelle de 120 m3.

Compte tenu de l'échéance des contrats de délégation de service public et de la cohérence à intégrer ces services à la Régie des Eaux du Pays d'Aix, il est proposé d'étendre le périmètre de la Régie d'une part, à la station d'épuration de Coudoux

Velaux Ventabren au 1^{er} janvier 2022, et d'autre part, à la Commune de Vitrolles au 1^{er} août 2022, et par conséquent de modifier ses statuts, notamment son article 2.

Enfin, compte tenu de l'extension du périmètre, le Conseil d'Administration, actuellement composé de 34 membres, sera composé au 1er janvier 2022 de 40 membres, répartis de la manière suivante :

- Représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence : 24 représentants
- Personnalités qualifiées : 16 personnalités es-qualités.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° DEA 008-4227/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 portant création de la Régie des Eaux du Pays d'Aix et désignation des membres du Conseil d'Administration ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la

- Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 8 novembre 2021 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 novembre 2021.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient, afin d'assurer l'épuration des eaux usées des Communes de Coudoux, Velaux et Ventabren, d'étendre le périmètre de la régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée « Régie des Eaux du Pays d'Aix » à compter du 1er janvier 2022.
- Qu'il convient, afin d'assurer le service public d'eau potable et le service public d'assainissement collectif de Vitrolles, d'étendre le périmètre de la régie dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée « Régie des Eaux du Pays d'Aix » à compter du 1er août 2022.
- Qu'il convient en conséquence d'approuver la modification des statuts de la Régie des Eaux du Pays d'Aix, ci-annexés.
- Qu'il convient d'adapter la composition du Conseil d'Administration à cette extension.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'extension du périmètre de la régie personnalisée à caractère industriel et commercial, dénommée « Régie des Eaux du Pays d'Aix », à la station d'épuration de Coudoux, Velaux et Ventabren au 1er janvier 2022.

Article 2 :

Est approuvée l'extension du périmètre de la régie personnalisée à caractère industriel et commercial, dénommée « Régie des Eaux du Pays d'Aix », à la Commune de Vitrolles pour les compétences eau potable et assainissement collectif au 1er août 2022.

Article 3 :

A compter du 1^{er} janvier 2022, le Conseil d'Administration de la Régie des Eaux du Pays d'Aix sera composé de 40 membres, dont 24 représentants de la Métropole et 16 personnes qualifiées.

Article 4 :

Sont approuvés les statuts de la Régie des Eaux du Pays d'Aix ci-annexés.

Article 5 :

Sont approuvées l'affectation des biens nécessaires à l'activité épuration des eaux usées de Coudoux,

Velaux et Ventabren au 1er janvier 2022 et à l'exercice des compétences eau potable et assainissement collectif de la commune de Vitrolles au 1er août 2022 ainsi que les opérations d'ordre non budgétaires y afférentes.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 493

AVIS - Approbation de l'avenant n°2 au contrat de délégation du service public d'eau potable de la Commune de La Roque d'Anthéron

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Suite à une procédure de publicité et de mise en concurrence conduite conformément aux articles L.1411-1 et R.1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales (ci-après CGCT), le contrat de délégation du service public de l'eau potable de la Commune de La Roque d'Anthéron a été attribué à la Société des Eaux de Marseille, pour une durée de 8 ans, avec prise d'effet au 1^{er} novembre 2012.

En application des dispositions des articles L. 5217-2 et L. 5218-1 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est vue transférer la compétence de ses Communes membres en matière d'eau potable et d'assainissement des eaux usées le 1^{er} janvier 2018.

Un avenant n°1, approuvé par le Conseil de la Métropole du 15 octobre 2020 et notifié au délégataire le 30 octobre 2020, a prolongé la durée du contrat de 14 mois, jusqu'au 31 décembre 2021, afin de permettre la réalisation d'études comparatives quant au choix du mode de gestion.

Ce choix se porte sur la délégation de service public. Le présent avenant a donc pour objet de prolonger l'exécution du contrat actuel de 12 mois, temps nécessaire à la Collectivité pour la passation d'un nouveau contrat de délégation de service public.

Le calendrier prévisionnel de la procédure est le suivant :

- Délibération sur le choix du mode de gestion : novembre 2021
- Lancement de la consultation : janvier 2022
- Retour des offres : avril 2022
- Négociation : juin 2022
- Attribution du contrat : septembre 2022
- Notification au titulaire : novembre 2022.

A ce délai de procédure, s'ajoute une période de tuilage d'un mois entre ancien et nouveau contrat pour assurer au mieux la continuité du service public.

Le nouveau contrat débutera au 1^{er} janvier 2023.

Dans ces conditions, il est nécessaire de prolonger le contrat d'une durée de 12 mois et de porter ainsi la fin du contrat au 31 décembre 2022.

Ces modifications apportées au contrat n'ont pas d'impact sur le prix de l'eau.

Le Compte d'exploitation prévisionnel du contrat est modifié en ce sens.

La prolongation du contrat avec l'avenant 2 a pour incidence financière une augmentation des produits sur la durée du contrat de 11,07 %, soit les deux avenants cumulés 27,55 %, équivalent à 867 597,48 €.

Ce rapport n'a aucune incidence financière pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de la commande publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de concession de délégation du service public d'eau potable de la Commune de La Roque d'Anthéron conclu avec la Société des Eaux de Marseille ;
- L'avenant n°1 approuvé par délibération n°TCM 011-8716/20/CM du Conseil de la Métropole du 15 octobre 2020 ;
- L'avis de la Commission Concession du 21 octobre 2021 ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 novembre 2021.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de prolonger le contrat de délégation du service public de l'eau potable de la Commune de La Roque d'Anthéron d'une durée de 12 mois et d'approuver à cette fin le projet d'avenant n°2 ci-annexé.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'avenant n°2 ci-annexé au contrat de délégation du service public d'eau potable de la Commune de la Roque d'Anthéron conclu avec la Société des Eaux de Marseille ainsi que ses annexes : Compte Prévisionnel d'Exploitation, Programme de Renouvellement et Programme d'investigations patrimoniales.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y afférentes.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021_CT2_494

AVIS - Approbation de l'avenant n°2 au contrat de délégation du service public d'assainissement de la Commune de La Roque d'Anthéron

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Suite à une procédure de publicité et de mise en concurrence conduite conformément aux articles L.1411-1 et R.1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales (ci-après CGCT), le contrat de délégation du service public de l'assainissement de la Commune de La Roque d'Anthéron a été attribué à la Société des Eaux de Marseille, pour une durée de 8 ans, avec prise d'effet au 1^{er} novembre 2012.

En application des dispositions des articles L. 5217-2 et L. 5218-1 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est vue transférer la compétence de ses Communes membres en matière d'eau potable et d'assainissement des eaux usées le 1^{er} janvier 2018.

Un avenant n°1, approuvé par le Conseil de la Métropole du 15 octobre 2020 et notifié au délégataire le 30 octobre 2020, a prolongé la durée du contrat de 14 mois, jusqu'au 31 décembre 2021, afin de permettre la réalisation d'études comparatives quant au choix du mode de gestion.

Ce choix se porte sur la délégation de service public. Le présent avenant a donc pour objet de prolonger l'exécution du contrat actuel de 12 mois, temps nécessaire à la Collectivité pour la passation d'un nouveau contrat de délégation de service public.

Le calendrier prévisionnel de la procédure est le suivant :

- Délibération sur le choix du mode de gestion : novembre 2021
- Lancement de la consultation : janvier 2022
- Retour des offres : avril 2022
- Négociation : juin 2022
- Attribution du contrat : septembre 2022
- Notification au titulaire : novembre 2022.

A ce délai de procédure, s'ajoute une période de tuilage d'un mois entre ancien et nouveau contrat pour assurer au mieux la continuité du service public.

Le nouveau contrat débutera au 1^{er} janvier 2023.

Dans ces conditions, il est nécessaire de prolonger le contrat d'une durée de 12 mois et de porter ainsi la fin du contrat au 31 décembre 2022.

Ces modifications apportées au contrat n'ont pas d'impact sur le prix de l'eau.

Le compte d'exploitation prévisionnel du contrat est modifié en ce sens.

La prolongation du contrat avec l'avenant 2 a pour incidence financière une augmentation des produits sur la durée du contrat de 11,05 %, soit les deux avenants cumulés 27,50 %, équivalent à 726 124,10 €.

Ce rapport n'a aucune incidence financière pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de délégation du service public d'assainissement de la commune de La Roque d'Anthéron ;
- L'avenant n°1 approuvé par délibération n°TCM 012-8717/20/CM du Conseil de la Métropole du 15 octobre 2020 ;
- L'avis de la Commission Concession du 21 octobre 2021 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 novembre 2021.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de prolonger le contrat de délégation du service public d'assainissement de la commune de La Roque d'Anthéron d'une durée de 12 mois et d'approuver à cette fin le projet d'avenant n°2 ci-annexé.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'avenant n°2 ci-annexé au contrat de délégation du service public d'assainissement de la commune de la Roque d'Anthéron conclu avec la Société des Eaux de Marseille ainsi que ses annexes : Compte Prévisionnel d'Exploitation et Programme de Renouvellement.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y afférentes.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 495**AVIS - Approbation du principe d'une délégation de service public de l'eau potable et de l'assainissement sur la Commune de La Roque d'Anthéron**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par contrats de délégation qui ont pris effet le 1^{er} novembre 2012, la commune de la Roque d'Anthéron a confié la gestion de ses services publics d'eau potable et d'assainissement à la Société des Eaux de Marseille, pour une durée de 8 ans. Ces contrats ont été prolongés par avenants et arriveront à échéance le 31 décembre 2022.

En application des dispositions des articles L. 5217-2 et L. 5218-1 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est vue transférer la compétence de ses communes membres en matière d'eau potable et d'assainissement des eaux usées le 1^{er} janvier 2018.

Suite au transfert de compétences, le Conseil de Métropole est libre de décider du mode de gestion qu'il estime le plus approprié pour la gestion de ces services publics.

Dans cette perspective, la Métropole a confié à un groupement de sociétés la réalisation d'une étude comparative des différents modes de gestion des services de l'eau potable et de l'assainissement public sur le territoire de la commune de la Roque d'Anthéron.

A l'issue de cette étude, un contrat de concession des deux services publics réunis en un seul service mutualisé de l'eau et de l'assainissement public

apparaît comme le mode de gestion le plus adapté à répondre aux attentes et aux besoins du Conseil de Territoire du Pays d'Aix et de la Métropole.

En outre, le contrat de concession intégrera la réalisation de travaux concessifs afin de renouveler le patrimoine et garantir ainsi la continuité des services d'eau et d'assainissement et leur impact sanitaire et environnemental.

Cette analyse, ainsi que les caractéristiques des prestations que devra assurer le futur délégataire sont présentées dans le rapport ci-annexé, tel que prévu par l'article L. 1411-4 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Conformément à la lecture combinée de cette disposition et de celle de l'article L.1413-1 du CGCT, la

Métropole a soumis au préalable ce rapport à la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de délégation de service public concernant l'exploitation du service public d'eau potable approuvé et ses avenants ;
- Le contrat de délégation de service public concernant l'exploitation du service public d'assainissement approuvé et ses avenants ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 15 novembre 2021 ;
- Le rapport de présentation joint en annexe explicitant les modes de gestion envisageables, les raisons du choix de la délégation de service public et décrivant les caractéristiques des principales missions demandées au délégataire.

Où le rapport ci-dessus,**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,****Considérant**

- Qu'il est nécessaire d'assurer la continuité des services publics de l'eau et de l'assainissement sur le territoire de la commune de la Roque d'Anthéron ;
- Que le recours à une gestion déléguée des services publics de l'eau potable et de l'assainissement, sous la forme d'un contrat de concession regroupant les deux services, est le mode de gestion le mieux approprié pour le territoire de la commune de la Roque d'Anthéron ;
- Que le patrimoine des services d'eau et 66d'assainissement nécessite un renouvellement qui sera en partie intégré au contrat de concession.

Délibère**Article 1 :**

Est approuvé le principe d'une délégation de service public sous la forme d'un contrat de concession comme mode de gestion des services publics de l'eau potable et de l'assainissement sur le territoire de la commune de la Roque d'Anthéron.

Article 2 :

Est approuvé le principe de regrouper les services publics de l'eau potable et de l'assainissement dans un seul contrat de concession qui prendra effet au 1^{er} janvier 2023.

Article 3 :

Sont approuvées les caractéristiques principales des prestations demandées au délégataire telles que décrites dans le rapport de présentation annexé.

Article 4 :

Le contrat d'affermage prendra effet au 1^{er} janvier 2023 et aura une durée de 15 ans.

Article 5 :

Le contrat d'affermage comprendra la réalisation de travaux concessifs dont le montant total est estimé à 3 500 000 €.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisée à engager et à conduire à son terme la procédure de consultation telle que prévue aux articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ainsi qu'aux dispositions du Code de la Commande Publique.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 496

AVIS - Approbation de l'avenant n°1 au contrat de délégation du service public d'assainissement collectif de la Commune de Meyrargues

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Suite à une procédure de publicité et de mise en concurrence conduite conformément aux articles L.1411-1 et R.1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales (ci-après CGCT), le contrat de délégation du service public de l'assainissement collectif de la Commune de Meyrargues a été attribué à la Société des Eaux de Marseille pour une durée de 12 ans, avec prise d'effet au 1^{er} janvier 2016.

En application des dispositions des articles L. 5217-2 et L. 5218-1 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est vue transférer la compétence de ses Communes membres en matière d'eau potable et d'assainissement des eaux usées le 1^{er} janvier 2018.

Conformément à l'article 40 du contrat, une révision des rémunérations du délégataire doit être engagée, afin de tenir compte de la prise en charge d'un nouvel ouvrage mis en service en 2018 : le poste de relevage de Coudourousse et ses réseaux associés.

Le présent avenant a dès lors pour objet d'intégrer les charges d'exploitation générées par l'intégration de cet ouvrage. Les charges sont constituées de charges de personnel ; énergie électrique ; entretien des ouvrages ; hydrocurage ; transport et traitement des déchets ; poste et télécommunications ; renouvellement électromécanique et charges de structure.

Par ailleurs, l'engagement contractuel de curage préventif du réseau, prévu à l'article 25.2 du contrat à hauteur de 15 % du linéaire du réseau gravitaire, sera réduit à 12 %, en raison d'une augmentation du linéaire de réseau neuf. En effet, le linéaire total de réseau d'eaux usées de la commune a évolué de 28,7 % entre 2016 et 2020.

Ces modifications apportées au contrat ont pour conséquence, à compter de la notification de l'avenant et jusqu'à la fin du contrat, le 31 décembre 2027, une augmentation de la part délégataire du prix de l'eau, pour sa partie proportionnelle, pour compenser les nouvelles charges d'exploitation.

Pour l'ensemble des abonnés, la part proportionnelle aux volumes consommés passe de : 0,9980 € HT/m³ à 1,0531 € HT/m³, soit + 5,52 %.

Impact sur une facture d'assainissement type INSEE de 120 m³, base des tarifs au 1^{er} janvier 2021 :
Avant avenant : 190,50 € TTC ;
Après avenant : 206,60 € TTC, soit une augmentation de 16,10 €, ce qui représente + 8,45 %.

Impact sur une facture d'eau (parts eau et assainissement) type INSEE de 120 m³, base des tarifs au 1^{er} janvier 2021 :
Avant avenant : 360,54 € TTC ;
Après avenant : 376,64 € TTC, soit une augmentation de 16,10 €, ce qui représente + 4,47 %.

Le compte d'exploitation prévisionnel du contrat est modifié en ce sens.

L'évolution des charges et du prix de l'eau a pour incidence financière une augmentation des produits sur la durée du contrat de 2,63 %, soit 43 141 €.

Conformément à l'article R 3135-8 du Code de la Commande Publique qui prévoit qu'un contrat de concession peut être modifié si le montant des modifications est inférieur à 10 % du montant du contrat de concession initial, le présent avenant peut régulièrement être conclu.

Ce rapport n'a aucune incidence financière pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de la commande publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de délégation du service public

d'assainissement collectif – Commune de Meyrargues ;

- L'avis de la Commission Concession du 9 novembre 2021 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 novembre 2021.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire, suite à l'intégration dans le patrimoine délégué du poste de relevage de Coudourousse et des réseaux associés, de prendre en compte des charges d'exploitation supplémentaires jusqu'à la fin du contrat, pour assurer l'exploitation, la maintenance et le renouvellement du matériel défaillant et d'approuver à cette fin un avenant au contrat de délégation du service public d'assainissement collectif de la Commune de Meyrargues.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'avenant n°1 ci-annexé au contrat de délégation du service public d'assainissement collectif de la Commune de Meyrargues conclu avec la Société des Eaux de Marseille, ainsi que ses annexes : Compte Prévisionnel d'Exploitation, Inventaire des biens et Plan de renouvellement patrimonial.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y afférentes.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 497**AVIS - Approbation de l'avenant n°1 au contrat de délégation du service public d'assainissement de la Commune de Peyrolles-en-Provence**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Suite à une procédure de publicité et de mise en concurrence conduite conformément aux articles L.1411-1 et R.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, le contrat de délégation a été attribué à la Société des Eaux de Marseille pour une durée de 12 ans, avec prise d'effet au 1^{er} juillet 2013.

En application des dispositions des articles L. 5217-2 et L. 5218-1 du CGCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est vue transférer la compétence de ses communes membres en matière d'eau potable et d'assainissement des eaux usées le 1^{er} janvier 2018.

Conformément à l'article 63 du contrat, une révision des rémunérations du délégataire doit être engagée, afin de tenir compte de la prise en charge de nouveaux ouvrages intégrés en 2015 : les postes de relevage de la Regagnade et de Bastide Blanche. Ces ouvrages ont été transférés dans un état de vétusté avancée, ne permettant pas leur exploitation dans des conditions normales.

Le présent avenant a dès lors pour objet d'intégrer les charges d'exploitation générées par l'intégration de ces ouvrages. Les charges sont constituées de charges de personnel ; énergie électrique ; sous-traitance ; hydrocurage ; renouvellement électromécanique et travaux de mise à niveau des ouvrages.

Ces modifications apportées au contrat ont pour conséquence, à compter de la notification de l'avenant et jusqu'à la fin du contrat, le 30 juin 2025, une augmentation de la part délégataire du prix de l'eau, pour sa partie proportionnelle, pour compenser les nouvelles charges d'exploitation.

Pour l'ensemble des abonnés, la part proportionnelle aux volumes consommés passe de 1,3200 € HT/m³ à 1,4068 € HT/m³, soit + 6,58 %.

Impact sur une facture d'assainissement type INSEE de 120 m³, base des tarifs au 1^{er} janvier 2021 :

Avant avenant : 215,16 € TTC.

Après avenant : 234,03 € TTC, soit une augmentation de 18,87 €, ce qui représente + 8,77 %.

Impact sur une facture d'eau (parts eau et assainissement) type INSEE de 120 m³, base des tarifs au 1^{er} janvier 2021 :

Avant avenant : 421,58 € TTC.

Après avenant : 440,45 € TTC, soit une augmentation de 18,87 €, ce qui représente + 4,48 %.

Le compte d'exploitation prévisionnel du contrat est modifié en ce sens.

L'évolution des charges et du prix de l'eau a pour incidence financière une augmentation des produits sur la durée du contrat de 2,71 %, soit 95 822 €.

Conformément à l'article R 3135-8 du Code de la Commande Publique qui prévoit qu'un contrat de concession peut être modifié si le montant des modifications est inférieur à 10 % du montant du contrat de concession initial, le présent avenant peut régulièrement être conclu.

Ce rapport a une incidence financière pour la Métropole Aix-Marseille-Provence. En effet, les travaux de mise à niveau des ouvrages vétustes seront réalisés par le délégataire à la charge de la Métropole. Un montant de 34 887,07 € est alloué à ces travaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat de délégation du service public d'assainissement – Commune de Peyrolles-en-Provence ;
- L'avis de la Commission Concession du 9 novembre 2021 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 novembre 2021.

Où le rapport ci-dessus**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,****Considérant**

- Qu'il est nécessaire de prendre en compte des charges d'exploitation supplémentaires jusqu'à la fin du contrat, pour assurer l'exploitation, la maintenance et le renouvellement du matériel défectueux ;
- Qu'il est nécessaire de réaliser des travaux de mise à niveau sur les deux nouveaux ouvrages pour assurer leur exploitation dans des conditions correctes ;

- Que ces dispositions proposées nécessitent l'approbation d'un avenant au contrat de délégation du service public d'assainissement de la Commune de Peyrolles-en-Provence.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'avenant n°1 ci-annexé au contrat de délégation du service public d'assainissement de la Commune de Peyrolles-en-Provence conclu avec la Société des Eaux de Marseille, ainsi que ses annexes : Compte Prévisionnel d'Exploitation et Inventaire des biens.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y afférentes.

Article 3 :

Les crédits nécessaires au financement des travaux sont inscrits sur le budget annexe Assainissement - Territoire du Pays d'Aix, section d'Investissement : opération budgétaire 2019200100, nature 21532.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 498

Validation du programme de travaux relatif à la réhabilitation du réseau d'eaux usées, avenue d'Aix sur la Commune de Puyloubier

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Suite à un diagnostic du réseau public de collecte des eaux usées desservant l'avenue d'Aix, sur la

Commune de Puyloubier, il a été repéré des problèmes structurels et d'étanchéité du réseau.

Une 1^{ère} phase de travaux a été réalisée en 2020 sur un tronçon prioritaire, et a consisté au gainage du collecteur sur 280 mètres.

Une 2^{de} phase de travaux porte cette fois sur la réhabilitation des regards de visite et de quelques branchements identifiés comme problématiques pour un montant de 61 800,00€TTC.

A titre d'information, le plan de financement prévisionnel de cette 2^{de} phase d'opération est le suivant :

Compétence eaux usées – 2^{de} phase d'opération : financement externe : Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse – « Contrat Métropolitain »

ORGANISMES	MONTANTS
Financement externe	
Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse - Programme de financement « Contrat Métropolitain » (30% du montant €HT)	15.450 €
Autofinancement	
Métropole Aix-Marseille-Provence	46.350 €
TOTAL TTC	61.800 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 14 octobre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la 2^{de} phase du programme de travaux de réhabilitation du réseau public d'eaux usées, Avenue d'Aix, sur la Commune de Puyloubier (réhabilitation des

regards de visite et branchements) afin de permettre l'obtention de financements sur la réalisation de ces travaux.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la 2^{de} phase du programme de travaux de réhabilitation du réseau public d'eaux usées de la Commune de Puyloubier (réhabilitation des regards de visite et branchements).

L'enveloppe financière prévisionnelle est estimée à 61.800,00€TTC.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer tous documents relatifs à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Assainissement – Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 2019200100, nature 21532.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 499

Approbation d'un programme d'études de diagnostics relatif à l'intrusion des Eaux Claires Parasites dans les réseaux d'eaux usées sur le Territoire du Pays d'Aix

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La vétusté et la mauvaise conception de certains réseaux d'eaux usées permettent aux eaux claires parasites de pénétrer dans ceux-ci. Elles peuvent

provenir d'infiltration de la nappe : eaux claires parasites permanentes (ECP) ou bien du ruissellement des voiries et toitures eaux claires parasites météoriques (ECPM).

Cette problématique d'eaux claires parasites est sérieuse, car celles-ci surchargent les canalisations et les stations d'épuration, qui ne sont pas dimensionnées pour les transporter et les traiter. S'en suivent alors des dysfonctionnements tels que le débordement des réseaux ou encore le mauvais traitement des effluents, mettant en défaut la conformité réglementaire des systèmes d'assainissement et pouvant avoir des conséquences sanitaires ou environnementales.

Les diagnostics et schémas directeurs doivent permettre d'identifier ces dysfonctionnements et leur origine, et proposer des solutions permettant d'y remédier. Toutefois, ces études peuvent parfois manquer de précision. Il est donc essentiel de se donner la possibilité de lancer des diagnostics et investigations complémentaires sur les réseaux présentant des problématiques non-identifiées à travers les études antérieures, dans l'objectif de définir les opérations de travaux pouvant permettre leur résorption.

Ces investigations complémentaires seront réalisées prioritairement sur les communes les plus touchées par la problématique d'eaux claires parasites, mais elles pourront également être engagées de manière plus ponctuelle sur des secteurs présentant des dysfonctionnements et sur lesquels la connaissance est limitée.

Ces investigations complémentaires prendront en particulier la forme des prestations suivantes :

- Sectorisations nocturnes ;
- Inspections télévisées des réseaux ;
- Tests à la fumée ;
- Tests au colorant.

Le montant total prévisionnel du programme de diagnostics et d'investigations complémentaires ainsi prévu, pour la recherche des anomalies responsables des infiltrations d'eaux claires parasites, s'élève à 350.000,00 €HT, à engager en plusieurs opérations jusqu'en 2023.

À titre d'information, le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES	MONTANTS
Financement externe	
Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse Contrat Métropolitain (50% du montant HT de l'opération)	175 000
Auto-financement	
Métropole Aix-Marseille-Provence	245 000
TOTAL TTC	420 000

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 14 octobre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver le programme d'études de diagnostics relatif à l'intrusion des Eaux Claires Parasites dans les réseaux d'eaux usées sur le Territoire du Pays d'Aix.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme d'études de diagnostics relatif à l'intrusion des eaux claires parasites dans les réseaux d'eaux usées sur le Territoire du Pays d'Aix.

L'enveloppe financière prévisionnelle est estimée à 420.000,00€TTC.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer tous documents relatifs à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Assainissement – Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 2019200100, nature 2031.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 500

Approbation du programme de travaux relatif aux opérations de réduction des eaux claires parasites dans le réseau d'eaux usées sur la Commune de Bouc Bel Air et abrogation de la délibération n°2021_CT2_260 du 27 mai 2021

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le système d'assainissement de Bouc-Bel-Air a été déclaré en 2019 non-conforme localement par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM), en raison d'un nombre de déversements anormalement élevé sur le réseau de collecte.

De fait, en vue de pallier cette problématique et de retrouver la conformité réglementaire sur le système de collecte de Bouc-Bel-Air, le Territoire du Pays d'Aix s'est donné pour objectif de réduire les infiltrations d'eaux claires parasites dans le réseau d'eaux usées.

Pour ce faire, des travaux de réhabilitation des réseaux en plusieurs endroits de la Commune, doivent être réalisés sur les canalisations les plus sensibles aux infiltrations de nappe :

- Chemisage de canalisations et branchements ;
- Reprise d'étanchéité de regards et boîtes de branchement ;
- Réhabilitation de branchements pénétrants ou mal scellés.

En conséquence de l'extension des périmètres de travaux, le montant total prévisionnel du programme de travaux ainsi prévu pour la réduction des eaux claires parasites, s'élève désormais à 800 000 € HT, à engager en plusieurs tranches jusqu'en 2023.

À titre d'information, le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES	MONTANTS
Financement externe :	
Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse Contrat Métropolitain (30% de l'assiette de 700 000 €HT retenue par l'AE)	210 000
Autofinancement	
Métropole Aix-Marseille-Provence	750 000
TOTAL TTC	960 000

Cette délibération vise à approuver le programme de travaux global pour la réduction des eaux claires parasites permanentes sur le réseau d'eaux usées de la Commune de Bouc-Bel-Air et à abroger la délibération n°2021_CT2_260 du 27 mai 2021 qui portait sur un programme plus réduit de réhabilitation du réseau d'eaux usées limité à quelques rues de la Commune pour un montant de 225 000 € HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 14 octobre 2021.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver le programme de travaux relatifs aux opérations de réduction des eaux claires parasites dans le réseau d'eaux usées sur la Commune de Bouc Bel Air, et d'abroger la délibération n°2021_CT2_260 du 27 mai 2021.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n°2021_CT2_260 du Conseil de Territoire du 27 mai 2021.

Article 2 :

Est approuvé le programme de travaux relatif aux opérations de réduction des eaux claires parasites dans le réseau d'eaux usées de la Commune de Bouc-Bel-Air.

L'enveloppe financière prévisionnelle est estimée à 960.000,00 € TTC.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer tous documents relatifs à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Assainissement – Territoire du Pays d'Aix en section d'Investissement : opération budgétaire 2019200100, nature 21532.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 501

Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation par la Commune de Venelles de travaux de restructuration du réseau pluvial dans le cadre de l'aménagement du boulevard de la Grande Bégude

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1^{er} janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la Commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux de voirie, lesquels demeurent de la compétence de la Commune jusqu'au 31 décembre 2022, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la Commune.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L.2422-12 du Code de la commande publique.

En application de cette convention, la Commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celle-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe de ladite convention.

C'est ainsi que la Commune de Venelles souhaite entreprendre dès la fin 2022, la requalification de la voirie de l'avenue de la Grande Bégude avec notamment une première tranche de travaux au droit du pôle culturel et la poursuite du programme sur les exercices 2023 et 2024.

La mise en œuvre de ces aménagements nécessite préalablement la réfection du réseau d'eaux pluviales existant. En effet, le réseau existant a une capacité limitée et déborde lors de pluies fréquentes. Le réseau pluvial sera dilaté sur un linéaire de 800m avec la pose de canalisations de diamètre variant entre 600 et 1200mm. Cette dilatation s'accompagnera d'un aménagement pour optimiser le fonctionnement de l'ouvrage de rétention les Tournesols.

Les études et travaux pour cette opération ont été estimés à 834.000,00€TTC.

A titre d'information, le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES	MONTANTS
Financement externe	
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône Plan Partenarial (80% du montant HT)	556.000,00
Auto-financement	
Métropole Aix-Marseille-Provence	278.000,00
TOTAL TTC:	834.000,00

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Conseil de Territoire la conclusion d'une convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour des travaux de restructuration du réseau pluvial dans le cadre de l'aménagement du boulevard de la Grande Bégude sur la Commune de Venelles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 14 octobre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la conclusion d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à la réalisation, par la Commune de Venelles, de travaux de restructuration du réseau pluvial dans le cadre de l'aménagement du boulevard de la Grande Bégude.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, ci-annexée, pour la réalisation, par la Commune de Venelles, de travaux de restructuration du réseau pluvial dans le cadre de l'aménagement du boulevard de la Grande Bégude.

Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à 834.000,00€TTC.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions y concourant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581182909, nature 2151, fonction 734, autorisation de programme DI909.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 502

Approbation de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation de travaux pluviaux sur la Commune de Gardanne – Programme 2022

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

L'article L.5218-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les Communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Elle est donc, à compter de cette date, en charge de la compétence en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, sur l'ensemble de son territoire, ce transfert s'étant accompagné du transfert de maîtrise d'ouvrage sur un ensemble d'opérations en cours et rattachées à cette compétence.

Toutefois, les Communes ont conservé certains services techniques transversaux qui se trouvaient en charge du suivi de ces opérations.

Ainsi, dans un souci de conduite optimale des opérations de travaux, il apparaît souhaitable que les

Communes poursuivent l'accompagnement de certaines opérations.

A cette fin, les articles L.2422-5 à 11 du livre IV du Code de la commande publique relatifs à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, permettent au maître d'ouvrage de confier par convention de mandat certaines des attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole à une Commune membre.

En application de cette convention, la Commune assumera la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celle-ci et acquittera, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe de ladite convention.

Ainsi, en 2022, la Commune de Gardanne va engager sous mandat de la Métropole des travaux sur le réseau pluvial qui ont pour objet le busage d'un fossé avec une canalisation de diamètre 500mm, localisés avenue Sainte-Victoire. Ces travaux vont permettre d'une part, de consolider la chaussée et d'assurer la sécurité des usagers en évitant tout effondrement ou affaissement partiel de rives, et d'autre part, de permettre un meilleur écoulement et une meilleure évacuation des eaux de pluie. Enfin, ces travaux permettront d'harmoniser l'ensemble des aménagements de l'avenue Sainte-Victoire.

L'enveloppe financière prévisionnelle arrêtée pour ces travaux est estimée à 133.333,33€HT soit 160.000,00€TTC.

A titre d'information, le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES	MONTANTS
Financement externe	
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône Plan Partenarial (80% du montant HT de l'opération)	106 966,67
Autofinancement	
Métropole Aix-Marseille-Provence	53 333,33
TOTAL TTC	160 000,00

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Conseil de Territoire la conclusion d'une nouvelle convention de maîtrise d'ouvrage déléguée au bénéfice de la Commune de Gardanne au titre de la compétence Eaux Pluviales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 14 octobre 2022.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la conclusion d'une nouvelle convention de maîtrise d'ouvrage déléguée au bénéfice de la Commune de Gardanne au titre de la compétence Eaux Pluviales.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, ci-annexée, pour la réalisation par la Commune de Gardanne, de travaux pluviaux.

Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à 160.000 € TTC.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et à prendre toutes dispositions y concourant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581182909 nature 4581, fonction 734, autorisation de programme DI909.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 503

Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation, par la Commune de Pertuis, de travaux d'aménagement du réseau d'eaux pluviales dans le cadre de la requalification du chemin Val Joanis

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRE.

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'eau potable et d'assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, depuis le 1^{er} janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer, depuis cette date, à la Commune pour l'exécution des opérations de travaux depuis le jour du transfert de compétence en matière d'eau, d'assainissement et d'assainissement pluvial.

Toutefois, dès lors que la réalisation de ces opérations implique notamment la réalisation de travaux de voirie, lesquels demeurent de la compétence de la Commune jusqu'au 31 décembre 2022, l'exécution de ces opérations est caractérisée par une situation de maîtrise d'ouvrage conjointe entre la Métropole et la Commune.

Cette dévolution prend la forme d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L.2422-12 du Code de la commande publique.

En application de cette convention, la Commune assume la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celle-ci et acquitte, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à la réalisation de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe de ladite convention.

C'est ainsi que la Commune de Pertuis, dans le cadre de l'implantation sur son territoire du collège privé « OGEC notre Dame », va élargir le Chemin de Val

Joanis, créer un parking, un dépose minute, un quai bus et mettre en place des équipements hydrauliques spécifiques à son projet.

La mise en œuvre de ces aménagements nécessite la création d'un réseau pluvial chemin de Val de Joanis inexistant aujourd'hui. Un réseau de diamètre 800 mm sera posé sur un linéaire de 300 m environ.

Les études et travaux pour cette opération ont été estimés à 90.000,00€TTC.

A titre d'information, le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES	MONTANTS
Financement externe	
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône Plan Partenarial	60 000,00
Autofinancement	
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 000,00
TOTAL TTC	90 000,00

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Conseil de Territoire la conclusion d'une nouvelle convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage pour des travaux d'aménagement du réseau d'eaux pluviales dans le cadre de la requalification du chemin Val Joanis.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,
Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 14 octobre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la conclusion d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative aux travaux d'aménagement du réseau d'eaux pluviales dans le cadre de la requalification du chemin Val Joanis.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, ci-annexée, pour la réalisation par la Commune de Pertuis de travaux d'aménagement du réseau d'eaux pluviales dans le cadre de la requalification du chemin Val Joanis.

Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à 90.000,00€TTC.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions y concourant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section d'investissement : opération budgétaire 4581182909 nature 4581, fonction 734 autorisation de programme DI909.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 504

Constitution d'une servitude de passage en tréfonds pour le réseau d'eau potable – Plateforme logistique LOSTE sise chemin des Trois Francs sur la Commune de Peyrolles-en-Provence – Parcelle AA0036

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La société LOSTE TRADI-FRANCE a déposé une demande de permis de construire n° PC 013 074 20 M0036 en 2020 au service urbanisme de la Commune de Peyrolles-en-Provence, pour la création d'une plateforme logistique, sise chemin des

Trois Francs. La parcelle AA0036 objet de ce permis, était traversée du nord au sud par une conduite publique d'eau potable, dont la présence bloquait la construction de l'entrepôt projeté.

Après discussions entre la société LOSTE TRADI-FRANCE, la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays d'Aix et la Société des Eaux de Marseille (délégataire du service public d'eau potable sur la Commune de Peyrolles-en-Provence), il a été convenu pour ne pas retarder les travaux de la société LOSTE TRADI-France, que celle-ci porte les travaux de dévoiement de cette conduite au sein de sa parcelle, afin de la sortir de l'emprise du futur entrepôt.

L'engagement de la société LOSTE TRADI-FRANCE à porter ces travaux de dévoiement, selon les préconisations techniques de la Métropole et de la SEM, a été entériné par un courrier de son Responsable Technique et Travaux, en date du 20 avril 2021.

Les travaux de dévoiement ont été réalisés dans les règles de l'art et dans le respect des préconisations de la Métropole et de la SEM. La canalisation a par ailleurs été réceptionnée et mise en service par la SEM au mois d'août 2021. Le plan de celle-ci est annexé au présent rapport.

Une servitude de passage en tréfonds doit être constituée pour la canalisation sur la parcelle AA0036. La Métropole Territoire du Pays d'Aix souhaite une largeur d'occupation du tréfonds de 3 mètres (soit 1,5 mètre de chaque côté de la canalisation), et que ses agents et engins, ceux de son délégataire de service public d'eau potable, et ceux de tous leurs représentants, aient accès à la canalisation et aux ouvrages qui lui sont liés (vannes, ventouses, vidanges) pour leur entretien et leur réparation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement, déchets et cycle de l'eau du 14 octobre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de constituer une servitude de passage de canalisation pour un réseau d'eau potable et ses organes, sur la parcelle AA0036, propriété de LOSTE TRADI-FRANCE, au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la constitution d'une servitude de passage de canalisation pour un réseau d'eau potable et ses organes, sur la parcelle AA0036, propriété de LOSTE TRADI-FRANCE, au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays d'Aix, pour une largeur de 1,5 mètre de part et d'autre de l'axe de la canalisation, comprenant une zone *non aedificandi* et un droit de passage pour l'entretien, la réparation et le remplacement du réseau, telle qu'elle apparaît sur le plan ci-annexé.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer tous documents relatifs à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont pris en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays d'Aix.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le Budget Annexe de l'Eau – Territoire du Pays d'Aix en section d'investissement : opération budgétaire 2019 200 000, nature 21531.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Politique culturelle et sportive - Sports

2021_CT2_505

AVIS - Budget Principal – Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la révision de l'opération d'investissement « Travaux du lac de Peyrolles » et de son affectation

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°FAG 062-3081/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de la création d'une Autorisation de Programme relative aux travaux du lac de Peyrolles.

Les autorisations de programme correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées, ou à des subventions d'équipement versées à des tiers. Les articles L.2311-3 et R.2311-9 du Code général des collectivités territoriales précisent que la section d'investissement du budget peut comprendre des autorisations de programme.

Celles-ci constituent la limite supérieure des engagements juridiques pluriannuels qui peuvent être pris. Elles demeurent valables jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation et peuvent être révisées.

L'opération d'investissement « Travaux du Lac de Peyrolles » a pour objet de permettre de procéder à toutes les dépenses nécessaires pour maintenir ce site très sollicité (4 000 personnes / jour l'été) en bon état de fonctionnement.

Pour ce faire, il est indispensable de renouveler le petit matériel (poubelles, tables de pique-nique, outillage, Karcher, engins espaces verts...), de procéder à des aménagements divers (réseaux, clôtures, plantations...), de payer les frais d'études nécessaires (géomètre, études de sol, diagnostic espaces verts...). Il s'agit également d'acheter du matériel divers (chaînes, câbles, bouées, lignes d'eau, pontons, matériaux de construction, engins nautiques de secours...), de procéder à la remise en état du réseau d'arrosage sur l'ensemble du site et d'aménager l'entrée du parking afin d'en améliorer l'accessibilité.

Il est donc proposé ici de réviser l'opération suivante:

L'opération d'investissement 4581162602 « Travaux du lac de Peyrolles » enregistrée dans l'autorisation de programme DI602A de la Métropole doit être révisée pour un montant de 337 765€ TTC.

Cette révision d'opération porte le montant de l'opération d'investissement Travaux du lac de Peyrolles de 260 000 € TTC avant révision à un montant révisé de 597 764.69€ TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 062-3081/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à la création de l'opération n°DI405AP Travaux plan d'eau de Peyrolles ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 novembre 2021.

Où il le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 337 765€ TTC de l'opération d'investissement DI602A Travaux du lac de Peyrolles, afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 337 765 € TTC de l'opération d'investissement DI602A Travaux du lac de Peyrolles.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'Investissement DI602A Travaux du lac de Peyrolles pour un montant de 337 765 € TTC, portant le montant total de l'opération à 597 764.69 € TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le

budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

Montant initial de l'AP : 260 000 € T.T.C.
Révision de l'AP : + 337 765 € T.T.C.
Montant final de l'AP : 597 764.69 € T.T.C.
Déjà financé : 187 764.69 € T.T.C.

CP 2021: 65 000 euros T.T.C.
CP 2022: 65 000 euros T.T.C.
CP 2023 : 70 000 euros T.T.C.
CP 2024 : 70 000 euros T.T.C.
CP 2025 : 70 000 euros T.T.C.
CP 2026 : 70 000 euros T.T.C.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 506

AVIS - Budget Principal – Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la révision de l'opération d'investissement « Equipements divers Piscines » et de son affectation

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°FAG 062-3081/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de la création d'une Autorisation de Programme relative aux équipements divers piscines.

Les autorisations de programme correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant

à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées, ou à des subventions d'équipement versées à des tiers.

Les articles L.2311-3 et R.2311-9 du Code général des collectivités territoriales précisent que la section d'investissement du budget peut comprendre des autorisations de programme.

Celles-ci constituent la limite supérieure des engagements juridiques pluriannuels qui peuvent être pris. Elles demeurent valables jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation et peuvent être révisées.

L'opération « Equipements divers Piscines » a pour objet de maintenir le fonctionnement conforme des piscines. Cette opération créée jusqu'en 2021, doit être augmentée afin de permettre la continuité des actions menées dans le cadre de l'entretien et de l'achat d'équipements. Cela consiste notamment au renouvellement de matériel et travaux de petites réparations, mais également aux opérations de mise en conformité et maintenance des organes techniques.

Il est donc proposé de réviser l'opération d'investissement 4581162405 « Equipements divers Piscines » enregistrée dans l'autorisation de programme DI405AP de la Métropole pour un montant de 1 260 137 € TTC.

Cette révision d'opération porte le montant de l'opération d'investissement Equipements divers piscines de 3 280 000 € TTC avant révision à un montant révisé de 4 540 136.79 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 062-3081/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 relative à la création de l'opération n°DI405AP Equipements divers piscines ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 9 novembre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 1 260 137 € TTC de l'opération d'investissement DI405AP Equipements divers Piscines, afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 1 260 137 € TTC de l'opération d'investissement DI405AP Equipements divers Piscines.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'Investissement DI405AP Equipements divers Piscines pour un montant de 1 260 137 € TTC, portant le montant total de l'opération à 4 540 136.79 € TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

Montant initial de l'AP : 3 280 000,00 € T.T.C.

Révision de l'AP : + 1 260 137 € T.T.C.

Montant final de l'AP : 4 540 136.79 € T.T.C

Déjà financé : 1 525 136.79 € T.T.C.

CP 2021 : 435 000,00 € T.T.C.

CP 2022 : 460 000,00 euros T.T.C

CP 2023 : 650 000 euros T.T.C

CP 2024 : 460 000,00 euros T.T.C

CP 2025 : 460 000,00 euros T.T.C

CP 2026 : 550 000,00 euros T.T.C

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 507

Budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix 2021- Approbation du remboursement aux usagers des activités encadrées dispensées par les piscines du Pays d'Aix

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les piscines du Territoire du Pays d'Aix proposent des activités encadrées, telles que l'apprentissage de la natation enfant, l'apprentissage de la natation adulte, l'aquagym, les bébés nageurs... Celles-ci s'organisent pendant la saison scolaire, correspondant à une période de dix mois, ou par trimestre. Elles sont payables d'avance.

La délibération n°2006_A311 du Conseil communautaire de la CPA du 20 octobre 2006 prévoit des cas de remboursement principalement du fait des usagers (déménagement, longue absence...) et lorsque tout rattrapage au cours de la période concernée n'est pas possible. Dans ce dispositif, aucun remboursement n'est prévu du fait d'une fermeture inopinée d'un établissement, suffisamment longue, pour justifier un remboursement. Les fermetures des piscines pour cause de rénovation ont toujours été programmées et anticipées afin d'éviter un besoin de rembourser les usagers.

La persistance de la crise sanitaire liée à l'épidémie de COVID 19 a engendré une situation inédite au cours de laquelle les piscines du Pays d'Aix ont toutes été fermées au grand public du 27 octobre 2020 au 17 mai 2021 (pour les enfants) et au 9 juin 2021 (pour les adultes).

Pendant cette période, aucune activité encadrée n'a donc pu être dispensée dans les établissements aquatiques alors que les adhésions à l'année ou au trimestre ont toutes été encaissées.

L'ampleur de la fermeture et l'achèvement de la saison concernée ne permettent pas un rattrapage des séances non réalisées.

Dans un tel cas de figure, la Métropole a encaissé des recettes pour des prestations qu'elle n'a jamais prodiguées et qu'elle ne peut pas compenser, la saison 2021/2022 étant déjà organisée avec d'autres adhérents.

En conséquence, il est proposé de compléter le dispositif de remboursement existant en ajoutant la possibilité de rembourser des usagers lorsque les équipements aquatiques restent fermés pendant une période suffisamment longue pour que toute

compensation sur la saison en cours ou à venir s'avère impossible.

Les fermetures des piscines du Pays d'Aix suite à la persistance de la crise sanitaire de la COVID-19 ont pour conséquence d'envisager le remboursement d'environ 400 personnes pour un montant estimé à 16 000 €.

Au cas par cas, les remboursements seront réalisés selon les modalités suivantes :

1) Possibilité de rembourser la cotisation totale :

Si aucun cours n'a pu être dispensé alors que les adhésions ont été encaissées et qu'il n'y a plus la possibilité de compenser pendant la saison en cours.

2) Possibilité de rembourser les cotisations au prorata des séances effectuées :

Remboursement au prorata des séances effectuées pour celles qui n'auront pu être compensées pendant la saison en cours.

Le service Régie de la Direction des Équipements Aquatiques se chargera de collecter l'ensemble des documents nécessaires aux remboursements des usagers.

De telles dispositions ont déjà été validées pour l'année scolaire 2019/2020 par la délibération n° 2020-CT2-124 du 23 juillet 2020, suite au confinement et aux restrictions subis pendant cette période et ayant amené des fermetures ou des restrictions d'accès ne permettant pas l'exercice des activités prévues.

Afin d'éviter de risquer d'avoir à soumettre ce type de décision à chaque éventuelle future crise de même nature, il est proposé d'en inscrire le principe dans le dispositif tarifaire des piscines du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,
Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2003_A082 du Conseil communautaire de la CPA du 16 mai 2003 relative aux équipements sportifs d'intérêt communautaire et au transfert des piscines ;

- La délibération n°2003_A083 du Conseil communautaire de la CPA du 16 mai 2003 relative à la modification des statuts de la Communauté et à la politique d'apprentissage de la natation ;
- La délibération n°2006_A311 du Conseil communautaire de la CPA du 20 octobre 2006 relative à la réforme tarifaire des piscines communautaires ;
- La délibération n°2014_A277 du Conseil communautaire de la CPA du 11 décembre 2014 relative à une modification substantielle de la grille tarifaire des piscines du Pays d'Aix ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° ATCS 007-8421/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à l'approbation du remboursement aux usagers des activités encadrées dispensées par les piscines de la Métropole en cas de fermeture durable ne permettant pas un rattrapage sur la saison en cours ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire culture et sports du 20 octobre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La fermeture des piscines du Pays d'Aix au grand public du 27 octobre 2020 au 9 juin 2021 en raison de la crise sanitaire liée à la Covid-19.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe d'un remboursement du montant total d'une cotisation aux usagers si les prestations aquatiques dans les piscines du Pays d'Aix n'ont pas été dispensées et qu'elles ne sont pas rattrapables pendant la saison en cours.

Article 2 :

Est approuvé le principe d'un remboursement d'une cotisation aux usagers au prorata des séances effectuées dans les piscines du Pays d'Aix si les prestations aquatiques restantes à devoir n'ont pas été dispensées et qu'elles ne sont pas rattrapables pendant la saison en cours.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Pour la période considérée, les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de Fonctionnement : chapitre 65, nature 65888, fonction 323.

Pour les budgets suivants, cette ligne budgétaire sera abondée par une somme forfaitaire et ajustée en cours d'année en fonction du besoin.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 508

Exonération d'un mois de redevance d'occupation pour les snacks/ buvettes des piscines de Pertuis et Vitrolles suite à la crise sanitaire

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La présente délibération est destinée à traiter certaines conséquences des mesures de restriction à la fréquentation des Établissements Recevant du Public (ERP) pour les opérateurs économiques exerçant leur activité au sein des piscines du Pays d'Aix.

La crise sanitaire liée à l'épidémie de COVID 19 continue d'avoir des répercussions sur les établissements aquatiques.

Dans ce contexte, sur les quatre snacks/buvettes dont dispose le Territoire du Pays d'Aix dans ses piscines pour satisfaire la clientèle estivale, seuls deux ont pu ouvrir à l'été 2021, dans les établissements Alex Jany à Vitrolles et Pertuis Durance Luberon à Pertuis. Ces snacks/buvettes fonctionnent pendant toute la durée de l'ouverture estivale soit de juin à fin août.

Les exploitants de ces snacks/buvettes sont titulaires de conventions d'exploitation pluriannuelles.

Ces conventions ne prévoient pas de dispositions relatives aux modalités d'indemnisation en cas de sous-exploitation ou de fermeture par décision unilatérale de la collectivité visant à réduire la fréquentation et les horaires de fonctionnement des établissements, imposée par l'État au titre du plan de lutte contre la propagation du virus.

Depuis l'application du pass sanitaire dans les ERP à compter du 21 juillet 2021, la fréquentation des piscines s'est effondrée.

Au centre Aquatique Pertuis Durance Luberon, la fréquentation du mois d'août est passée de 9 781 en 2019 à 2 902 usagers en 2021 soit (-70,3%).

A la piscine Alex Jany à Vitrolles, la fréquentation est passée sur la même période de 5 952 à 3 183 usagers soit (- 46,5 %).

Néanmoins, les conditions d'exploitation de ces prestations de bouche dans ce cadre de restrictions, démontrent que les chiffres d'affaires prévisionnels ne couvrent pas les frais de fonctionnement. Avec de telles conditions d'exploitation, le modèle économique déjà fragile habituellement, n'est plus tenable.

C'est pourquoi, à l'instar de décisions votées en 2020 pour les mêmes raisons, sur le fondement de ses compétences en matière d'occupation du domaine public, le Territoire du Pays d'Aix propose d'exonérer ces exploitants du paiement d'un mois de redevance d'occupation uniquement.

L'incidence financière représente un montant total de 1 500 € (mille cinq cents euros) répartis de la façon suivante :

- Vitrolles Alex Jany : 750 €
- Pertuis Durance Luberon : 750 €

La ligne budgétaire impactée par ces mesures est la ligne de crédit 1615, chapitre 70, fonction 323, nature 70388 « Autres redevances et recettes diverses », de la Direction des Équipements Aquatiques et bases de loisirs, pour un montant de – 1 500 € sur l'exercice 2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2014_B402 du Bureau communautaire de la CPA du 6 novembre 2014 validant les conventions types ;

- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire culture et sports du 20 octobre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La perte financière des établissements de restauration sur les piscines de Vitrolles et Pertuis durant le mois d'août 2021.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'exonération du versement d'un mois de redevance d'occupation par les titulaires des conventions d'exploitation des snacks / buvettes des piscines Alex Jany de Vitrolles et Pertuis Durance Luberon. Cette exonération génèrera une diminution d'un montant total de 1 500 € (mille cinq cents euros) des recettes des établissements aquatiques pour l'année 2021.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer tout document afférent à l'exécution de la présente délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 509

Stade Maurice David – Approbation d'un avenant n°5 à la convention triennale de mise à disposition et d'utilisation des installations sportives et des locaux du stade Maurice David au profit de la SASP Provence Rugby

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2013_A300 du Conseil communautaire du 19 décembre 2013, la Communauté du Pays d'Aix a déclaré d'intérêt communautaire le stade Maurice David.

Par délibération n°2019_CT2_347 du 13 juin 2019, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a approuvé une convention triennale de mise à disposition et d'utilisation des installations sportives et des locaux du stade Maurice David au profit de la Société Anonyme Sportive Professionnelle (SASP) Provence Rugby pour les trois saisons sportives 2019/2020, 2020/2021, 2021/2022.

Ladite convention a pour objet de préciser les conditions de mise à disposition et d'utilisation des installations sportives et des locaux du stade Maurice David, sis 20 avenue Marcel Pagnol, 13090, Aix-en-Provence, au profit de la SASP Provence Rugby afin de permettre à son équipe professionnelle d'évoluer en championnat de France de Pro D2 (2ème division nationale).

Dans le cadre de ses activités professionnelles, la SASP Provence Rugby peut être co-organisateur avec les différentes instances officielles nationales ou internationales de Rugby (Fédération Française de Rugby, Ligue Nationale de Rugby, European Professional Club Rugby...) de matchs dans le cadre de rencontres sportives au stade Maurice David, comme celles qui se sont déjà déroulées précédemment à savoir, le match de l'équipe de France U20 lors du Tournoi des 6 Nations contre l'Italie le 7 février 2020, la finale de la Challenge Cup le 16 octobre 2020 ou le Tournoi Supersevens de rugby à VII en août 2021.

A ce titre, la SASP Provence Rugby souhaite pouvoir utiliser le stade dans les mêmes conditions que lors des rencontres programmées de l'équipe professionnelle de ProD2 et bénéficier de la mise à disposition du terrain, des vestiaires et des espaces réceptifs notamment.

L'accueil de ces compétitions est également une reconnaissance forte des différentes institutions du monde du rugby, des efforts portés par le Territoire dans le cadre de la modernisation du stade Maurice David et du soutien apporté à la pratique du rugby de haut niveau.

C'est pourquoi il est proposé de réaffirmer le soutien du Territoire du Pays d'Aix au développement d'une

politique sportive ambitieuse en autorisant, par un avenant n°5 joint au présent rapport, la SASP Provence Rugby à utiliser les installations sportives et les locaux du stade Maurice David afin d'accueillir ces futures rencontres.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2013_A150 du Conseil communautaire de la CPA du 18 juillet 2013 confiant une mission d'étude à la Société Publique Locale d'Aménagement « Pays d'Aix Territoires » (SPLA) afin d'évaluer la faisabilité d'une modernisation et d'un repositionnement du stade Maurice David, articulé avec une opération d'aménagement du secteur du Jas de Bouffan ;
- La délibération n°2013_A300 du Conseil communautaire de la CPA du 19 décembre 2013, déclarant le stade Maurice David d'intérêt communautaire et confiant à la SPLA la maîtrise d'ouvrage de cette opération ;
- La délibération n°2014_B394 du Bureau communautaire de la CPA du 25 septembre 2014 adoptant un nouveau règlement intérieur pour les équipements sportifs ainsi que des conventions de mise à disposition des équipements sportifs et des locaux au profit des clubs du Territoire, et notamment la convention de mise à disposition des équipements du stade Maurice David au profit de la SASP le PARC, renommée depuis SASP Provence Rugby ;
- La délibération n°2019_CT2_347 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 13 juin 2019 relative à l'approbation d'une convention triennale de mise à disposition et d'utilisation des installations sportives et des locaux du stade Maurice David au profit de la SASP Provence Rugby pour les saisons sportives 2019/2020, 2020/2021, 2021/2022 ;
- La délibération n°2019_CT2_725 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 décembre 2019 relative à l'approbation d'un avenant n°1 à la convention triennale de mise à disposition et d'utilisation des installations sportives et des locaux du stade Maurice David au profit de la SASP Provence Rugby ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020

relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier ;

- La délibération n°2020_CT2_136 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 octobre 2020 relative à l'approbation d'un avenant n°2 à la convention triennale de mise à disposition et d'utilisation des installations sportives et des locaux du stade Maurice David au profit de la SASP Provence Rugby ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2021_CT2_017 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 février 2021 relative à l'approbation d'un avenant n°3 à la convention triennale de mise à disposition et d'utilisation des installations sportives et des locaux du stade Maurice David au profit de la SASP Provence Rugby ;
- La délibération n°2021_CT2_280 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 27 mai 2021 relative à l'approbation d'un avenant n°4 à la convention triennale de mise à disposition et d'utilisation des installations sportives et des locaux du stade Maurice David au profit de la SASP Provence Rugby ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 20 octobre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°5 à la convention de mise à disposition et d'utilisation des installations sportives et de certains locaux du stade Maurice David au profit de la Société Anonyme Sportive Professionnelle Provence Rugby, joint en annexe du présent rapport, pour accueillir des matchs de rugby hors championnat de Pro D2, sans incidence financière.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer l'avenant à la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 510**PRODAS 2021 – Attribution d'une subvention à l'association Boxing Club Gardannais 13 pour l'organisation d'animations sportives**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix (ci-après CPA) a adopté lors du Conseil communautaire du 24 juin 2010 la délibération cadre relative à la mise en place du projet PRODAS (Projet de Développement des Activités Sportives).

PRODAS est un dispositif sportif, éducatif et social répondant aux besoins sociaux et sociétaux des populations jeunes situées en QPV (quartier prioritaire ville).

En partenariat avec les services des sports et Politique de la Ville des différentes Communes répondant aux critères du nouveau « Contrat de ville » (loi n°2014-173 du 21 février 2014), le dispositif PRODAS a pour ambition de fédérer les différents partenaires sportifs, clubs de haut niveau, clubs sportifs, associations de proximité ainsi que les centres sociaux culturels, autour d'un projet de développement des activités sportives au sein même des quartiers prioritaires (actions en pied d'immeuble) ou au sein des clubs sportifs.

Le dispositif PRODAS a pour objectif principal de favoriser l'accès au « Sport pour Tous » ; il répond notamment au besoin des jeunes d'accéder à des activités sportives, de rétablir l'égalité de la pratique sportive en supprimant les freins financiers.

Ce dispositif représente un outil d'insertion sociale et joue le rôle de passerelle entre une population jeune souvent en situation de décrochage et les clubs sportifs.

Ce programme permet aujourd'hui à des jeunes des quatre Communes concernées par ce dispositif, Aix-en-Provence, Pertuis, Vitrolles et Gardanne, de s'initier aux disciplines sportives en partenariat avec de nombreuses associations.

En 2019, ce dispositif a été lauréat de la 16ème édition du concours « Fais-nous rêver » organisé par l'Agence Pour l'Education Par le Sport (APELS) de

Provence-Alpes-Côte d'Azur permettant de reconnaître des projets labellisés d'éducation par le sport.

L'APELS est une association loi 1901 nationale et indépendante. Depuis 20 ans, l'APELS est un acteur de l'innovation sociale qui construit des programmes pour insérer et éduquer les jeunes par le sport. Grâce à un réseau de 1.000 associations repérées sur l'ensemble du territoire français, elle a accompagné plus de 100.000 jeunes talents éloignés de l'emploi ou décrocheurs scolaires.

Le dispositif PRODAS permet à la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix de subventionner jusqu'à 100% les projets d'actions proposés par les associations du Territoire.

Ces associations de proximité conduisent des actions d'initiation à la pratique sportive dont la liste et le calendrier sont joints au dossier de demande de subvention et dont la réalisation est contrôlée avant le versement du solde.

La subvention proposée est détaillée dans le tableau joint pour un montant de 6.000 € et représente 30,5% du budget prévisionnel de l'action estimé à 19.650 €. Elle concerne les animations de boxe pieds poings proposées tout au long de l'année 2021 par l'association Boxing Club Gardannais 13 sur les sites de Château Pitty et Stade Fontvenelle à Gardanne les mercredis et samedis.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvé par délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Territoire du Pays d'Aix ne sera pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Territoire du Pays d'Aix pourra être recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles après analyse des documents transmis par l'association.

Par ailleurs, l'article 59 du Règlement Budgétaire et Financier fixe les modalités de versement des subventions (si le montant de la subvention est supérieur à 5 000 €) comme suit :

- un acompte de 80% sera versé au bénéficiaire après signature de la convention correspondante :

- le solde de 20% sera versé à la fin de l'année sur présentation avant le 1er novembre 2021 :

- du budget réalisé de l'action signé ;
- d'un compte de résultat définitif ou d'un compte de résultat provisoire accompagné dès lors du compte de résultat définitif de l'année N-1, signés du Président et du Trésorier de l'association ;
- s'il y a lieu, du dernier rapport du Commissaire aux Comptes certifié.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,
Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°2010_A110 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 relative à la validation du projet PRODAS ;
- La délibération n°2017_CT2_521 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2017 relative à la modification de la délibération cadre du dispositif PRODAS ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 20 octobre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,
Considérant**

- Que le dispositif sportif, éducatif et social PRODAS (Projet de Développement des Activités Sportives) répond aux besoins sociaux et sociétaux des populations jeunes situées en QPV (quartier prioritaire ville).

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention à l'association Boxing Club Gardannais 13 pour l'organisation d'animations sportives dans le cadre du PRODAS telle que décrite dans le tableau ci-annexé pour un montant de 6.000 € (GU n°2021/01151).

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section fonctionnement - Chapitre 65, Fonction 326, Nature 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 511

PRODAS 2021 – Attribution d'une subvention d'investissement au Moto Club Pertuis Durance Luberon pour l'achat de matériels sportifs - Approbation d'une convention

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a adopté lors du Conseil communautaire du 24 juin 2010 la délibération cadre relative à la mise en place du projet PRODAS (Projet de Développement des Activités Sportives).

PRODAS est un dispositif sportif, éducatif et social répondant aux besoins sociaux et sociétaux des populations jeunes situées en QPV (quartier prioritaire ville).

En partenariat avec les Services des Sports et Politique de la Ville des différentes Communes répondant aux critères du nouveau « Contrat de ville » (loi n°2014-173 du 21 février 2014), le dispositif PRODAS a pour ambition de fédérer les différents partenaires sportifs, clubs de haut niveau, clubs sportifs, associations de proximité ainsi que les centres sociaux culturels, autour d'un projet de développement des activités sportives au sein même des quartiers prioritaires (actions en pied d'immeuble) ou au sein des clubs sportifs.

Le dispositif PRODAS a pour objectif principal de favoriser l'accès au « Sport pour Tous » ; il répond notamment au besoin des jeunes d'accéder à des activités sportives, de rétablir l'égalité de la pratique sportive en supprimant les freins financiers.

Ce dispositif représente un outil d'insertion sociale et joue le rôle de passerelle entre une population jeune souvent en situation de décrochage et les clubs sportifs.

Ce programme permet aujourd'hui à des jeunes des quatre Communes concernées par ce dispositif, Aix-en-Provence, Pertuis, Vitrolles et Gardanne, de s'initier aux disciplines sportives en partenariat avec de nombreuses associations.

Dans ce cadre, la présente délibération a pour objet de soutenir financièrement le Moto Club Pertuis Durance Luberon qui projette d'acheter du matériel sportif nécessaire au développement de ses activités sportives et en particulier à l'organisation des stages et animations à destination des enfants dans le cadre du PRODAS, à savoir :

- Subvention de 2.000 € à l'association Moto Club Pertuis Durance Luberon permettant l'achat de deux motos juniors 125 cm³ dont le montant total s'élève à 2.000 €. Cette participation représente 100 % du coût total prévisionnel du projet d'investissement (Guichet unique n°2021/00822). Cette association n'étant pas assujettie à la TVA, le montant de la subvention est calculé sur la base des dépenses TVA incluse (montants TTC).

Il convient d'indiquer que l'association Moto Club Pertuis Durance Luberon a déjà bénéficié en 2021 de l'attribution de quatre subventions d'un montant total de 9.250 € dans le cadre du dispositif PRODAS pour l'organisation de stages de moto cross pour les enfants d'Aix-en-Provence, de Pertuis, de Gardanne et de Vitrolles (cf. délibération n°2021_CT2_288 du Conseil de Territoire du 8 juillet 2021).

Concernant les modalités de paiement, elles seront fixées par la convention annuelle à conclure avec chaque association sportive qu'il est proposé d'approuver.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération du Conseil de la Métropole n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Territoire du Pays d'Aix ne sera pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Territoire du Pays d'Aix est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole, les modalités de versement de cette subvention seront les suivantes :

- un acompte de 50% de la subvention votée, sur demande du bénéficiaire, après la signature par les deux parties de la convention comprenant le plan de financement et dès production de la déclaration de commencement du projet d'investissement (devis...), le cas échéant.
- le solde, sur demande du bénéficiaire, dès la réalisation de l'investissement et après la production :

- du compte rendu financier du projet d'investissement incluant les dépenses et

les recettes signé par le Président de l'association ou toute personne habilitée,

- de l'ensemble des factures de l'opération,
- de l'attestation d'achèvement du projet d'investissement et du paiement complet de l'opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°2010_A110 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 relative à validation du projet PRODAS ;
- La délibération n°2017_CT2_521 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2017 relative à la modification de la délibération cadre du dispositif Projet de Développement des Activités Sportives ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2021_CT2_288 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 juillet 2021 relative à l'attribution de subventions dans le cadre du dispositif Projet de Développement des Activités Sportives ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et sports du 20 octobre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'investissement de 2.000 € à l'association «Moto Club Pertuis Durance Luberon» (GU n°2021/00822) au titre de l'exercice 2021 pour l'achat de deux motos juniors.

Article 2 :

Est approuvée la convention annuelle d'investissement ci-annexée à conclure entre le

Territoire du Pays d'Aix et l'association «Moto Club Pertuis Durance Luberon».

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire, en section d'Investissement : Opération Budgétaire 4581162750, Nature 4581, Fonction 325, Autorisation de Programme DI750AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 512

Equipements sportifs – Approbation de principe pour l'implantation d'un complexe d'escalade en Pays d'Aix

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les reliefs du Pays d'Aix offrent un terrain exceptionnel aux pratiquants de l'escalade. Au cours des cent années qui ont succédé à l'ouverture des premières voies libres dans le massif de Sainte-Victoire, l'offre du territoire n'a cessé de se renforcer, que ce soit par l'ouverture de voies de très haut niveau ou par l'implantation du premier pôle France de la Fédération Française de Montagne et d'Escalade (FFME) à Aix-en-Provence.

Au cours des cinq dernières années, le nombre de grimpeurs a doublé en France et compte désormais 1,3 millions de pratiquants et plus de 110.000 licenciés, soit une progression de 70% en 10 ans. L'évolution se caractérise par une pratique de plus en

plus féminine (58% des nouveaux pratiquants) qui se déroule en groupe ou en famille.

Présente pour la première fois aux Jeux Olympiques de Tokyo en 2020 en tant que « sport additionnel », cette discipline spectaculaire a connu une couverture médiatique qui sans nul doute renforcera l'attractivité de ce sport où le pratiquant de haut niveau doit maîtriser les trois épreuves de cette discipline que sont la difficulté, le bloc et la vitesse. L'escalade sera de nouveau présente en 2024 à Paris et sacrera deux championnes et deux champions olympiques en combiné « bloc - difficulté » et en « vitesse ».

Présentes sur l'ensemble du territoire français, les structures d'escalade se répartissent en grand nombre entre salles publiques et salles privées dans la plupart des régions, comme en Ile de France où l'on compte 10 salles publiques pour 25 salles privées, et en Auvergne Rhône Alpes avec 29 salles publiques pour 22 salles privées. Ce ratio est considérablement inférieur en Région Sud où l'on dénombre 3 salles publiques pour 22 salles privées.

Alors que les salles privées s'adressent essentiellement à l'initiation et à la pratique loisir d'un sport de masse avec des pratiquants sporadiques et multisports, les salles publiques ont pour objectif de promouvoir et développer l'escalade grâce à une pratique associative, des formations, des stages fédéraux, l'accompagnement des sportifs de haut niveau ainsi que l'organisation de compétitions.

L'implantation d'un nouveau complexe public d'escalade en Pays d'Aix permettrait de valider sa position de capitale historique de l'escalade et d'accélérer le développement touristique par le sport (renforcement de l'éco sport) tout en développant une pratique « licenciée » de la discipline.

La Commune de Venelles, à l'origine du projet, a réalisé une pré-étude de faisabilité en coopération avec la FFME, la Ligue Sud Provence-Alpes Côte d'Azur et François Legrand, triple champion du monde d'escalade et cinq fois vainqueur de la Coupe du Monde. Ce pré-programme a conduit à proposer un équipement d'une surface grimpable de 2.200 m² sur deux Structures Artificielles d'Escalade (SAE) Indoor et Outdoor, pouvant accueillir simultanément 220 personnes pour une emprise au sol de 1.500 m² répartis en 1.000 m² de bâti et 500 m² d'auvent.

Des études complémentaires permettront d'affiner l'ensemble de ces informations et de présenter ultérieurement un programme général détaillé et un plan de financement finalisé.

Outre le coût global d'investissement, il convient de noter qu'une étude relative à l'exploitation de cette structure pourra également être réalisée afin de déterminer son modèle économique.

Il est proposé d'approuver le principe de l'implantation d'un complexe d'escalade sur le Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,
Vu**

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 20 octobre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de l'implantation d'un complexe d'escalade sur le Territoire du Pays d'Aix.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisé à signer tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Politique culturelle et sportive - Culture

2021 CT2 513

« Musiques vivantes en Pays d'Aix » - Approbation du dispositif et d'une convention pluriannuelle de partenariat entre le Territoire du Pays d'Aix et la Ville d'Aix-en-Provence pour la réalisation et la diffusion de concerts symphoniques

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'Orchestre Philharmonique du Pays d'Aix a été créé en 2010 par l'ancienne Communauté de Communes pour offrir des concerts de musique classique sur tout le Territoire.

La Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a repris et élargi ce dispositif qui est assumé depuis 2017 via la délégation de service public (ci-après DSP) du « Grand Théâtre de Provence ». Cette dernière arrive à échéance en décembre 2021. Il s'avère dès lors nécessaire de construire une perspective nouvelle afin de préserver la diffusion d'un programme classique de haut niveau, qui anime la vie des communes et complète leur offre culturelle. A cette fin, la Ville d'Aix-en-Provence et le Territoire du Pays d'Aix proposent un nouveau dispositif intitulé « Musiques vivantes en Pays d'Aix ».

Ce dispositif répond à quatre objectifs essentiels :

1. Continuer à proposer une offre de concerts de musique classique en capacité d'irriguer le Pays d'Aix et susceptible d'enrichir ainsi la programmation des saisons culturelles des communes.
2. Offrir un programme d'excellence à travers l'exécution des chefs d'œuvre reconnus du répertoire ou des œuvres les plus significatives de l'histoire de la musique.
3. Intégrer et valoriser au mieux les ressources créatives et les talents présents sur le Territoire par un dispositif dynamique de rencontres avec les publics.
4. Contribuer à la démocratisation culturelle et à la diffusion de la culture musicale diversifiée en permettant aux habitants du Pays d'Aix d'accéder sur leur lieu de résidence à des propositions artistiques gratuites.

Dans cet objectif, le Territoire du Pays d'Aix et la Ville d'Aix-en-Provence proposent une convention pluriannuelle qui permettra de mutualiser toutes les ressources et compétences nécessaires pour la réalisation du service.

Ce conventionnement est conclu en application du principe des contrats établis entre deux entités appartenant au secteur public, articles L. 2511-1 et suivants du Code de la commande publique.

Le conventionnement sera effectif début 2022 pour prendre le relais du cadre précédent.

Cette convention fixe les principes retenus pour la mise en place et l'exécution d'un socle annuel minimal de 36 concerts pour répondre à la demande de chaque commune.

L'ingénierie territoriale est assurée par le Territoire du Pays d'Aix.

La supervision du programme artistique et l'ingénierie de production pour les représentations publiques sont assurées par la Ville d'Aix-en-Provence. Elle assure le financement de l'exécution du service en termes de portage artistique, administratif et technique. A cette fin la Ville d'Aix-en-Provence pourra s'appuyer sur un ou plusieurs opérateurs extérieurs.

De leurs côtés, les communes d'accueil retenues annuellement sur le Territoire du Pays d'Aix mettent à disposition le lieu d'exécution publique, au besoin certains services logistiques et accueillent les concerts programmés.

A ce titre, la commune d'accueil en sa qualité d'organisateur du concert veillera à disposer de la licence d'entrepreneur du spectacle.

La Ville d'Aix-en-Provence et/ou son opérateur désigné pour la réalisation des concerts concluront un contrat de diffusion pour l'accueil de concert avec chacune des communes d'accueil, sur la base des termes fixés par la présente convention et au regard de la répartition des tâches opérationnelles détaillées en annexe 1 (article 7.2).

Il n'y a aucune contrepartie financière entre les parties signataires. Chacune fournit pour sa part les ressources requises par les tâches qu'elle assume.

Pour rappel, depuis son origine, le montant annuel consacré au dispositif est de 470 000 euros.

L'opérateur s'engage à respecter ces montants.

De ce fait, pour satisfaire un objectif de démocratisation de l'accès à la musique, toutes les charges sont assumées par les collectivités publiques partenaires et l'accès aux concerts sera gratuit pour les publics.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de la commande publique et notamment les articles L. 2511-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- La délibération n°.... du Conseil Municipal de la Ville d'Aix-en-Provence du 18 novembre 2021 ;
- L'avis de la Commission de Territoire culture et sports du 20 octobre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Territoire du Pays d'Aix et la Ville d'Aix-en-Provence manifestent la volonté conjointe de produire et diffuser un programme de musique classique et des concerts au plus près des habitants du Territoire.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le dispositif « Musiques vivantes en Pays d'Aix ».

Article 2 :

Est approuvée la convention pluriannuelle à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et la Ville d'Aix-en-Provence.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	5
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	43
Majorité absolue	22
Pour	43
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

CESARI Martine - CRISTIANI Georges - GRANIER Hervé

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

CHARRIN Philippe - FILIPPI Claude

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2021 CT2 514**Attribution d'une subvention de fonctionnement à la Fondation du Camp des Milles - Approbation d'une convention d'objectifs et de moyens**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté du Pays d'Aix a créé un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations.

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a voté les axes de sa politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération n°2003_A081). Cette politique culturelle aujourd'hui mise en œuvre par la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du Territoire du Pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels font également partie de cette politique culturelle.

Dans ce cadre, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix conforte cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement devenant ainsi un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire et affirmant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Il est aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution d'une subvention de fonctionnement à la Fondation du Camp des Milles pour un montant total de 50 000 € dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations et d'approuver la convention d'objectifs et de moyens annexée au présent rapport.

Les caractéristiques du fonds d'intervention à destination des associations sont les suivantes :

- Le montant du fonds est ajusté chaque année dans le cadre de l'élaboration du Budget Primitif,
- Les opérations financées doivent être en rapport avec la compétence intercommunale et dépassent le strict cadre communal.

Les associations sont soumises aux règles de paiement suivant l'article 59 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 (Cf. articles 58 « Modalités de calcul » et 59 « Modalités de versement »).

Modalités de versement

Un premier versement, correspondant à 80 % du montant total de la subvention sera mandaté après signature de la convention par les deux parties.

Le solde de la subvention (20 %) sera versé sur présentation du rapport d'activité annuel, du bilan financier et du compte de résultat signés par le bénéficiaire.

Par ailleurs, conformément au Règlement Budgétaire et Financier, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Territoire du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Territoire du Pays d'Aix est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles.

La proratisation pourra donc éventuellement être appliquée après analyse des documents transmis par la Fondation du Camp des Milles.

Afin d'optimiser la gestion des deniers publics, le Territoire du Pays d'Aix se donne pour objectif d'effectuer le paiement des subventions dans un délai de 90 jours fin de mois, une fois l'ensemble des pièces justificatives reçues.

Conventions

L'attribution de subvention en fonctionnement d'un montant supérieur à 23 000 € pour les associations culturelles nécessite l'approbation de conventions.

La convention bilatérale annexée à la présente délibération est élaborée pour le versement d'une subvention au titre de l'exercice 2021. L'instruction de la demande inclut la sollicitation de l'avis de la Commission Culture et Sports du Territoire du Pays d'Aix.

A titre d'information, pour l'exercice 2021, la Fondation du Camp des Milles a déposé un autre dossier de demande de subventions en fonctionnement à la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire de Marseille d'un montant de 100 000 € (N°GU 2021_00368).

Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution d'une subvention pour un montant de 50 000 € à la Fondation du Camp des Milles (demande GU N° 2021_00369) dans le cadre du fonds d'intervention aux associations.

Année	Nom association	Montants	Classe projet	Sub. n°1	Sub. n°2	Total Budget prévisionnel	Montant Subvention sollicitée	Subvention subordonnée Territoire du Pays d'Aix	Montant proposé	% montant proposé	Date commission	Date CT
2021	Fondation du Camp des Milles	Fonctionnement et projets	Art et Culture 2021	80 000 €	80 000 €	160 000 €	100 000 €	100 000 €	50 000 €	1,37 %	20/10/21	26/11/21

TOTAL : 50 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2001_A101 du Conseil communautaire de la CPA du 19 octobre 2001 actant la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations ;
- La délibération n°2003_A081 du Conseil communautaire de la CPA du 16 mai 2003 actant une politique culturelle ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FBPA 054-9156/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 20 octobre 2021.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,
Considérant**

- Que le Territoire du Pays d'Aix est le partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du Territoire, démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée pour l'exercice 2021, une subvention en fonctionnement à la Fondation du Camp des Milles pour un montant total de 50 000 € (cinquante mille euros).

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure avec la Fondation du Camp des Milles.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, en section de fonctionnement chapitre 65, nature 65748, fonction 311.

Vote sur le rapport

Inscrits	58
Votants	48
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	48
Majorité absolue	25
Pour	48
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

INTERVENTION DE MONSIEUR GEORGES CRISTIANI – MAIRE DE MIMET ET VOTE DU CONSEIL DE TERRITOIRE SUR LA CONSERVATION PAR LES COMMUNES DE LA COMPETENCE VOIRIE

Georges CRISTIANI aborde l'avenir de notre Etablissement Public de Coopération Intercommunale.

La Métropole AMP est une institution qui ne fonctionne pas très bien, composée de 7.500 fonctionnaires très compétents mais qui ne peuvent pas vraiment exercer leurs compétences normalement. Les élus, élus locaux et responsables sur leur territoire exercent des compétences essentielles.

La compétence voirie va être discutée à l'Assemblée Nationale au mois de décembre. Les chemins municipaux, les rues... constituent les veines de nos communes et Territoire et c'est donc les élus locaux qui détiennent cette compétence de part entière. Serait-il possible de maintenir cette compétence communale et qu'elle ne soit pas déléguable ?

Toutefois certains sujets de voirie pourraient être traités par les syndicats de coopération intercommunale.

Georges CRISTIANI demande en conséquence au Président que les représentants des 36 communes présentes à ce Conseil votent, à l'unanimité, de présenter au Gouvernement leur refus du transfert de cette compétence.

Robert DAGORNE accepte cette demande et attend le retour des communes. Il indique que les voiries communales sont un bien inaliénable de la commune et que c'est bien à elle avec son conseil municipal, quelle que soit la couleur politique, de les gérer librement.

Georges CRISTIANI intervient sur l'importance de ce sujet. Il indique que les Députés de l'Assemblée Nationale ne comprennent pas la situation des Bouches-du-Rhône. La Métropole peut être une bonne chose pour de nombreuses compétences mais il faut maintenir la voirie comme compétence municipale. Il demande le vote à main levée.

Robert DAGORNE rappelle que personne dans l'assemblée ne va s'abstenir. Tout le monde va voter en espérant l'unanimité pour la gestion de la voirie par les communes puisque c'est l'intérêt général de la commune.

Loïc GACHON ajoute un commentaire : la compétence voirie est une compétence obligatoire de la Métropole. Les Métropoles de plein droit ont la compétence voirie et notre Métropole est une exception, la voirie n'est pas une compétence obligatoire de la Métropole. A la demande de Georges CRISTIANI il nous est demandé de réaffirmer que la voirie doit demeurer sous gestion communale et qu'il n'y a aucun intérêt à ce qu'elle soit de compétence métropolitaine. La Métropole Lyonnaise a cette compétence puisqu'il y a conurbation entre certaines villes (Villeurbanne, Vaulx en velain...). Mais il n'y a pas de phénomène de conurbation dans notre Métropole donc nécessité que cette compétence doit rester communale.

Marc PENA est d'accord avec les remarques pertinentes du Maire de Vitrolles mais cette demande aurait plus de force si cette proposition était faite au niveau de la Métropole et non au niveau du Territoire. Est-ce que les autres Territoires se préoccupent des mêmes questions ? Porteront-ils la même proposition afin qu'elle ait de la cohérence et du poids ?

Georges CRISTIANI précise que les autres Conseils de Territoire, sauf celui de Marseille Provence qui avait déjà délégué cette compétence, sont d'accord avec cette proposition, mais le propos n'est pas là. Il rappelle que nous sommes là 36 communes, et il demande à l'ensemble des élus municipaux des 36 communes de faire état de leur accord pour ne pas transférer la compétence voirie et que celle-ci ne devienne pas une compétence métropolitaine tout en laissant la possibilité d'une coopération intercommunale. Il faut que les 36 communes qui composent ce conseil de Territoire soient d'accord sur ce principe simple.

Pascale MORBELLI précise que cette question-là peut se poser pour tous les conseils de Territoire. Il serait intéressant que cela soit relayé dans d'autres collectivités, pour qu'au moment où le conseil de la Métropole arrive ce soit une proposition de force, que ce ne soit pas uniquement le Pays d'Aix qui propose, mais qu'il y ait un collectif plus animé qui soit enfin entendu par l'Etat. La question est là au niveau étatique.

Robert DAGORNE souligne que Georges CRISTIANI, maire de Mimet, souhaite avoir l'avis et le sentiment des élus uniquement du Pays d'Aix afin, dans un second temps, de rencontrer les autres maires du territoire en tant que Président de l'Union des Maires, et de pouvoir dire qu'ici, au Territoire du Pays d'Aix, nous avons eu l'unanimité.

Michel AMIEL souhaite préciser un point simple mais important. Quid du pluvial ? C'est un point capital. Allons-nous adjoindre le pluvial en particulier à l'approbation ?

Georges CRISTIANI déclare que ses propos concernent la voirie et qu'il s'adresse aux élus municipaux des 36 communes qui sont confrontés à ce problème-là.

Philippe ARDHUIN énonce que la remarque est très pertinente. La voirie et le pluvial sont indissociables.

Robert DAGORNE précise que l'on peut consolider la question, la voirie et ses accessoires. Le pluvial qui représente l'accessoire doit suivre le principal.

Georges CRISTIANI propose d'avoir une unanimité sur le fait de ne pas transférer la voirie tout simplement sans entrer dans un débat plus complexe de compétences accessoires.

Robert DAGORNE êtes-vous d'accord ?

Marc PENA revient sur l'idée que si c'est le Pays d'Aix seul qui porte cette proposition, qui est une question fondamentale, alors que l'ensemble des communes de la métropole devraient être à nos côtés, c'est une mauvaise stratégie. Vous êtes dans l'exécutif de la Métropole. Cette proposition doit être portée au niveau métropolitain pour que toutes les communes de la métropole aillent dans le même sens. Si cela permet de faire avancer pour que les autres y viennent, là il est en accord avec le fait que nous prenions nos responsabilités, mais il met en garde contre le fait que ça ne soit qu'un élément isolé qui ne soit pas pris en compte globalement avec les autres communes de la métropole.

Robert DAGORNE souligne que Georges CRISTIANI s'exprime en qualité de maire, et que suivant notamment ce que le conseil de Territoire va dire, il va s'exprimer après avec les autres conseils de Territoire, en qualité de Président de l'Union des maires, mais il sera déjà fort de l'unanimité du conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Philippe ARDHUIN précise que cela a été déjà dit à la métropole, tous les maires veulent avoir leur voirie sauf les ex membres du CT1 moins Marseille.

Actuellement, si nous prenons cette mesure, on va renforcer le sentiment de la plupart des territoires, comme quoi nous devons garder la voirie. Il y a une chose qu'il faut bien prendre en compte, c'est que le chronomètre est enclenché. On a très peu de temps, donc utilisons la « tribune » du conseil de Territoire pour valider ceci pour bien renforcer vis-à-vis de l'Etat parce que la loi va être faite.

Sophie JOISSAINS indique vouloir également voter sur le principe de la non baisse des allocations de compensation aux communes et sur le principe d'un échelon intermédiaire décentralisé, c'est-à-dire la capacité sur certaines compétences pour les communes de s'organiser entre elles, que ce soit par syndicat ou par coopération intercommunale.

Robert DAGORNE : Etes-vous d'accord ?

Marc PENA demande si cet échelon intermédiaire n'est-il pas en train d'être trop défini ? Il peut être ad hoc, il peut varier, etc... Il y a plusieurs possibilités. Est-on en train de dire que l'on sent que les conseils de Territoire c'est la fin ?

Robert DAGORNE précise que c'est la volonté de la ministre. Pour l'instant nous la combattons, nous ne sommes pas d'accord, mais nous avons quand même bien compris que c'est Madame la ministre avec le Préfet et la CRC qui auront le dernier mot puisque ce dernier mot sera voté en Assemblée Nationale, et Madame la ministre à la majorité à l'Assemblée Nationale, donc nous exprimons notre défense comme nous pouvons l'exprimer.

Marc PENA dit que c'est important parce qu'il faut bien comprendre qu'il y a un jeu de dupe, on dit aux communes « oui mais on va vous redonner des compétences de proximité mais il y a un échelon de trop, il faut qu'on supprime le conseil de Territoire », et en fait on les met nus face à une structure qui n'est plus que la métropole et selon lui c'est une grande erreur. On n'est pas d'accord sur tout sur la réforme métropolitaine mais là-dessus on est d'accord et donc effectivement il faut trouver les moyens de contrer cela et peut être de ne pas acter que les conseils de Territoire c'est fini même si ça peut ne pas s'appeler ainsi, ne pas acter la fin, et ensuite il faudra être très malin si nous l'obtenons quant à l'organisation intercommunale que nous ferons.

Sophie JOISSAINS précise que c'est le but et que l'idée c'est aussi d'avoir des principes assez brefs et très clairs pour tous, les retravailler derrière certes, mais avoir ces principes et montrer qu'on est tous d'accord avec.

Robert DAGORNE fait voter à mains levées et la proposition portée par Georges CRISTIANI emporte l'unanimité.